

NOVEMBRE 1995

LE COURRIER DE L'UNESCO



LA PAIX

une idée neuve



ENTRETIEN AVEC
**YEHUDI
MENUHIN**

les lauréats de l'UNESCO

AFFICHE CADEAU
LA DÉCLARATION
UNIVERSELLE DES
DROITS DE L'HOMME

**SUPPLÉMENT PHOTOS
L'UNESCO A 50 ANS**

M 1205 - 9511 - 22,00 F



Pour cette rubrique CONFLUENCES, envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.

Le talon d'Achille

1994,
terre d'Entraigues et
raku, enfumage
de Martine Cazin

Cette sculpture modulaire évoque la mort d'Achille, guerrier légendaire et personnage principal de l'*Illiade* d'Homère. Elle fait partie d'un ensemble de sculptures céramiques, *Armures d'argile*, réalisées à taille humaine.

Fascinée, lors d'un voyage au Japon, par la richesse plastique des armures japonaises, cette artiste française, à la fois peintre et céramiste, a repris ce thème de l'armure et de la cuirasse en l'élargissant à une réflexion sur « nos ambitions et nos peurs ». « L'armure vide, précise-t-elle, témoigne de la vanité des armes. »



une idée neuve

46
Entretien avec
Yehudi Menuhin

- 6 -

Une idée toujours neuve *par Federico Mayor*

- 8 -

La Terre comme patrie *par Edgar Morin*

- 11 -

Une longue germination *par Chikh Bekri*

- 14 -

L'action de l'UNESCO *par Ahmed Saleh Sayyad*

- 17 -

Démilitariser le service militaire *par Anne Baer*

35
Espace vert
Les nouveaux fermiers
des eaux
par France Bequette

39
Repères internationaux

40
ACTION UNESCO
Mémoire du monde
Les chutes d'Iguaçu,
merveille de la forêt
tropicale
par Edouard Bailby

44
NOTES DE MUSIQUE
La route du blues
par Isabelle Leymarie

50
1995, ANNÉE DES NATIONS
UNIES POUR LA TOLÉRANCE
La vigilance, nerf de la
démocratie
par Richard Hoggart

- 19 -

LES FAISEURS DE
PAIX

LAURÉATS DE L'UNESCO

Nelson Mandela *par Tabar Ben Jelloun*
Frederik Willem De Klerk *par Anthony Johnson*
L'Académie de droit international de La Haye
Shimon Pérès *par Charles Enderlin*
Yitzhak Rabin *par Luc Beyer de Ryke*
Yasser Arafat *par Lotfi El-Kholy*
Jimmy Carter *par Flora Lewis*
Juan Carlos I^{er} *par Ramón Luis Acuña*

Directeur: Bahgat Elnadi

Rédacteur en chef: Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction: Gillian Whitcomb

Français: Alain Lévêque

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Rubriques: Jasmína Sopova

Unité artistique, fabrication: Georges Servat

Illustration: Ariane Bailey (45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (45.68.46.85)

Relations éditions hors Siège et presse: Solange Belin
(45.68.46.87)

Secrétariat de direction: Annie Brachet (45.68.47.15)

Assistante administrative: Theresa Pinck

Editions en braille (français, anglais, espagnol et

coréen): Mouna Chatta (45.68.47.14)

Consultant artistique: Eric Frogé

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Dominique Anderes (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Anna Chiara Bottoni (Florence)

Hindi: Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Akbar Zargar (Téhéran)

Néerlandais: Claude Montrieux (Anvers)

Portugais: Moacyr A. Fioravante (Rio de Janeiro)

Ourdou: Javaid Iqbal Syed (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Coréen: Kang Woo-hyon (Séoul)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Shen Guofen (Beijing)

Bulgare: Dragomir Petrov (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Finois: Katri Himma (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Sudhasinee Vajrabul (Bangkok)

Vietnamien: Do Phuong (Hanoi)

Pachto: Nazer Mohammad Angar (Kaboul)

Haoussa: Habib Alhassan (Sokoto)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-
Compostelle)

VENTES ET PROMOTION. Télécopie: 42.73.24.29

Abonnements: Marie-Thérèse Hardy (45.68.45.65),

Jacqueline Louise-Julie, Manichan Ngonekeo, Michel

Ravassard, Mohamed Salah El Din (45.68.49.19)

Liaison agents et abonnés: Ginette Motreff

(45.68.45.64)

Comptabilité: (45.68.45.65). **Stock:** Daniel Meister

(45.68.47.50)

ABONNEMENTS. Tél. : 45.68.45.65

1 an: 211 francs français. 2 ans: 396 francs.

Pour les étudiants: 1 an: 132 francs français.

Pour les pays en développement:

1 an: 132 francs français. 2 ans: 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an): 113 francs.

Reliure pour une année: 72 francs.

Paiement par chèque bancaire (sauf Eurochèque), CCP

ou mandat à l'ordre de l'Unesco, ou par carte CB, Visa,

Eurocard ou Mastercard.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condi-
tion d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Repro-
duits du Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois
justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les
photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront
la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront
renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse interna-
tional. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment
l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de
l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et légendes des
photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les
cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle
par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPÔT LÉGAL: C1 - NOVEMBRE 1995

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition et photogravure: Le Courrier de l'Unesco.

Impression: MAURY-IMPRIMEUR S.A., route d'Etampes,

45330 Malesherbes

ISSN 0304-3118

N°11-1995-OP1 95-542 F

Ce numéro comprend 52 pages et un encart de 4 pages situé
entre les pages 2-3 et 50-51.

PRÉAMBULE DE LA CONVENTION CRÉANT L'UNESCO

Les gouvernements des Etats parties à la présente
Convention, au nom de leurs peuples, déclarent:
Que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des
hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doi-
vent être élevées les défenses de la paix;

Que l'incompréhension mutuelle des peuples a tou-
jours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la
suspicion et de la méfiance entre nations, par où
leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en
guerre;

Que la grande et terrible guerre qui vient de finir a
été rendue possible par le reniement de l'idéal
démocratique de dignité, d'égalité et de respect
de la personne humaine et par la volonté de lui
substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé,
le dogme de l'inégalité des races et des hommes;

Que, la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la
culture et l'éducation de tous en vue de la justice,
de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les
nations, des devoirs sacrés à remplir dans un
esprit de mutuelle assistance;

Qu'une paix fondée sur les seuls accords écono-
miques et politiques des gouvernements ne sau-
rait entraîner l'adhésion unanime, durable et sin-
cère des peuples et que, par conséquent, cette
paix doit être établie sur le fondement de la solida-
rité intellectuelle et morale de l'humanité.

Pour ces motifs, les Etats signataires de cette
Convention, résolus à assurer à tous le plein et
égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la
vérité objective et le libre échange des idées et des
connaissances, décident de développer et de
multiplier les relations entre leurs peuples en vue
de se mieux comprendre et d'acquérir une
connaissance plus précise et plus vraie de leurs
coutumes respectives.

En conséquence, ils créent par les présentes l'Organi-
sation des Nations Unies pour l'éducation, la
science et la culture afin d'atteindre graduelle-
ment, par la coopération des nations du monde
dans les domaines de l'éducation, de la science et
de la culture, les buts de paix internationale et de
prospérité commune à l'humanité en vue des-
quels l'Organisation des Nations Unies a été
constituée, et que sa Charte proclame.

Adoptée à Londres le 16 novembre 1945 et modifiée par la
Conférence générale lors de sessions ultérieures.



u fil des mois

Le 16 novembre 1945, l'Acte constitutif de l'UNESCO est signé par 41 Etats membres. Il entrera en vigueur un an plus tard, le 4 novembre 1946, avec sa ratification officielle par les vingt premiers signataires.

La vocation de la nouvelle organisation peut se résumer en une formule lapidaire: donner à la paix un contenu préventif, constructif. Rendre la guerre inutile. Et pour cela, installer la paix dans les têtes et les cœurs, dans les projets personnels et collectifs, dans les gestes de la vie quotidienne comme dans les accords internationaux.

Kant a donné à cette idée sa première élaboration moderne. Depuis, elle a hanté philosophes et diplomates. Mais jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle s'est heurtée à la prééminence presque absolue des égoïsmes nationaux. Il aura fallu la prise de conscience horrifiée des monstrueuses dérives auxquelles ces égoïsmes ont pu conduire pour que, en 1945, les démocraties victorieuses proclament le principe d'une solidarité intellectuelle et morale à l'échelle de l'humanité tout entière.

A cet égard, l'Acte constitutif de l'UNESCO innove. Il insiste sur le fait qu'une «paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples». La paix désirée se doit d'être plus ambitieuse; les Etats sont requis de «développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre».

Mais l'Agenda de la paix va prendre encore un demi-siècle de retard. 1945-1989, le temps de mener à son terme l'affrontement Est-Ouest entre communisme et libéralisme — ainsi que le temps, pour tous les peuples jusque-là colonisés, d'émerger à la souveraineté politique et de rejoindre la communauté internationale.

Le paysage mondial s'est transformé. Avec l'intégration inégalitaire des économies et des flux financiers dans un seul marché, l'unification agressive des normes technologiques et des réseaux médiatiques, on a assisté au développement de phénomènes paradoxaux et explosifs: uniformisation de certains comportements culturels et exacerbation de réflexes tribaux, ethniques, confessionnels; montée des idéaux démocratiques et recrudescence des tendances despotiques.

Dans ce climat d'instabilité générale, où grands et petits pays sont tentés de se replier sur eux-mêmes, la paix apparaît comme un combat aux contours moins nets et aux enjeux plus diffus. Nouveaux dangers, nouveaux espoirs aussi.

Pour la première fois dans l'histoire moderne, la menace de la guerre a baissé de niveau (le danger d'un embrasement nucléaire planétaire s'est estompé), mais elle s'est disséminée en se démultipliant (conflits internes à une région, à un pays, à une ville, à un quartier). Les puissants sont de moins en moins enclins à intervenir hors de leurs prés carrés — ce qui peut encourager l'aventurisme de petits tyrans locaux, mais aussi libérer l'expression de peuples désormais sans tuteurs, favoriser les expériences démocratiques, l'invention de mille et une nouvelles figures de la paix.

Dans un contexte aussi ouvert, l'initiative de leaders inspirés et courageux peut mettre fin à d'antiques malédictions. L'imagination et le civisme de chaque citoyen comptent, désormais, beaucoup plus qu'avant. Parce qu'il n'y a plus aucune fatalité, la guerre cesse d'en être une.

Toutes les perspectives ont changé. Les peurs et les promesses aussi. L'aventure de la paix peut prendre un nouveau départ.

Une idée toujours neuve

par Federico Mayor



Pendant des années, les deux superpuissances ont freiné l'évolution du monde en prenant sur elles de décider pour les autres, en écartant du même coup les autres des voies de la responsabilité. Et voilà que, brusquement, nous nous éveillons à des menaces imprévues, devant lesquelles nous restons désarmés: surpopulation, pauvreté, intolérance, écarts de connaissances, inaptitude des groupes ethniques et des cultures à cohabiter.

Le Secrétaire général des Nations Unies nous a récemment fourni, dans son *Agenda pour la paix*, quelques pistes de réflexion. Il y a, selon lui, deux façons d'envisager la question: préserver la paix, et construire la paix.

SI VIS PACEM...

La préservation de la paix est la raison d'être de l'ONU. Elle s'exerce par l'intermédiaire du Conseil de sécurité. La construction de la paix, par contre, est une affaire de prévention à long terme, bien plus complexe, et à laquelle tous les organismes et institutions spécialisés du système doivent participer. Préserver, nous savons parfois le faire; construire, pas encore.

Habités que nous sommes à compter sur la force, une part de nos budgets prévisionnels va aux armées et à l'armement. Et si nous disposons de toute cette panoplie guerrière c'est parce que nous pensons que les velléités belliqueuses des autres ne peuvent être découragées que par notre propre capacité de destruction.

Certaines opérations de maintien de la paix requièrent aujourd'hui un investissement de 1,5 milliard de dollars. Dans le même temps, on ne parvient pas à réunir 30 millions de dollars pour des opérations de construction de la paix. Ces dernières n'entrent pas encore dans

notre ordre de priorités. Dès lors, elles n'entrent pas dans nos budgets prévisionnels.

Ce cas de figure n'est pas nouveau. Nous sommes prêts, par exemple, à accorder 526 millions de dollars d'aide alimentaire pour combattre les effets d'une sécheresse en Afrique. Où vont ces dollars? Au Nord. Parce que les industries alimentaires sont implantées dans le Nord; parce que les avions et les navires qui transportent cette aide alimentaire appartiennent aux pays du Nord. Mais que l'on réclame quelques millions pour permettre aux pays qui en ont besoin de mettre en place un enseignement intensif les préparant à faire face à de prochaines sécheresses — on nous répond: non. Pourquoi? Parce que nous ne sommes pas prêts à penser la paix sous cet angle-là. A construire la paix.

Construire la paix, c'est mener une action préventive. Non seulement nous devons être prêts à intervenir lorsqu'un conflit éclate, mais nous devons aussi être capables d'en détecter les signes avant-coureurs assez tôt pour le prévenir. Tout comme nos immeubles sont munis de détecteurs d'incendie, nous devons nous munir d'un système d'alarme précoce qui nous permette d'intervenir à temps — avant l'embrasement.

Seulement voilà: les actions préventives n'apportent ni gloire ni reconnaissance à ceux qui les mènent. Le conflit n'éclatant pas, personne ne vient vous féliciter de l'avoir empêché. De même en médecine. Prévenez une épidémie, empêchez une maladie de se développer; quel parent viendra vous remercier d'avoir évité à son enfant d'attraper cette maladie — puisqu'il n'a rien eu? Qu'un chirurgien pratique l'ablation d'une tumeur et l'on applaudit les progrès de la médecine. Mais si

vous avez fait en sorte de rendre inutile le recours à la chirurgie, personne ne vous en félicitera. On décore les généraux qui gagnent les petites batailles, pas ceux qui sont vraiment importants, ceux qui évitent les grandes guerres. Nous touchons là à l'intangible. Nous n'avons pas appris à investir dans l'intangible.

Nous ne sommes habitués qu'aux résultats tangibles — que l'on peut étaler dans les journaux ou sur les écrans de télévision. S'il n'arrive rien — et c'est exactement ce que nous voulons — personne ne voudra admettre que nous y sommes pour quelque chose. Il faut donc utiliser tous les moyens de communication dont nous disposons pour sensibiliser l'opinion à cette exigence: celle de réduire à

néant, par des actions préventives, tout problème contingent susceptible de dégénérer en conflit. Autrement dit, installer la paix dans les esprits, dans les cœurs. Dans la culture.

L'AFFAIRE DE TOUS

Avec la montée en puissance de la société civile, le moment a rarement été plus propice. Toute action individuelle, même la plus modeste, compte. Instaurer une culture de paix est devenu l'affaire de tous. La paix ne s'entend plus comme un accord entre les puissants, comme une grâce qui descend sur un pays privilégié à un moment donné: elle est un état de la société auquel chaque citoyen contribue à chaque instant.

Il serait, certes, absurde de nier que cet état dépend pour beaucoup de décisions que seuls peuvent prendre les hommes politiques. Mais les possibilités d'actions, individuelles et collectives, en faveur de la paix sont certainement plus grandes qu'on ne le pense d'ordinaire. En famille, à l'école, sur le lieu de travail, dans les parlements comme dans les cafés, les chances de la paix doivent être défendues au quotidien. Les actions séparées peuvent se renforcer mutuellement. Ainsi s'opérera, peu à peu, un changement permettant de passer d'une culture conditionnée par des siècles de guerre à une autre culture, enfin placée sous le signe de la paix.

La manifestation suprême de la culture d'une société est dans le comportement quotidien de ses membres. C'est par ce comportement, enfin libre de toute interférence et de toute contrainte, que l'on construira, jour après jour, ce cadre de justice, de dignité, d'égalité et de solidarité, que j'entends par culture de la paix. ■

*Construire la paix,
ce n'est pas réparer
les dégâts — c'est
faire en sorte qu'il
n'y en ait pas.
Aujourd'hui, c'est
possible, à
condition que la
société civile s'en
mêle, que chaque
individu en fasse
son affaire...*



A gauche, le rêve d'un ange,
Gao Yan, 8 ans (Chine).

La Terre comme patrie

par Edgar Morin

C'est dans sa diversité que l'humanité peut puiser ses plus grands trésors. A condition de retrouver le secret de son unité — de repenser solidairement son avenir, sur une Terre qui est sa commune, et unique, Maison...

Afin d'instaurer la paix, la Convention créant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture commençait par ce juste diagnostic: «(...) les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix».

Aujourd'hui, se posent à nouveau, avec acuité, mais sans les illusions et les ferveurs de 1945, les problèmes premiers qui ont suscité la création de l'UNESCO, ceux de la paix et de la guerre, du sous-développement matériel, technique et économique subi par le Sud et l'Est, et celui psychique, moral, intellectuel, qui est universel.

A l'heure du bilan de la fin de notre millénaire, il faut revenir aux trois questions que posait Kant il y a déjà deux siècles: «Que puis-je savoir? Que dois-je faire? Que m'est-il permis d'espérer?»

LES AFFRES D'UNE AGONIE

La planète est en détresse: la crise du progrès affecte l'humanité tout entière, entraîne partout des ruptures, fait craquer les articulations, détermine les replis particularistes; les guerres se rallument; le monde perd la vision globale et le sens de l'intérêt général. Partout la foi dans la science, la technique, l'industrie, se heurte aux problèmes posés en ces domaines. La science n'est pas seulement élucidante, elle est aussi aveugle sur sa propre aventure, qui échappe à son contrôle et à sa conscience; elle porte dans ses fruits, comme l'arbre de la connaissance biblique, à la fois le bien et le mal.

Cette énorme machine, qu'on appelle désormais la technoscience, ne produit pas

que de la connaissance et de l'élucidation; elle produit aussi de l'ignorance et de l'aveuglement. Les développements disciplinaires des sciences n'ont pas apporté que les avantages de la division du travail; ils ont aussi apporté les inconvénients de la surspécialisation, du cloisonnement et du morcellement du savoir.

Tant de problèmes dramatiquement liés font penser que le monde n'est pas seulement en crise, il est dans cet état violent — où s'affrontent les forces de mort et les forces de vie — que l'on peut appeler agonie. Bien que solidaires, nous demeurons ennemis les uns des autres, et le déferlement des haines de race, de religion, d'idéologie, entraîne toujours guerres, massacres, tortures, mépris. L'humanité n'arrive pas à accoucher de l'Humanité. Nous ne savons pas encore s'il s'agit de l'agonie d'un vieux monde, qui annonce une nouvelle naissance, ou d'une agonie mortelle.

Nous avons déjà perdu les principes qui nous enracinaient dans le passé; nous avons désormais perdu les certitudes qui nous téléguidaient vers le futur. Le progrès n'est assuré automatiquement par aucune loi de l'histoire.

Nous vivons à la fois la crise du passé et la crise du futur, la crise du devenir de notre ère planétaire. Cette dernière est marquée, entre autres, par les problèmes de plus en plus graves posés par l'urbanisation du monde, les dérèglements économiques et démographiques, les régressions et piétinements démocratiques, la marche accélérée et incontrôlée de la technoscience. Les dangers d'une homogénéisation civilisationnelle qui détruit les diversités culturelles s'accompagnent des dangers contraires — ceux d'une «balkanisation» des peuples qui rend impossible une civilisation humaine commune.

Notre Terre est bien, selon l'ancienne définition du mot planète, un *astre errant*. Nous sommes dans la grande aventure inconnue.

PATRIE : LA TERRE

La Terre elle-même a perdu son ancien univers; le Soleil est devenu un astre lilliputien parmi des milliards d'autres dans un univers en expansion; la planète est perdue dans le

cosmos; sa surface est une petite moisissure de vie tiède dans un espace glacé où des astres se consomment avec une violence inouïe et où des trous noirs s'autodévorent. C'est seulement sur cette petite planète qu'il y a, jusqu'à plus ample information, une vie et une pensée consciente. C'est la maison commune de tous les humains. Il s'agit maintenant de reconnaître notre lien consubstantiel avec elle et d'abandonner le rêve prométhéen de la maîtrise de l'univers pour assumer l'aspiration à la convivialité sur Terre.

Il nous faut, non plus opposer l'universel aux patries (familiales, régionales, nationales), mais lier ces dernières concentriquement et les intégrer à l'univers concret de la patrie terrienne. Il ne faut plus opposer un futur radieux à un passé de servitudes et de superstitions. Toutes les cultures ont leurs vertus, leurs expériences, leurs sagesses, en même temps que leurs carences et leurs ignorances. C'est dans son passé qu'un groupe humain trouve l'énergie pour affronter son présent et préparer son futur.

Tous les humains sont les enfants de la vie et de la Terre. Il faut donc rejeter le cosmopolitisme sans racines, qui est abstrait, pour le

cosmopolitisme terrien, celui du citoyen de notre petite planète singulière. Tous les réenracinements ethniques ou nationaux sont légitimes, à condition qu'ils s'accompagnent d'un plus profond réenracinement dans l'identité humaine terrestre.

Le propre de ce qui est humain est l'*unitas multiplex*: c'est l'unité génétique, cérébrale, intellectuelle, affective de notre espèce, qui exprime ses virtualités innombrables à travers la diversité des cultures. La diversité humaine est le trésor de l'unité humaine, laquelle est à son tour le trésor de sa diversité.

De même qu'il faut établir une communication vivante entre passé, présent, futur, de même il faut établir une communication vivante et permanente entre les singularités culturelles, ethniques, nationales et l'univers concret d'une Terre patrie pour tous.

CIVILISER LA TERRE

Alors s'impose un impératif: civiliser la Terre. Cela signifie non seulement confédérer l'humanité, tout en respectant les cultures et les patries, mais aussi démocratiser et solidariser.

Démocratiser: la démocratie suppose et

Amour, Nadia El Saqed,
11 ans (Egypte).



nourrit la diversité des intérêts et des groupes sociaux ainsi que la diversité des idées, ce qui signifie qu'elle doit, non seulement imposer la volonté de la majorité, mais aussi reconnaître le droit à l'existence et à l'expression des minorités et des protestataires. Elle a besoin de consensus sur le respect des institutions et règles démocratiques, et elle a en même temps besoin de conflits d'idées et d'opinions qui lui donnent sa vitalité et sa productivité. Mais la vitalité et la productivité des conflits ne peuvent advenir que dans l'obéissance à la règle démocratique, qui régule les antagonismes en remplaçant les batailles physiques par des batailles d'idées, et détermine, via débats et élections, le vainqueur provisoire des idées en conflit.

• Solidariser: une société ne peut progresser en complexité que si elle progresse en solidarité. En effet, la complexité croissante comporte des libertés croissantes, des possibilités d'initiative accrues, des possibilités de désordre — aussi bien fécondes que destructrices. L'extrême désordre cesse d'être fécond et devient principalement destructeur, et l'extrême complexité se dégrade en désintégration, où les constituants d'un tout se disloquent. Le retour des contraintes peut évidemment maintenir la cohésion du tout, mais au détriment de la complexité. La seule solution intégratrice favorable à la complexité est le développement de la solidarité véritable, non pas imposée, mais intérieurement ressentie et vécue comme fraternité. Cela, qui vaut pour toute patrie, vaut désormais pour la patrie terrestre commune.

Ici se pose le problème de la réforme de pensée et celui de la repensée de l'éducation. La conscience de tous ces problèmes ne saurait advenir sans une pensée capable de relier les notions disjointes et les savoirs compartimentés. Les connaissances nouvelles, qui nous font découvrir la place de la Terre-patrie dans le cosmos, n'ont aucun sens tant qu'elles sont séparées les unes des autres. La Terre, ce n'est pas l'addition d'éléments distincts (planète physique + biosphère + humanité); c'est une totalité complexe physique-biologique-anthropologique, où la vie est une émergence de l'histoire de la planète et l'homme une émergence de l'histoire de la vie.

Les pensées fractionnelles, qui morcellent tout ce qui est global, ignorent par nature le complexe anthropologique et le contexte planétaire. Mais il ne suffit pas de brandir le drapeau du global; il faut associer les éléments du global dans une articulation organisatrice complexe, il faut contextualiser ce global lui-même. La réforme de pensée nécessaire est celle qui engendrera une pensée du contexte et du complexe.

La pensée du contexte: nous devons penser en termes planétaires la politique,

l'économie, la démographie, l'écologie, la sauvegarde des diversités biologiques et culturelles. Mais il ne suffit pas d'inscrire toutes choses et tous événements dans un cadre planétaire; il s'agit de rechercher toujours la relation d'inséparabilité et d'interrétroaction entre tout phénomène et son contexte, et de tout contexte avec le contexte planétaire.

La pensée du complexe: il y a nécessité d'une pensée qui relie ce qui est disjoint et compartimenté, qui respecte le divers tout en reconnaissant l'un, qui essaie de discerner les interdépendances. Une pensée multidimensionnelle et organisatrice concevant la relation réciproque tout/parties et qui, au lieu d'isoler l'objet étudié, le considère dans et par sa relation auto-éco-organisatrice avec son environnement. Une pensée qui reconnaisse son inachèvement et négocie avec l'incertitude, notamment dans l'action, car il n'y a d'action que dans l'incertain.

POUR UNE RÉCIPROCITÉ GLOBALE

Dans l'histoire, nous avons vu souvent le possible devenir impossible. Mais nous avons vu aussi l'inespéré se réaliser et l'improbable advenir plutôt que le probable.

Nous savons aujourd'hui que les possibilités cérébrales de l'être humain sont encore en très grande partie inexploitées. Comme les possibilités sociales sont en relation avec les possibilités cérébrales, nul ne peut assurer que nos sociétés aient épuisé leurs possibilités d'amélioration et de transformation et que nous soyons arrivés à la fin de l'Histoire.

La possibilité anthropologique et sociologique de progrès restaure le principe d'espérance, mais sans certitude «scientifique», ni promesse «historique». C'est une possibilité incertaine, qui dépend beaucoup des prises de conscience, des volontés, du courage, de la chance. Les prises de conscience sont donc devenues urgentes et primordiales.

Nous sommes engagés, à l'échelle planétaire, dans l'œuvre essentielle de la vie, qui est de résister à la mort. Civiliser et solidariser la terre, transformer l'espèce humaine en humanité, devient l'objectif fondamental de tout projet aspirant non seulement au progrès, mais à la survie de l'humanité. La conscience de notre mortalité commune doit nous conduire à une solidarité et à une commiseration réciproques, de chacun à chacun, de tous à tous. ■

EDGAR MORIN,

sociologue français, est directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Parmi ses publications récentes: *Les idées: leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation* (tome 4 de *La méthode*, Seuil, Paris, 1991), *Autocritique* (rééd., Seuil, Paris, 1994) et, avec Brigitte Kern, *Terre-patrie* (Seuil, Paris, 1993).



Arbre aux merveilles, Ulrike Terpetschnig, 7 ans (Autriche).

Une longue germination

par Chikh Bekri

L'idée de la paix a mis des siècles à monter en graine dans l'esprit des hommes. Elle a germé en 1945. Le temps est venu d'ensemencer la Terre.

L'UNESCO n'est pas sortie spontanément, un jour de novembre 1945, des ruines encore fumantes de Londres. L'idée d'une organisation intellectuelle qui favorise la coopération entre les nations afin d'aider à la compréhension entre les peuples n'était pas nouvelle. Elle «a existé dans le monde depuis la Révolution française, ou même avant», déclarait Clement Attlee, le Premier ministre britannique, à la séance d'ouverture de la Conférence de fondation de l'UNESCO, qui se tint à Londres du 1^{er} au 16 novembre 1945.

Cependant, les rapports entre la culture et la paix n'ont pas toujours été aussi évidents. C'est avec l'instauration progressive de la démocratie au cours du 19^e siècle, et la prise en charge par l'Etat de l'éducation et de la formation du citoyen, que l'on voit apparaître les notions nouvelles de droit d'accès au savoir, d'égalité des chances et d'éducation pour tous.

LES PIONNIERS

A la fin du 19^e siècle, le Néerlandais Herman Molkenboer, avec une touchante naïveté, écrit: «L'école, voilà donc la puissance à laquelle appartient l'avenir. Les instituteurs sont les agents dont l'action combinée doit amener à maturité les fruits de l'ordre moral dans l'univers.» De son côté, l'Allemand Kurnig élabore un «projet pour la paix par l'éducation».

Ces précurseurs ont souvent travaillé à contre-courant, sans moyens, sans partisans. Au début du 20^e siècle, ils se recrutent surtout dans les associations d'intellectuels et de féministes. Ils ont appris à faire le siège des hommes politiques. Après la Première Guerre mondiale, les Belges Henri Lafontaine et Paul Otlet, fondateurs en 1910 de l'Union des associations

internationales, tenteront sans succès de convaincre les hommes politiques de créer une organisation internationale de travailleurs intellectuels. L'Américaine Fannie Fern Andrews, créatrice en 1908 de l'*American School Peace League*, ira jusqu'à élaborer le projet d'un «Bureau international d'éducation».

Mais même après l'avènement de la Société des Nations, en 1925, les pionniers de la culture pour la paix n'auront pas voix au chapitre. La préparation à la guerre faisait alors partie de la formation du citoyen, de sa culture. Et la culture restait, comme l'éducation, la chasse gardée de l'Etat. De plus, les vainqueurs de la guerre faisaient payer chèrement le prix de la défaite aux vaincus, qui ne rêvaient que de revanche. L'assurance des premiers, le ressentiment des seconds exaspéraient la montée des nationalismes. «Qui veut la paix prépare la guerre», disait-on comme une vérité allant de soi.

A cette époque, beaucoup de pays négligeaient la coopération intellectuelle. Ils ne la considéraient pas comme une composante importante, ni même utile, des relations internationales. Pour certains Etats, cette forme de coopération internationale était même suspecte. Le Pacte de la Société des Nations est muet sur la culture. La paix reste le domaine réservé des hommes politiques, des diplomates et, en dernier recours, des militaires.

LA PAIX DANS L'ESPRIT DES HOMMES

La Seconde Guerre mondiale allait changer cette vision et imposer enfin l'idée, énoncée dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, que «les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix» et qu'«une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur



le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité».

La plupart des discours prononcés à la Conférence de fondation reprenaient cette notion. L'atmosphère générale à Londres n'était ni à la joie de la victoire sur les forces du mal, ni même au soulagement d'être sorti du cauchemar. Elle était plutôt au recueillement et à la pudeur. «L'euphorie du triomphalisme serait de la démence si nous ne nous préoccupions pas, dès à présent, de trouver des garanties contre le retour de semblables périls», déclara Jaime Torres Bodet, chef de la délégation mexicaine, qui deviendra le deuxième directeur général de l'Organisation. La crainte d'une guerre qui risquait d'anéantir l'homme était dans tous les esprits. Ce qu'exprima avec force Archibald MacLeish, le chef de la délégation des Etats-Unis, en interpellant les délégations: «Nous devons dire si nous préférons vivre ensemble ou si nous préférons — et je donne à ces termes leur sens littéral — cesser de vivre.»

LA CULTURE POUR LA PAIX

Un hommage unanime fut également rendu au courage et au sacrifice des intellectuels, à leur contribution déterminante au triomphe de la démocratie. Dans son allocution d'ouverture, l'Anglaise Ellen Wilkinson, présidente de la Conférence, avait rappelé leur rôle: «Dans tous les pays envahis par les puissances totalitaires, ce fut l'intellectuel que l'on amena le premier devant le peloton d'exécution: instituteurs, prêtres, professeurs. Les hommes qui voulaient dominer le monde savaient qu'il leur fallait d'abord tuer ceux qui s'efforçaient de maintenir la liberté de pensée.»

Les fondateurs de l'UNESCO savaient aussi que la culture en soi ne suffit pas à garantir la paix. Les idéologies totalitaires ont été pensées par des philosophes avant d'être mises en pratique par des politiciens. Les armes les plus meurtrières — dont les délégués de la Conférence voyaient les effets dévastateurs sur Londres — ont été conçues et élaborées par des savants avant d'être utilisées par des militaires.

Le savoir a absolument besoin de morale. Le Français Léon Blum, le coprésident de la Conférence, soulignait que cette guerre «nous a montré comment l'éducation, la culture, au sens étroit du terme, et la science elle-même pouvaient être retournées contre l'intérêt commun de l'humanité. (...) Il ne suffit (...) pas de les perfectionner. Il faut les orienter franchement vers cette idéologie de démocratie et de progrès, qui est la condition psychologique de la solidarité internationale et de la paix».

DE L'UTOPIE À LA CULTURE DE LA PAIX

L'Anglais Julian Huxley (qui deviendra en 1946 le premier directeur général de l'UNESCO) avait été chargé de rédiger un document sur la nouvelle organisation, qu'il intitula: *L'UNESCO, ses buts et sa philosophie*. La finalité qu'il assignait à l'UNESCO était double. Sauvegarder la paix — but ultime auquel travaille l'ensemble du système des Nations Unies — mais aussi contribuer, par la paix, à l'accomplissement de l'homme. Cet être unique, qui n'a pas fini d'explorer ni d'exploiter toutes ses possibilités, étant freiné sur cette voie par les obstacles qu'il y a dressés lui-même: les diverses croyances, idéologies et cultures où Huxley voyait la cause majeure des différends et des guerres.

Huxley, qui raisonnait en biologiste agnostique, était persuadé que ce n'est pas en intégrant toutes les cultures, toutes les croyances, avec leurs différences et leurs contradictions, que l'UNESCO pouvait contribuer à l'avènement de la paix comme état naturel de l'humanité. L'essentiel de sa mission lui paraissait résider dans l'élaboration d'une doctrine d'ensemble, cohérente et conforme à son idéal. Aucun système philosophique, religieux, social, politique ou économique dans le monde ne pouvait répondre aux finalités de l'UNESCO naissante. Le rêve de ce savant, porteur d'une vision à la fois optimiste et utopique de l'homme, était de jeter les bases d'une organisation qui fasse «prendre conscience [aux peuples] de leur humanité commune, de leur tâche commune, par opposition avec les nationalismes distincts qui tendent à les isoler».

Mais les idées de Huxley seront repoussées. La majorité des délégués veulent que l'UNESCO préserve la diversité des identités et de leurs cultures. Elle ne devra «affirmer aucune philosophie uniforme, qui porterait atteinte à la diversité de pensée, non seulement des nations, mais même des individus», précisera le Français René Cassin, le maître d'œuvre de l'Acte constitutif, résumant par là le point de vue des fondateurs.

PAS DE SCIENCE SANS CONSCIENCE

Ce qui fait la singularité de l'UNESCO dans le système des Nations Unies, ce n'est pas seulement sa nature intellectuelle. C'est surtout sa vocation morale. Pour ses pères, elle est d'abord une organisation éthique dont le champ d'action est technique. «La conscience du monde» aimait à dire Jaime Torres Bodet. Sa tâche principale, sur le chemin ardu de la paix, est de contribuer à l'amélioration qualitative de l'homme. De moraliser les rapports entre les



Rêve, Xiao Han Qiu,
7 ans (Chine).

hommes — les individus comme les peuples. D'aider, à travers l'éducation, la science et la culture, à instaurer entre eux plus de justice, de fraternité, de compréhension et de solidarité. Un autre éminent parrain et responsable de l'Organisation, le Brésilien Paulo de Berrêdo Carneiro, affirmera: «Nous ne pouvons régler les forces humaines qui conduisent à la paix qu'en établissant au-dessus des autorités purement politiques une influence spirituelle commune à tous les peuples.»

PAS DE PAIX SANS DÉVELOPPEMENT

Pour permettre à l'UNESCO d'aller vers les peuples, non pas par-dessus les États, mais via leurs gouvernants, ses fondateurs lui tracèrent des voies originales dans son Acte constitutif. Ces voies sont balisées par les éducateurs, les scientifiques, les écrivains, les artistes, sous l'égide des commissions nationales et de leurs comités, ou dans les organisations non gouvernementales, dans les populations, adultes et jeunes, au sein des clubs UNESCO et des écoles associées, bref toute la société civile et ses élites. Vaste

champ d'action pour semer la graine fragile de la paix dans l'esprit des hommes.

Mais la culture, seule, n'y suffit pas, car ventre creux n'a pas d'oreille. Et surtout rien n'est plus terrible que la culture qui fait prendre conscience à l'homme instruit de sa condition injuste d'oublié du destin. Cela, les fondateurs le savaient et ils l'ont dit. Jaime Torres Bodet termina ainsi son intervention à la conférence de Londres: «Le monde attend quelque chose de plus qu'une délimitation de frontières et de zones d'influence, qu'un réseau d'accords pour l'exploitation et l'échange de ses produits, en un mot un système de sécurité transitoire. Il aspire à un nouvel ordre de rapports entre les nations et les hommes. De là l'urgence d'assigner un dénominateur commun à son développement. Et ce dénominateur commun ne pourra être fourni que par la solidarité morale de l'humanité, par l'action de la connaissance et en vertu de l'éducation.» ■

CHIKH BEKRI,
d'Algérie, ancien directeur du Cabinet, Sous-directeur général de l'UNESCO de 1976 à 1987, est l'auteur de *L'UNESCO: «Une entreprise erronée?»* (Publisud, Paris, 1991).

L'action de l'UNESCO

par Ahmed Saleh Sayyad

L'UNESCO mène son action pour la paix sur deux fronts. Celui, abstrait, des idées qu'il faut réformer, remodeler. Celui, concret, des sources de conflit qu'il faut éradiquer.

Le maintien de la paix relève des attributions de l'ONU, la construction de la paix — qui touche aux consciences, aux soubassements moraux et intellectuels de la conduite de chacun — est une tâche spécifiquement dévolue à l'UNESCO. Le registre où s'exerce sa responsabilité est celui de la culture quotidienne des gens. Il s'agit de faire en sorte que cette culture soit aimantée, inspirée, irriguée, par l'idéal de la paix.

Le poète américain Archibald MacLeish, l'un des principaux rédacteurs de l'Acte constitutif de l'UNESCO, explicite lui-même le sens qu'il donnait à l'idée de paix — et que retiendront avec lui les fondateurs de l'Organisation: «C'est un devenir et une manière d'être qui supposent la confiance réciproque, l'harmonie des intentions et la coordination des activités humaines permettant aux hommes et aux femmes libres de mener une existence acceptable... C'est une lutte active menée contre la guerre par la création dynamique et volontaire d'un ordre social et humain tel qu'il devrait exister entre des nations où les mobiles de guerre seraient neutralisés par les progrès accomplis sur le plan spirituel et humain.»

Pour Alfredo Cristiani, président de la République d'El Salvador, la culture de la paix est, tout simplement, la «culture de la vie». De son côté, Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, l'assimile à une «façon d'être quotidienne».

UN NOUVEAU REGARD

Cette acception de la culture de la paix est celle que propose le projet de Stratégie à moyen terme (1996-2001) soumis à la Conférence

générale de l'UNESCO. C'est «l'ensemble des valeurs, des attitudes, et des comportements, des modes de vie et d'agir qui traduisent, en s'en inspirant, le respect de la vie, de la personne humaine, de sa dignité et de ses droits, le rejet de la violence et l'attachement aux principes de liberté, de justice, de solidarité, de tolérance et de compréhension tant entre peuples qu'entre groupes et individus».

Ce sont là des tâches qui doivent être assumées par l'ensemble des composantes de la société civile. Mais il revient naturellement à l'une de ces composantes, celle des pédagogues et des intellectuels (poètes, écrivains, artistes et créateurs), de jouer un rôle de pointe dans l'approfondissement des idées et des valeurs qui fondent cette démarche. Ils peuvent aussi mettre à profit leur savoir, ou leur pouvoir de création, pour éclairer le reste de la société, pour ancrer ces valeurs dans les pratiques permanentes de leurs contemporains.

La paix a ses exigences, comme la guerre a les siennes. Elle suppose un nouveau regard sur nos traditions de pensée, encore profondément imprégnées de références bellicistes: les épopées populaires qui exaltent le courage de nos guerriers, les monuments qui perpétuent la mémoire de nos combats, les manuels scolaires qui enseignent aux enfants les illustres exploits de nos soldats, les livres d'histoire qui regorgent de guerres mondiales, de guerres intestines, de guerres saintes.

UNE TÂCHE DE LONGUE HALEINE

D'autre part, la paix suppose une action de grande envergure pour éradiquer la misère, l'inégalité, la discrimination, d'où sourdent les violences qui provoquent les conflits d'aujourd'hui. Nombreux sont les peuples et les sociétés qui connaissent un état d'instabilité politique et sociale risquant de déboucher sur de terribles affrontements — raciaux, ethniques ou religieux. Le fossé s'élargit entre les

nantis et les laissés-pour-compte. Les droits de l'homme et ses libertés fondamentales sont trop souvent bafoués. Tout cela intime à l'UNESCO de prendre les devants en contribuant à des initiatives nationales et internationales qui favorisent la recherche de terrains d'entente et de bases de compromis. Ces initiatives sont autant de mesures que l'UNESCO peut mettre en œuvre pour circonscrire les conflits avant qu'ils ne dégèrent, mais aussi, au cas où ils ont déjà dégénéré, pour aider à les contenir, puis à surmonter leurs séquelles.

Il s'agit de créer un environnement de justice et d'harmonie sociale, d'établir des liens de confiance entre les Etats et les peuples, de réfléchir sur les causes, lointaines et immédiates, des conflits, de rechercher des solutions qui court-circuitent la tentation de la violence, en recourant tout à la fois à l'action culturelle, à l'éducation, à la communication et à la législation.

SUR LE TERRAIN

«Une culture de la paix ne se décrète pas; elle doit résulter d'une évolution constante à partir de traditions, de cultures et de situations particulières, et de la volonté des peuples concernés.» Ces phrases du *Programme pour une culture de la paix*, lancé à l'UNESCO en 1993, traduisent bien le dynamisme inhérent à ce concept qui, d'ailleurs, commence à se concrétiser déjà sur le terrain.

Les premières démarches de l'UNESCO ont été entreprises en El Salvador, dont la capitale a accueilli, au début de 1994, un «Forum international sur une culture de la

paix». L'année précédente, ce même pays avait organisé un «Forum sur l'éducation et la culture de la paix», qui a abouti à un vaste programme national ayant pour but de contribuer au «renouveau économique, social et culturel du pays».

Au Mozambique, un «Programme de consolidation de la paix» a été conçu avec les autorités, les organisations non gouvernementales et les associations communautaires locales. Il couvre une large gamme d'activités, allant de «l'alphabétisation des adultes à la réinsertion sociale des soldats démobilisés, en passant par la promotion de la culture populaire, les programmes radiophoniques, les échanges culturels entre les jeunes».

Au Burundi, un «Colloque national sur la culture de la paix» a permis aux représentants de toutes les couches socioprofessionnelles du pays, des organisations politiques et des associations, de se pencher sur la «problématique de l'interdépendance de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix et du développement, dans le contexte culturel burundais».

D'autres expériences, au Congo et en Somalie, ont permis à l'UNESCO d'approfondir les diverses démarches par lesquelles les attitudes bellicistes peuvent peu à peu céder le pas aux méthodes de compromis et de réconciliation.

UN PLAN DE RÉCONCILIATION AU CONGO

Un Forum national sur le thème «Le dialogue intercommunautaire pour la paix, la démocratie et le développement durable» a eu lieu



La Terre pleure,
Rika Yamashita, 14 ans
(Japon).

PROGRAMME DE L'UNESCO POUR UNE CULTURE DE LA PAIX

Prévention des conflits, assistance d'urgence, et consolidation de la paix à l'issue des conflits. C'est à ces trois domaines d'action, évoqués dans l'*Agenda pour la paix* du Secrétaire général de l'ONU, que s'attache prioritairement le Programme de l'Unesco pour la culture de la paix.

Pour tous renseignements, s'adresser au:

Directeur, Programme pour une culture de la paix,
UNESCO, 7, place de Fontenoy 75352 Paris 07 SP, France.

Tél.: (33-1) 45 68 08 77.

Télécopieur: (33-1) 47 83 68 67.

à Brazzaville, en décembre 1994. Il était organisé conjointement par le gouvernement de la République du Congo et l'UNESCO. Au cœur du débat: comment intégrer les mécanismes de règlement de conflits des sociétés traditionnelles dans la nouvelle dynamique démocratique? Quel est le rôle des institutions démocratiques dans la construction de la paix entre ethnies? De quelle façon les partis politiques peuvent-ils soutenir l'intégration sociale?

Le plan d'action «pour promouvoir une culture de la paix», élaboré à la suite du Forum, propose une série de mesures à prendre afin, soit de prévenir les conflits, soit de favoriser les réconciliations. Il s'appuie sur la mobilisation des intellectuels, des artistes, des éducateurs et des journalistes. Il prévoit notamment d'apporter un soutien aux programmes de recherche sur les situations pré-conflituelles et sur les traditions de dialogue et les expériences historiques de solution des conflits; de mettre en place des mécanismes de surveillance du respect des droits culturels, sociaux et politiques des différentes communautés; d'améliorer le système de communications (routes, radio rurale, téléphone) pour remédier au clivage existant entre le milieu rural et le milieu urbain.

Des actions spécifiques sont également prévues pour la promotion de la femme, dont on connaît le rôle conciliateur dans les sociétés africaines traditionnelles, et pour l'éducation des jeunes: élaboration et diffusion d'instruments pédagogiques, aide aux établissements scolaires et universitaires.

Il est également envisagé, outre le désarmement et la dissolution des milices privées, d'accélérer la réintégration dans la vie civile des jeunes recrutés dans ces milices et des

militaires professionnels, ainsi que l'insertion sociale des jeunes désœuvrés et des sinistrés.

POUR QUE LA SOMALIE SE RÉCONCILIE AVEC ELLE-MÊME

Le Symposium sur la culture de la paix en Somalie, organisé sur l'initiative de l'UNESCO, du 17 au 20 avril 1995 à Sana'a (Yémen), a réuni environ 70 intellectuels et membres de diverses professions somaliens — venus du pays, ou de la diaspora —, ainsi que des représentants de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe, de plusieurs institutions des Nations Unies, d'organisations internationales et de pays donateurs. Trois thèmes principaux étaient à l'ordre du jour: reconstruire la société somalienne, réhabiliter l'Etat et réintégrer le pays dans le contexte international.

Ce Symposium s'inscrit dans le cadre plus vaste des activités que l'UNESCO déploie en Somalie depuis deux ans. Elle a ainsi organisé 55 ateliers de formation des maîtres d'école (à travers tout le pays et dans les camps de réfugiés des pays voisins); fait imprimer 850 000 manuels scolaires et guides pour les enseignants, sans parler de la distribution du matériel pédagogique d'urgence.

Mais les ravages de la guerre sont incalculables: des centaines de milliers de morts, de familles détruites, de personnes déplacées, d'enfants déracinés. Toutes les valeurs ancestrales de la civilisation africaine ont chaviré. Plus d'école pour les jeunes, si ce n'est celle des armes. Plus de droit à la parole pour les vieux sages, à qui la tradition conférait le règlement des conflits. Sous la pression de l'insécurité, beaucoup de gens cherchent protection auprès de tel ou tel clan. Malgré les efforts de nombreux villages, un tribalisme violent a supplanté les mécanismes traditionnels de dialogue pacifique entre les ethnies.

Les participants au Symposium de Sana'a ont souligné la nécessité de conjuguer tradition et modernité pour édifier un nouveau mode de vivre ensemble. Le pluralisme politique, la répartition du pouvoir, la démocratie future, devront s'inspirer de certaines figures de la démocratie villageoise traditionnelle, encore en vigueur aujourd'hui.

Comme pour le Congo, comme pour tout autre pays qui doit se réconcilier avec soi-même, il faudra procéder au désarmement, restructurer l'administration, réformer l'école et l'université. Bref, réapprendre à cultiver la paix. ■

AHMED SALEH SAYYAD,
délégué permanent de la République arabe du Yémen, est
Président de la Conférence générale de l'UNESCO.



Démilitariser le service militaire

par Anne Baer

Il est temps de développer le service civil, et la coopération sous toutes ses formes, pour faire du service militaire un service humanitaire.

Dans de nombreux pays, l'armée est une structure organisée et efficace. C'est pourquoi elle peut devenir un partenaire privilégié du développement. Au Nord comme au Sud, les appelés (les jeunes incorporés dans l'armée pour faire le service militaire) ont souvent accompli des missions d'intérêt civil: construction de routes en Ethiopie ou au Yémen, de ponts au Guatemala, lutte contre la drogue et programmes d'insertion urbaine aux Etats-Unis, alphabétisation des populations civiles en Amérique latine, notamment au Venezuela et en Colombie, restauration de l'habitat himalayen, reboisement du Sahara algérien.

Fait nouveau, le service militaire obliga-

Il fait bon vivre dans ce monde, Prajird Sangthong, 11 ans (Thaïlande).

toire souffre, dans la plupart des pays développés où il a été maintenu, d'une désaffection croissante. Le nombre des objecteurs de conscience y enfle d'année en année. Encouragés par la fin de la guerre froide et en proie à une crise des finances publiques, ces pays réduisent les effectifs de leur armée. Dans le même temps, ils raccourcissent la durée du service militaire obligatoire.

La notion de sécurité a changé. Elle a pris des dimensions nouvelles. Les principales menaces qui pèsent sur la sécurité viennent désormais de l'intérieur des pays et s'appellent chômage, pauvreté, dégradation de l'environnement ou exclusion sociale. On se surprend à rêver d'une sécurité qui serait garantie par le développement humain durable, d'une sécurité qui s'ancrerait dans la tolérance et la solidarité entre les hommes, et non dans l'équilibre de la peur.

Dès à présent, le service exclusivement militaire pourrait et devrait faire place à un service civil qui ne se cantonne pas dans la défense du territoire, mais s'élargisse au social, à l'environnemental, et au développement des pays défavorisés. Maintenu dans son principe, le service militaire obligatoire serait repensé dans sa conception et sa pratique. Devant l'éventail des tâches proposées, l'intérêt des jeunes pour le service national et la vie communautaire en serait renouvelé. Un service de type «communautaire» pourrait être une réponse à ces centaines de milliers de jeunes qui objectent au choix des armes et refusent d'accomplir leurs obligations militaires.

La cause du service civil ne manque pas d'arguments socio-économiques solides. Le temps passé par un appelé à l'armée coûte de l'argent. C'est pourquoi, faute de moyens financiers suffisants, certaines armées réforment un nombre croissant de jeunes ayant l'âge d'être conscrits, quand elles ne suppriment pas tout bonnement la conscription. Or, un appelé dans le service civil coûte moins cher que dans le service militaire.

Autre avantage du service civil: les jeunes y découvrent des possibilités, des voies, qui se révéleront éventuellement décisives pour leur





Sans titre,
Destin Rolex, 16 ans
(Haïti).

Tout peut servir à la paix, même ce qui a d'abord servi à la guerre

Faire bénéficier les jeunes et les sportifs des pays défavorisés de contributions en nature et en services consenties par les forces armées des nations industrialisées, voilà un défi que l'UNESCO relève depuis plusieurs mois déjà.

C'est ainsi que l'Armée de l'air et la Marine françaises ont transporté gracieusement de l'équipement sportif offert à l'UNESCO par des fabricants comme Nike et Adidas. Des dizaines de milliers de ballons, chaussures, shorts, chemisettes ont été remis directement à Madagascar et en Guinée aux enfants qui participent aux programmes scolaires et extrascolaires de «sport pour tous». Une collaboration entre l'UNESCO et le Conseil international du sport militaire se met en place pour systématiser et généraliser ce genre d'intervention.

D'autre part, l'Armée suisse a fait don, par le truchement du Fonds spécial de l'UNESCO pour la jeunesse, de 31 jeeps et minibus retirés du service actif, pour une valeur de 160 000 dollars américains. Ces véhicules ont été reconvertis dans des projets socio-éducatifs à Madagascar, en Ouzbékistan et en Roumanie.

Réutiliser des moyens militaires à des fins pacifiques: une contribution très concrète à une culture de la paix.

Division de la jeunesse et des activités sportives
UNESCO ■

future orientation professionnelle. Avant de s'engager dans tel ou tel cycle d'études, onéreux et aux débouchés incertains, le conscrit pourra acquérir une expérience sociale et des compétences parfois monnayables sur le marché du travail. Le service civil, qu'il soit national ou international, marque une étape, autant qu'une ouverture, bénéfiques.

Le service militaire de type classique — cadre où tous les jeunes appelés sont censés être sur un pied d'égalité — constitue déjà un lieu de rencontre exceptionnel pour des individus de tous milieux rassemblés sous le drapeau. Ce brassage a un pouvoir démocratique et socialisant que le service civil renforcera encore. Le jeune appelé entrera en contact aussi bien avec des personnes âgées qu'avec des délinquants, des drogués, ou des enfants en difficulté. Confronté à des situations nouvelles, il nouera des liens riches d'enseignement. Indépendamment même des questions d'environnement ou de développement, la démilitarisation du service national obligatoire esquisse ainsi une première réponse aux problèmes sociaux et humains actuels: crise de solidarités, racisme, exclusion, malaise urbain, chômage des jeunes, toxicomanie.

Dans l'hypothèse d'un service civil lié au développement des pays du Sud, il faudra, pour que cette forme de coopération soit efficace, donner aux appelés une préparation poussée. Mais elle vaut d'être tentée car les jeunes peuvent s'insérer profondément dans le milieu d'accueil et devenir un atout précieux pour instituer une autre forme de coopération, plus modeste dans ses moyens mais plus audacieuse dans ses objectifs, avec les populations locales.

Certes, l'ouverture de l'armée à de nouvelles formes de service n'est pas sans danger. La disposition de ressources humaines «gratuites» peut entraîner dérives ou abus. On se souviendra des «grands travaux d'utilité nationale» exécutés par une population réquisitionnée, de façon parfois arbitraire, en divers points du globe. A une échelle plus réduite, d'autres risques apparaissent. Le conscrit détaché dans une administration, une entreprise ou une association, loin de son domicile ou de sa caserne, peut être amené à accomplir des tâches d'intérêt privé qui profiteraient par exemple à un élu local, et non plus à la communauté. Il ne faudrait pas non plus que le placement de jeunes conscrits empêche les jeunes du pays concerné d'accéder au même type d'emplois. D'où la nécessité d'instaurer des mécanismes de contrôle rigoureux. ■

ANNE BAER,
d'Israël, est consultante auprès de l'UNESCO et prépare actuellement un doctorat d'économie du développement.

LES FAISEURS DE PAIX

LAURÉATS DE L'UNESCO

1991

NELSON MANDELA ET FREDERIK WILLEM DE KLERK

1992

L'ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

1993

YITZHAK RABIN, SHIMON PÉRÈS ET YASSER ARAFAT

1994

JIMMY CARTER ET S. M. JUAN CARLOS I^{ER}

Aujourd'hui la construction de la paix devient possible. L'effondrement du système bipolaire a mis fin à une longue période de stabilité immobile. Si perturbée, si imprévisible soit-elle, la situation ainsi créée est dès lors plus ouverte à l'action des hommes — et en particulier de personnalités remarquables qui, par leur engagement personnel au service de la paix, ont su faire bouger ce qui semblait paralysé. Ce sont ces «faisers de paix» que l'Unesco a distingués en leur décernant son prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix.

Nelson Mandela, un homme pour l'éternité
par Tahar Ben Jelloun

Frederik Willem De Klerk, un conservateur révolutionnaire
par Anthony Johnson

Shimon Pérès, une passion patiente
par Charles Enderlin

Yitzhak Rabin, le faucon aux ailes de colombe
par Luc Beyer de Ryke

Yasser Arafat, le père de la Palestine
par Lotfi El-Kholy

Jimmy Carter, le président pèlerin
par Flora Lewis

Juan Carlos I^{er}, le roi démocrate
par Ramón Luis Acuña



NELSON MANDELA

un homme pour l'éternité



En 1994, année de son élection à la présidence de la République d'Afrique du Sud, Nelson Mandela visite la prison de Robben Island où il resta détenu de nombreuses années.

Il faut beaucoup d'humilité pour parler d'un être qui a fait de sa vie une longue route pour la dignité. Celle d'abord de son peuple, condamné à vivre sous la loi de l'un des systèmes les plus barbares de ce siècle, l'*apartheid*. Celle ensuite de son être, qui n'existe que par la passion, par le combat quotidien pour la liberté. Tout en lui sent la terre, l'amour de la terre et de la justice. C'est un arbre aussi vieux que la mer, une forêt aussi dense et aussi exigeante que le besoin d'éternité. Dans les rainures de ses veines coule un sang qui n'est ni noir ni blanc mais rouge, juste pour rappeler que les races n'existent pas, que c'est une invention des racistes.

LE DILEMME DE LA LUTTE ARMÉE

Nelson Mandela a marqué le siècle. Mieux, il lui a donné un sens. Humain, jamais trop humain, obsédé par le respect du droit et de la justice, il a réussi à être un individu, singulier et unique, en même temps que le symbole d'un peuple qui s'est reconnu en lui avant même de l'avoir désigné par la voie des urnes démocratiques. Sur la terre d'Afrique et au-delà, dans les mémoires de ceux qui souffrent et de ceux dont la voix nous envoie encore l'écho d'une blessure jamais fermée, la voix de ceux jetés dans la fosse commune des massacres ordinaires ou étouffés dans un sac de jute balancé d'un train rapide, il est l'exemple d'une volonté que rien n'a brisée, d'une passion que rien n'aura découragée.

La prison, l'humiliation, la mesquinerie et le travail de sape n'ont pas réussi à ébranler la certitude qu'il avait: seule la lutte peut mener vers la liberté. Mais pas n'importe laquelle, pas vers ces libertés enrobées d'illusions, faites juste pour le paraître, comme de séduisants trompe-l'œil. Pour lui la liberté est une valeur non négociable, inséparable de la dignité et lourde de responsabilité. Elle signifie pour le peuple africain «l'accomplissement sur sa terre».

Cette inébranlable conviction l'a poussé, lors d'une réunion en juin 1961, après le demi-échec de la grève à domicile, à poser la question de la lutte armée. Il se sentait comme un homme dans une forêt, attaqué par une bête sauvage. Il a utilisé cette image pour convaincre ses amis: «On ne peut détourner l'attaque d'une bête sauvage à mains nues.»

Il reconnaissait à cette époque-là que la politique visant à créer un Etat non racial par la non-violence avait échoué, que ses compagnons commençaient à perdre confiance et qu'ils avaient des idées inquiétantes de terrorisme. Cet homme qu'on a pu comparer à Gandhi, s'inclinait devant le principe de réalité; il acceptait de passer outre à une non-violence qu'il préférerait, mais qui se révélait inadéquate dans le contexte d'un Etat fondé sur une ségrégation raciale intégrale et sur une grande brutalité.

Et cependant il ne souhaitait pas l'extension de la violence. Il savait qu'avec la guerre civile «la paix entre les races serait plus que jamais difficile à atteindre un jour (...). Combien faudrait-il de temps pour effacer les cicatrices d'une guerre civile entre races, qui ne pourrait avoir lieu sans des pertes considérables de chaque côté?»

WESTMINSTER, AFRIQUE DU SUD

Dès cette époque où il admettait la nécessité d'une résistance armée, Mandela pensait à plus tard, aux réconciliations nécessaires, au visage possible de la démocratie sud-africaine. Il faisait, sans équivoque, le choix du système parlementaire occidental: «Je considère le Parlement britannique comme l'institution la plus démocratique du monde et l'indépendance et l'impartialité de son système judiciaire soulèvent toujours mon admiration.» Face à tous ceux qui pensent que ce système est inadaptable à l'Afrique, qui préfèrent le parti unique et le régime totalitaire en prétendant que c'est ce qu'il faut pour les Africains, qui refusent l'universalité des valeurs de liberté et

TAHAR BEN JELLOUN, romancier et poète né au Maroc, a publié, entre autres, *La nuit sacrée* (1987, prix Goncourt), *Les yeux baissés* (1991, prix Hemisphères) et *L'ange aveugle* (1992), tous trois aux éditions du Seuil (Paris).

par Tahar Ben Jelloun

de droit pour mieux imposer les *apartheids* qui leur conviennent, il reste inflexible. Dès sa libération, il aurait répété à un journaliste: «Oui, je veux chez moi, dans mon pays, Westminster!»

Pour Mandela, les nécessités du combat collectif n'ont jamais éclipsé l'urgence du respect du droit des individus. L'individu est une entité singulière, qu'il vive à Londres, à Paris, au Caire ou à Soweto. Il a besoin de liberté pour exister. C'est sans doute banal de le dire, mais cette évidence ne semble pas du goût de tous. Hier les gens descendaient dans les rues pour du pain. Aujourd'hui, ils manifestent et risquent leur vie pour des principes. L'individu est une valeur qui émerge dans de nombreux pays où on a, jusqu'à présent, privilégié le clan et la tribu, où, au nom de la communauté, on écrase et viole les droits des personnes. L'émergence de l'individu annonce le début de l'accomplissement du peuple, qui va tendre à se doter de structures politiques valables en dehors des hommes providentiels, de ces «pères de la nation», vite corrompus par l'ivresse du pouvoir absolu — et la manie de confondre les caisses de l'État et leurs poches.

Nelson Mandela a très vite compris que le meilleur moyen d'en finir avec les parasites politiques, si prompts à spolier les peuples des fruits de leurs combats, est de rendre le système démocratique général et universel. Ce qui est valable pour les Blancs l'est tout naturellement pour les Noirs. Simple constat, et pourtant il a fallu des décennies de lutte et des dizaines de milliers de morts pour que cette idée d'égalité entre les êtres s'impose aux dirigeants sud-africains. Le miracle est de l'avoir toujours su et de n'en avoir jamais douté, même au cœur d'une lutte sans merci, même dans la solitude de la prison. Le peuple sud-africain aura eu cette double chance d'avoir Nelson Mandela pour le guider dans ce combat et Frederik De Klerk pour tenter le formidable pari de la réconciliation dans l'égalité.

LIBERTÉ POUR LES NOIRS ET LES BLANCS

La grandeur de l'œuvre accomplie par les deux hommes n'est en rien amoindrie par les tâches, gigantesques, qu'il reste à accomplir. Le pas décisif a été franchi avec la fin de l'*apartheid* et l'arrivée au pouvoir de cet ancien prisonnier, qui a su montrer à ses geôliers les chemins de la liberté. Mandela écrit en conclusion de son autobiographie: «C'est au cours de ces longues années solitaires que la faim de

liberté pour mon peuple est devenue faim de liberté pour tous, Blancs et Noirs. Un homme qui prive un autre homme de sa liberté est prisonnier de sa haine, il est enfermé derrière les barreaux des préjugés et de l'étroitesse d'esprit (...). L'opprimé et l'opresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité.» Prodigeux retournement, par où, du fond de sa nuit, il décide de libérer avec lui celui qui l'a fait prisonnier.

Nelson Mandela est une figure historique qui nous intimide. Il est si fortement identifié à son peuple, que tout ce qui lui arrive personnellement — victoires, honneurs, bonheurs — est aussitôt rendu à son peuple comme à son destinataire naturel, à ces visages qu'on a voulu réduire à l'esclavage, à ces mains qu'on a tenté d'attacher aux fers du malheur, à ces corps anonymes qui courent dans les rues des bidonvilles à la recherche de travail et de dignité. Rarement un homme d'État aura été, comme lui, un homme de son peuple, e'est-à-dire son émanation et son symbole. Pour cela, Nelson Mandela est l'un des géants de ce siècle. Il n'aimerait probablement pas cette image, mais elle a l'avantage de n'être pas exagérée. ■

Nelson Mandela fête le succès de son parti, l'African National Congress (ANC), aux premières élections multipartites organisées dans le pays (avril 1994).



FREDERIK WILLEM DE KLERK

un conservateur révolutionnaire

par Anthony Johnson

Il est rare qu'un chef d'Etat mette délibérément en marche le processus qui le condamne, à terme, à dissoudre son gouvernement et à quitter le pouvoir. C'est pourtant ce qu'a fait Frederik De Klerk en 1979. Quelques mois après avoir été nommé à la tête du Parti national (NP) alors au pouvoir, il a pris le risque de lancer un programme de transformations accélérées pour «réinventer» l'Afrique du Sud après des décennies d'*apartheid*.

En décidant, en 1990, de lever l'interdiction qui pesait sur les partis politiques représentant la majorité des Sud-Africains — jusque-là privés du droit de vote —, de libérer Nelson Mandela et des centaines d'autres détenus politiques, et de s'engager sur la voie de négociations pacifiques, Frederik De Klerk faisait virtuellement de lui-même le dernier président blanc de l'Afrique du Sud.

En contribuant plus que tout autre à briser le moule d'une politique fondée sur la notion de race, De Klerk a lancé le pays sur la voie de la révolution pacifique alors même que l'on prédisait au pays un avenir de guerre civile et de conflits raciaux exacerbés.

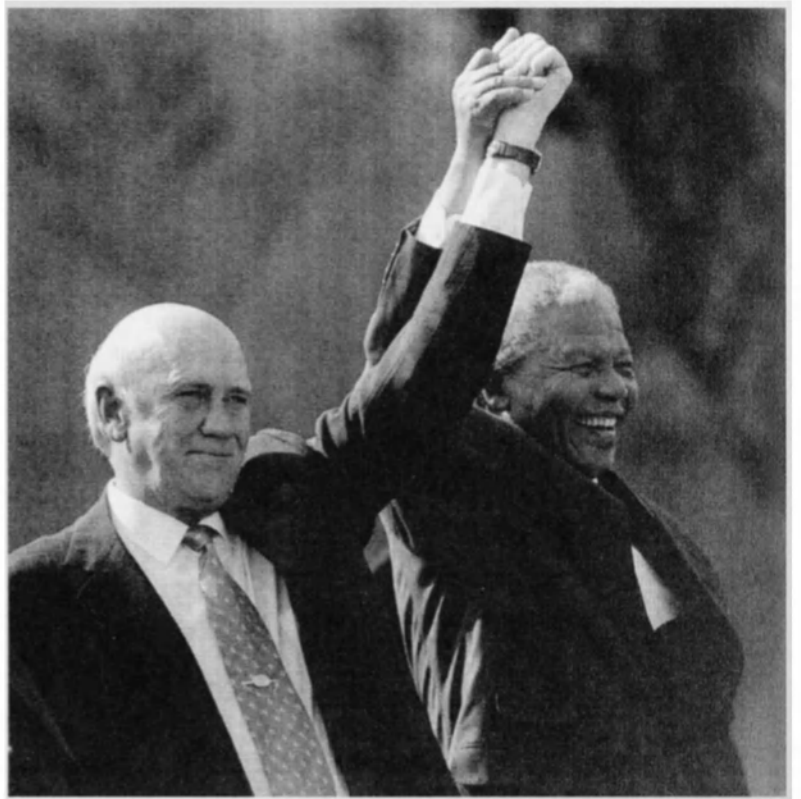
A 58 ans, celui qui est devenu vice-président du conseil du gouvernement d'union nationale est toujours en butte aux rancœurs et aux craintes de ses électeurs blancs habitués à la sécurité et aux privilèges acquis en 45 années d'exercice sans partage du pouvoir.

Malgré son effacement relatif depuis l'écrasante victoire du Congrès national africain (ANC) lors des premières élections du pays au suffrage universel (en avril 1994), De Klerk affirme que son travail lui plaît toujours autant et que les responsabilités historiques qu'il a prises ne l'empêchent nullement de dormir.

Pourtant, même ceux qui le connaissent ont du mal à comprendre comment un homme aussi sociologiquement et politiquement conservateur que De Klerk a pu être à l'origine des revirements qui ont transformé de fond en comble la société sud-africaine.

TEL PÈRE, TEL FILS?

Les racines familiales de Frederik De Klerk plongent loin dans la tradition conservatrice blanche sud-africaine. Son arrière-grand-père était sénateur, son grand-père a brigué deux fois sans succès un siège de député et sa tante était l'épouse du Premier ministre J. G. Strydom. En 1948, lorsque le programme d'*apartheid* du Parti national obtint la très nette majorité des suffrages lors d'élections



10 mai 1994:
Frederik De Klerk,
vice-président, au
côté de Nelson
Mandela, qui vient
d'être élu président.

réservées aux blancs, le père de Frederik De Klerk, Jan De Klerk, devint secrétaire du parti pour le Transvaal. Ministre d'Etat par la suite, il accéda finalement à la présidence du Sénat.

Formé dans les organisations de jeunesse du Parti national, F. De Klerk devint député en 1972 avant de se voir confier, en 1978, le premier de ses nombreux portefeuilles ministériels. Il est intéressant de noter qu'il devint chef du Parti national dans la très conservatrice province du Transvaal en 1982, l'année même où l'aile extrémiste du parti fit sécession pour fonder l'ultra-réactionnaire Parti conservateur.

Pendant les onze années où il occupa divers postes ministériels avant de devenir le chef du Parti national, De Klerk se révéla un politicien efficace, mais rien en lui ne laissait deviner le réformateur à venir. Certains analystes politiques ont voulu classer les ministres des années 80 en deux catégories, selon leur pensée en matière de politique raciale. Ils ont eu tendance à le ranger parmi les durs plutôt que parmi les progressistes.

Au Parlement, De Klerk s'était fait l'avocat des «affaires intérieures» — doux euphémisme pour désigner l'*apartheid* — et n'est pas resté dans les mémoires comme un ministre particulièrement libéral. Mais ses collègues se souviennent de son habileté manœuvrière, qui lui permit de ne jamais être trop étroitement identifié à l'une ou l'autre des factions qui s'opposaient au sein du Parti national

ANTHONY JOHNSON,
d'Afrique du Sud,
professeur
d'université, est
journaliste politique
au *Cape Times*, publié
au Cap.

sur l'avenir du pays et du parti. Il tira de cette position le bénéfice d'une marge de manœuvre plus grande lorsqu'il succéda, à la tête du parti, à P. W. Botha, affaibli par la maladie.

ECCE HOMO

Le courage et la célérité avec lesquels le nouveau chef du parti et du gouvernement entreprit de réformer le système d'*apartheid* incita d'aucuns à se demander s'il n'avait pas eu une sorte de révélation. Mais De Klerk a toujours nié que les réformes par lui si vite entreprises — et dont l'apothéose fut son discours au Parlement du 2 février 1990, où il reconnaissait l'existence légale des partis politiques noirs bannis depuis trente ans — fussent le produit d'une transformation personnelle. Il préfère minimiser son propre rôle, affirmant que le Parti national avait changé de visage en 1986, lorsque le Congrès fédéral extraordinaire du parti approuva le principe du partage du pouvoir entre blancs et non-blancs.

En fait, à en croire les personnes autorisées, De Klerk avait compris en arrivant au pouvoir que la minorité blanche ne pourrait maintenir sa domination, pendant deux ou trois générations, qu'au prix d'une guerre civile, qu'elle était de toute façon condamnée à perdre à terme.

Certains événements de grande importance sur la scène internationale — et d'abord l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide — ainsi que le retrait des troupes cubaines en Angola avaient, il est vrai, créé un climat général favorable au changement. En réduisant notamment l'aspect menaçant que les réformes en Afrique du Sud pouvaient revêtir pour les dirigeants du Parti national. Quelles que fussent les raisons complexes qui incitèrent De Klerk et ses partenaires à jouer la carte de la négociation, plutôt que celle de la confrontation, la communauté internationale n'était que trop désireuse de venir en aide aux dirigeants qui avaient le courage de prôner le dialogue.

LA PAIX A-T-ELLE UN PRIX?

Frederik De Klerk s'est vu décerner de nombreuses distinctions pour son action en faveur de la paix et de la démocratie en Afrique du Sud, au nombre desquelles, conjointement avec Nelson Mandela, le prix Nobel de la paix.

Pourtant, De Klerk affirme que le grand moment, pour lui, reste celui de son élection à la tête du Parti national en 1989. Sans cela, aucun des bouleversements qui suivirent n'aurait eu lieu. Il est vrai qu'entre lui-même et son prédécesseur, un politicien autoritaire et inflexible qui menait le parti d'une main de fer, le contraste fut tout à l'avantage de De Klerk.

Dans les années qui précédèrent son élection au poste suprême, De Klerk avait même fini par donner l'impression de toujours nager entre deux eaux. Mais tout le monde appréciait ses indéniables capacités intellectuelles, ainsi que sa façon logique, dépassionnée, d'aborder les problèmes. On raconte volon-

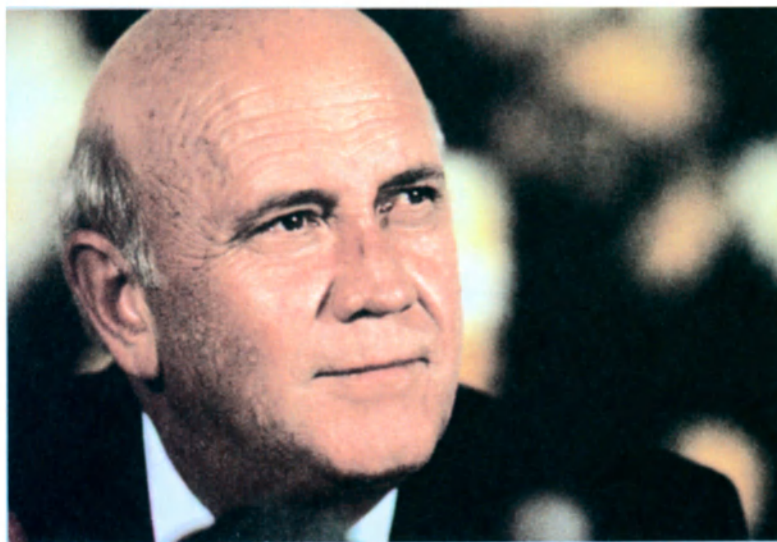
tiers qu'à l'issue de longs débats fiévreux, ses collègues demandaient souvent à De Klerk de faire le point. Invariablement, il étonnait ses interlocuteurs par son aptitude à résumer en quelques phrases courtes ce sur quoi ils avaient discuté en vain pendant des heures.

Ce sens de la synthèse et du compromis, ainsi que la faculté de garder la tête froide en toute circonstance, allaient lui être très utiles au cours des débats constitutionnels multipartites et des négociations bilatérales avec l'ANC pendant les années qui précédèrent les élections générales d'avril 1994. Alors que bon nombre de ses collègues commençaient à être dépassés par la rapidité à laquelle s'opéraient les changements et qu'une majorité de ses électeurs se montrait sceptique quant au cours que prenaient les pourparlers, De Klerk resta inébranlable dans sa certitude que les négociations finiraient par aboutir.

Aujourd'hui, nombre des quatre millions d'électeurs qui ont voté pour De Klerk et son parti en avril 1994 comprennent mal la discrétion dont il fait preuve depuis qu'il partage la vice-présidence du gouvernement d'union nationale d'Afrique du Sud avec Thabo Mbeki. Ils aimeraient aussi qu'il prenne davantage ses distances vis-à-vis de l'ANC, qui fait encore figure, pour beaucoup d'entre eux, d'ennemi politique numéro un.

Du fait des voyages officiels du président Mandela et du vice-président Mbeki, Frederik De Klerk est souvent appelé à présider les conseils des comités ministériels — en sus du très influent comité de sécurité dont il est président en titre. A ceux qui considèrent qu'il n'a plus rien à apporter au pays ou qui le soupçonnent de s'être désintéressé de la vie politique depuis l'élection de Nelson Mandela, il répond qu'il a un rôle important à jouer dans la construction de la nouvelle Afrique du Sud et qu'il reste optimiste quant à l'avenir du pays. Récemment, il déclarait devant le Parlement qu'en dépit des vastes problèmes auxquels la société sud-africaine doit encore faire face, le pays conserve une bonne chance de développer pleinement son concept de «nation arc-en-ciel» fondé sur la coopération efficace de tous. ■

Frederik De Klerk, alors président de la République d'Afrique du Sud, lors d'une visite à Paris en 1990.



L'ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

C'est l'une des plus prestigieuses institutions d'enseignement du droit international, public et privé. Elle se caractérise par un esprit de liberté et de respect de l'autre, très proche des grandes organisations internationales et tout spécialement de l'ONU et de son organe judiciaire, la Cour internationale de justice.

Créée en 1913 à Paris, elle a commencé à fonctionner en 1923 à La Haye au Palais de la Paix, où siège également la Cour internationale de justice. Son but est de propager et d'approfondir la connaissance du droit international afin de promouvoir la paix et les bonnes relations entre les peuples, et de contribuer à assurer que les différends entre Etats soient résolus par la consultation et non par la violence.

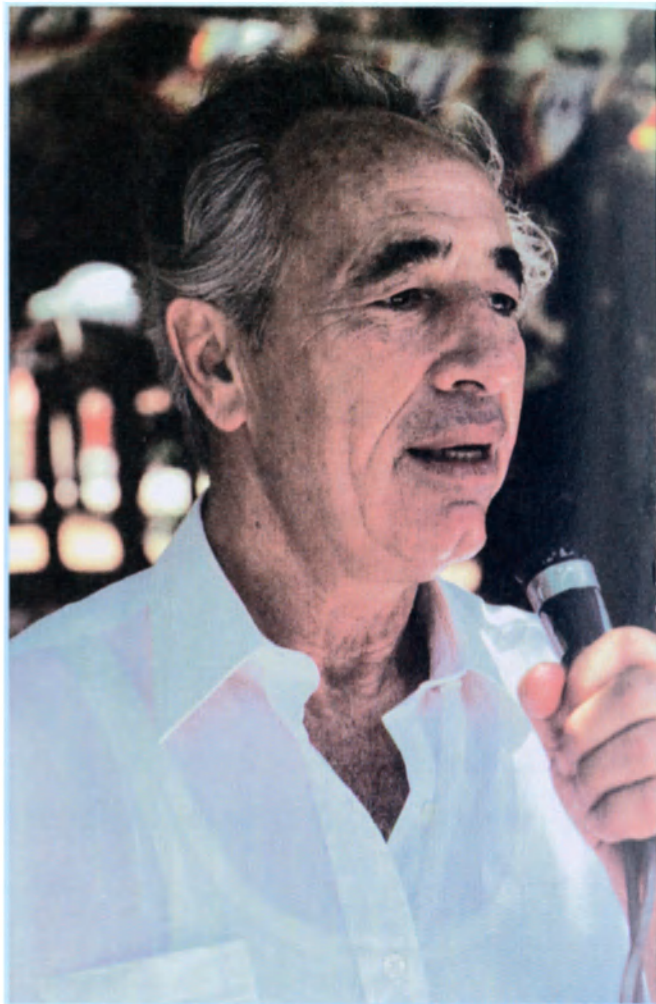
Son enseignement est dispensé au Palais de la Paix de La Haye (Pays-Bas) par des juristes de renom venant de toutes les régions du monde. Il porte sur la théorie, la pratique, la législation et la jurisprudence internationales.

Le Recueil des cours de l'Académie, qui compte plus de 230 volumes, constitue une collection unique en son genre. Il jouit d'un très grand prestige scientifique. En collaboration avec l'Université des Nations Unies (ONU), l'Académie a organisé une dizaine de colloques sur les thèmes majeurs qui se situent au centre des préoccupations des gouvernements du monde entier.

Son programme extérieur lui permet d'étendre ses activités de promotion du droit international en faveur de la paix et des droits de l'homme en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

Ses langues de travail sont le français et l'anglais. ■

Shimon Pérès
Premier ministre
d'un gouvernement
d'union nationale,
en 1984.



En février 1981, quelques mois avant les élections générale, Shimon Pérès, alors chef du parti travailliste israélien, est optimiste. Tous les sondages lui sont enfin favorables. Dans le secret, avec quelques conseillers, il prépare son programme. Ses premiers cent jours à la présidence du Conseil devront transformer Israël et le Proche-Orient. Il part pour Londres où une rencontre secrète a été préparée avec le roi Hussein de Jordanie.

Les deux hommes se connaissent. Ils se sont rencontrés plusieurs fois depuis la fin de la Guerre d'Octobre¹. Mais les chances d'une véritable percée semblent désormais beaucoup plus sérieuses.

Après Londres, Shimon Pérès part pour Casablanca, via Paris, où l'Elysée a organisé un autre rendez-vous secret, avec le roi Hassan II du Maroc cette fois. Le dirigeant travailliste lui annonce que s'il est élu, il proposera de placer les mosquées sacrées de Jérusalem sous la responsabilité conjointe de l'Arabie Saoudite et du Maroc. A son retour en Israël, Pérès y croit. Tout va changer.

Mais la campagne électorale est une des plus dures qu'ait connues le pays. La droite lance des foules déchaînées à l'assaut des rassemblements électoraux de Pérès qui, à plus d'une reprise, doit battre en retraite sous des jets de tomates. Il perd les élections. Au creux de la vague, il va traverser

SHIMON PÉRÈS

une passion patiente

par Charles Enderlin

une période sombre, que la guerre au Liban² va encore intensifier. Il n'en sortira qu'en 1984, à la veille de nouvelles élections générales.

L'ÉTAT DE GRÂCE

Au début de la campagne, les sondages accordent 24 sièges d'avance aux travaillistes. Mais, une fois de plus, les ennemis de Pérès font flèche de tout bois. Son avantage dans les sondages se dilue au fil des jours. Finalement, le rassemblement des partis de droite — *Likoud* — et les travaillistes se retrouvent à égalité. Ils décident de partager le pouvoir. Pérès sera Premier ministre pendant un peu plus de deux ans. Yitzhak Shamir sera son ministre des Affaires étrangères. Ils échangeront ensuite les rôles jusqu'aux élections suivantes.

Pérès s'installe donc enfin à la présidence du Conseil. S'il a les mains liées par son accord avec le *Likoud*, il peut quand même faire ses preuves. En quelques semaines, il lance un programme économique qui jugule l'inflation. Le ministre de la Défense d'alors, Yitzhak Rabin, dirige le retrait israélien du Liban, commencé en juillet 1983. L'armée se redéploie sur une zone de sécurité de dix kilomètres de profondeur le long de la frontière israélienne sur le territoire libanais. La tranquillité revient. C'est l'état de grâce avec l'opinion israélienne.

Pérès tente alors de relancer les négociations de paix. Il noue des contacts secrets avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Un haut fonctionnaire israélien ira à Tunis sonder les intentions de Yasser Arafat, mais l'organisation palestinienne n'est pas prête. Pérès relance alors sa vieille idée d'un compromis avec la Jordanie. Il propose au roi Hussein de mettre sur pied une délégation conjointe jordano-palestinienne qui négocierait dans le cadre d'une conférence internationale. Mais ni le Roi de Jordanie ni le Roi du Maroc ne peuvent se lancer dans une négociation avec Israël à quelques mois du retour au pouvoir d'Yitzhak Shamir. L'occasion est encore perdue.

Applaudi pour sa gestion, fêté par le public israélien et de nombreux amis étrangers, Pérès quitte la tête du gouvernement et prend le portefeuille des Affaires étrangères. Faire avancer le processus de paix reste son principal objectif, mais il devra le poursuivre par des voies plus détournées. Le 11 avril 1987, il a un nouveau rendez-vous secret à Londres



Shimon Pérès avec Yasser Arafat à Bruxelles en novembre 1994.

avec Hussein de Jordanie. Les deux hommes parviennent à un accord en trois parties: la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, la création de commissions régionales bilatérales, et la procédure des pourparlers. L'accord de Londres sera soumis à l'administration du président des Etats-Unis Ronald Reagan, qui l'enverra aux gouvernements israélien et jordanien comme s'il s'agissait de propositions américaines. Mais le *Likoud* crie à la trahison et refuse les propositions.

LE TEMPS DE LA RÉFLEXION

Quelques mois plus tard, en décembre 1987, les Palestiniens des territoires occupés se soulèvent. C'est l'*Intifada*³. Shamir estime qu'il suffit de laisser passer l'orage — qui finira bien par se calmer. Pérès, lui, est persuadé que seules des négociations de paix permettront un retour au calme. Il se consacre à la préparation des élections prochaines prévues pour 1988. Les travaillistes présentent un projet de retrait partiel du Lihan. Le *Likoud* accuse Pérès de vouloir brader la patrie.

Les événements ne sont pas favorables aux travaillistes. 48 heures avant le scrutin, une famille juive trouve la mort dans un attentat à Jéricho. Le réflexe sécuritaire joue. Le parti de Shamir remporte 40 sièges, les travaillistes 39 seulement. C'est à nouveau l'union nationale, mais cette fois aux conditions du *Likoud*. Shamir ne partage pas la direction du gouvernement. Pérès va tenter de le

CHARLES ENDERLIN, de France, est journaliste, envoyé de la télévision française à Jérusalem. Il est l'auteur de *Shamir* (Olivier Orban, Paris, 1991).

faire tomber par un vote de censure au parlement. C'est la crise. Mais Pérès ne parvient pas à former un nouveau gouvernement. Le 11 juin, c'est un cabinet de droite homogène qui est présenté à la Knesset⁴. Les travaillistes retournent dans l'opposition.

Ils y resteront pendant deux ans encore. Le temps de réfléchir. Le temps, pour le Proche-Orient, de changer de physionomie — après la Guerre du Golfe et la Conférence de Paix à Madrid (en octobre 1991). Le temps aussi, pour Shimon Pérès, d'affronter Yitzhak Rabin, son rival de toujours qui, cette fois, demande l'investiture du parti travailliste avec un argument de poids: «Trois échecs électoraux, n'est-ce pas suffisant?» Les militants le choisissent, contre Pérès, qui devient le numéro deux du parti.

Les travaillistes font, en 1992, une campagne presque entièrement axée sur la personnalité de Rabin, le général vainqueur de la guerre des Six Jours⁵, le ministre de la Défense qui a contenu l'*Intifada*. Et, pour la première fois depuis 14 ans, le *Likoud* passe dans l'opposition. Pérès retrouve les Affaires étrangères et, surtout, le dossier des négociations de paix.

Le 16 novembre, il effectue une visite officielle en Egypte; il demande à ses interlocuteurs de faire savoir à l'OLP qu'il est prêt à de nouvelles approches. Yitzhak Rabin, le Premier ministre, n'est même pas au courant. Le 1^{er} décembre, la Knesset annule un texte de loi qui interdisait tout contact avec l'OLP. Trois jours plus tard, Yaïr Hirschfeld, un universitaire israélien de gauche, rencontre un officiel de l'OLP, Abou Ala', à Londres. Les deux hommes décident d'entamer des discussions secrètes en Norvège, à Oslo. La rencontre commence le 20 janvier 1993. Pérès est mis au courant quelques jours plus tard. A son tour, il informe Rabin, qui décide de laisser faire, mais sans, tout d'abord, trop y croire.

LE COURONNEMENT DES EFFORTS DE PAIX

Le 19 août, c'est l'événement — dont Pérès savoure chaque instant. Tard le soir, sans journalistes, filmée uniquement par la sécurité norvégienne avec une caméra d'amateur, il assiste à la première signature de l'accord d'Oslo par Ouri Savir et Abou Ala'. L'obstination de Shimon Pérès a fini par susciter un changement fondamental au Proche-Orient. La fête aura lieu, moins d'un mois plus tard, à Washington. Mais, à ce moment là, les feux des projecteurs seront braqués sur Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. ■

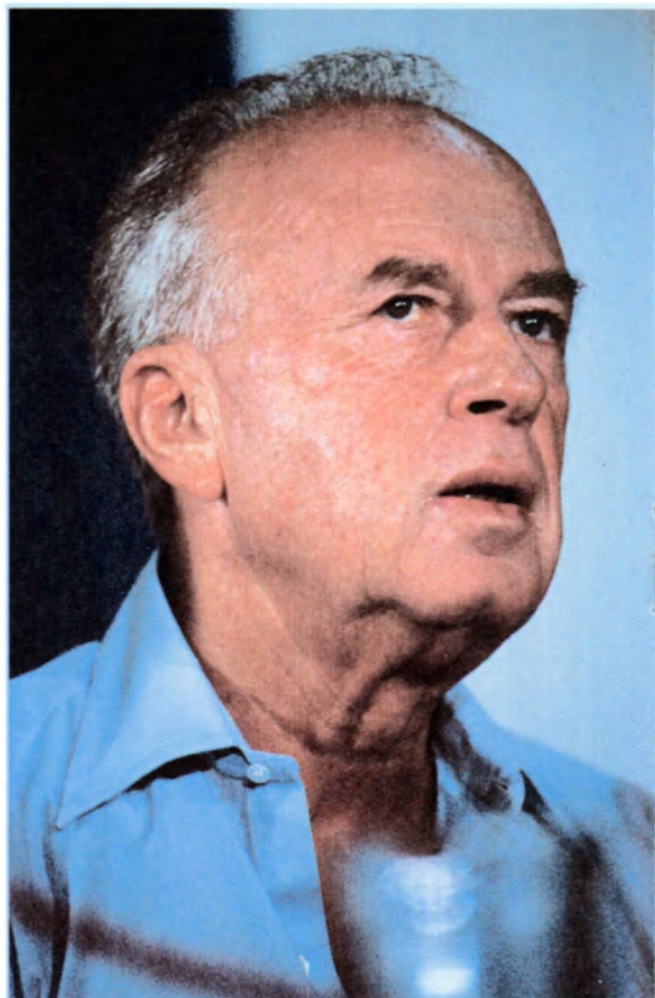
1. Attaque, le 6 octobre 1973, des positions israéliennes par les forces égyptiennes du secteur du canal de Suez et les forces syriennes rassemblées sur les hauteurs du Golan. NDLR

2. Invasion israélienne du Liban le 6 juin 1982: opération «Paix en Galilée». NDLR

3. Mot arabe signifiant soulèvement. NDLR

4. Parlement de l'Etat d'Israël. NDLR

5. Du 5 au 10 juin 1967, Israël occupe le Sinaï, la bande de Gaza, la rive occidentale du Jourdain, le secteur oriental de Jérusalem, et une partie des hauteurs du Golan syrien. NDLR



Yitzhak Rabin
en 1985.

Les proches de Yitzhak Rabin ont cette boutade: «Yitzhak, adolescent, était roux. Nous avons en hébreu, en argot, un mot pour définir le caractère des roux, c'est *gingi* (inflammable). Ceux qui sont *gingi* prennent feu comme de l'amadou.»

Jeune homme encore, il n'hésite pas à se heurter à Ben Gourion. Rabin est issu du Palmach, ces compagnies d'assaut constituées clandestinement au temps du mandat britannique. L'indépendance d'Israël acquise, Ben Gourion dissout le Palmach. Rabin devient un soldat «régulier», mais garde des liens avec ceux qui furent ses compagnons — plus que ne le tolère Ben Gourion. Il en résulte une aigreur non dénuée d'estime. Le patriarche d'Israël avait trouvé devant lui un *sabra*¹ qui le tutoyait et lui tenait tête. De quoi l'irriter — sans vraiment lui déplaire.

Que cet homme, qui sera le ministre de la Défense chargé de combattre l'*Intifada*, soit ensuite l'homme de la paix avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — voilà qui peut surprendre. D'autant que l'*Intifada*, au fil du temps, va s'épuiser. Mais s'épuiser ne veut pas dire s'évanouir. Rabin l'a bien compris. En reconnaissant l'OLP, Rabin ne se détourne pas de sa foi dans le sionisme. Au contraire, celui qui, après Ben Gourion et Begin², peut mériter le titre de Roi d'Israël, défend son pré carré: si la guerre se perpétue, elle exigera des moyens sans cesse accrus. Plus grave

YITZHAK RABIN

le faucon aux ailes de colombe

par Luc Beyer de Ryke

encore, s'il est ardu de maintenir l'ordre dans les rues en territoire occupé, il est impossible de l'imposer dans les berceaux. A terme, la démographique palestinienne menace le sionisme.

Durant la guerre de 1914-1918 en France, le socialiste Marcel Sembat avait coutume de clamer: «Faites la guerre ou faites un roi.» Les Français firent l'un et l'autre. En Georges Clémenceau — «le Tigre» — ils trouvèrent un roi républicain qui fit la guerre et la gagna. Rabin a la rudesse du «Tigre». Mais faire la guerre n'empêche pas de réfléchir. Cet emporté est également un esprit méthodique, ordonné. Presque trop rationnel, lui reproche-t-on parfois. Si, en faisant la guerre, la victoire finale vous échappe, c'est comme si vous aviez perdu la guerre. Ce qui importe pour Rabin, c'est d'assurer la sécurité d'Israël et, par là, la survie du sionisme. Des eaux glacées du fjord d'Oslo à la Maison Blanche, la route est, pour lui, psychologiquement pénible — mais nécessaire. Il l'accomplit.

UNE PARTIE DIFFICILE

Washington, il connaît. Il y a servi des années comme ambassadeur. Il sait tous les rouages de la politique américaine. Il a eu pour interlocuteurs Nixon, Ford, Carter et Kissinger. Le principal fut sans doute le dernier. Compréhension, brouille, amitié, complicité, devaient réunir les deux hommes, acharnés l'un et l'autre à défendre les intérêts, concordants et divergents, de leur pays. Une des raisons pour lesquelles le rival politique de Rabin, Yitzhak Shamir, va perdre les élections en 1992, c'est sans doute qu'entre la Maison Blanche et lui, le courant ne passe plus. Begin a peu à peu distendu les liens traditionnels entre Israël et les Etats-Unis. Shamir aggrave l'incompréhension. Finalement, si Israël attend Rabin, les Etats-Unis ne l'attendent pas moins.

Mais, en élisant Rabin, les Israéliens soupçonnaient-ils qu'au faucon pousseront des ailes de colombe?

Reste à savoir jusqu'où Rabin entend aller aujourd'hui. Les accords de paix sont exécutés avec une détermination pour le moins réticente. Il y a la lettre et l'esprit. A Gaza et à Jéricho, on a levé les écus de l'occupation; dans le reste des Territoires, ils demeurent serrés. Certes, les Palestiniens peuvent désormais gérer l'éducation, la santé, le tourisme. Ce n'est pas rien. Mais, comme le dit un journaliste israélien: «Dans les Territoires, on déploie

son journal, on lit des titres réconfortants, puis on ouvre sa fenêtre et l'on voit passer devant soi la patrouille israélienne.» Quant aux prisonniers palestiniens, nombreux sont ceux qu'on libère, plus nombreux sont ceux qui demeurent incarcérés.

Il est difficile de doser la générosité quand celle-ci fait partie intégrante d'un marchandage politique. La partie est difficile à jouer et les partenaires sont nombreux. Il y a les Palestiniens, les Jordaniens, les Syriens — et l'opinion israélienne. Probablement approuve-t-elle Yitzhak Rabin. Mais elle le fait aujourd'hui du bout des lèvres.

Pour l'heure, Rabin s'en tient à «l'Accord», qu'on le baptise d'Oslo, de Washington ou du Caire. Cet accord implique pour lui le refus d'un «Etat» palestinien. Mais, pensent ses exégètes, peut-être pourra-t-il infléchir son attitude dans la mesure où le processus de paix réussit. Alors, un «Etat» palestinien n'offrirait plus le contenu explosif que les Israéliens redoutent aujourd'hui.

Dans un an, il y aura de nouvelles élections et, pour la première fois, le Premier ministre sera désigné au suffrage universel. On prête à Rabin l'intention de se présenter. S'il l'emportait, Israël connaîtrait, comme la France gaullienne ou mitterrandienne, une monarchie républicaine...

Ce serait, si Yahvé et l'électeur lui prêtent vie, la consécration légale de Yitzhak Rabin, roi d'Israël. Et, sans doute, une nouvelle étape sur la longue route vers la paix. ■

1. Nom donné par les Israéliens à ceux d'entre eux nés sur la terre d'Israël. NDLR

2. Premier ministre d'Israël de 1977 à 1983. Prix Nobel de la paix conjointement avec le président égyptien Anwar El Sadat en 1978. NDLR

LUC BEYER DE RYKE, de Belgique, journaliste à la Radio télévision belge de langue française (RTBF), a publié plusieurs ouvrages à caractère politique, dont deux sur l'Afrique, et une autobiographie.

A Tel-Aviv-Jaffa, en septembre 1993, manifestation de soutien à la politique d'accords avec l'OLP.



YASSER ARAFAT

le père de la Palestine

par Lotfi El-Kholy

C'était en 1982, dans le modeste hôtel Salwa, à quelques kilomètres de Tunis — où, après la guerre du Liban, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), venait de s'exiler. J'étais avec Yasser Arafat, dans sa petite chambre qui donnait sur la mer. «C'est la situation la plus difficile que nous ayons eu à affronter depuis le début de notre histoire, me dit-il. Il y a pourtant une lueur d'espoir. Elle vient de la conscience que nous avons, aujourd'hui, de devoir choisir entre être ou ne pas être.»

Soudain, il me regarda en souriant: «Connais-tu la "dernière" d'Abou Ammar?». Il lui arrive de parler de lui-même à la troisième personne. «On raconte qu'Abou Ammar, un jour, a fait le pèlerinage de La Mecque. Lorsque son tour arrive de lapider le diable en lui lançant les sept cailloux réglementaires, on remarque qu'il n'en jette que six. On lui demande pourquoi il n'a pas lancé le septième caillou. Il répond: "Me croyez-vous assez fou pour rompre tous mes liens avec le diable?"» Et il partit d'un grand éclat de rire.

Je m'étonnai de le voir rire d'une plaisanterie qui le représentait comme un vulgaire opportuniste. Toujours en riant, il me répondit: «Les accusations d'opportunisme ne me touchent plus depuis longtemps. Par le secret qui les entoure, certaines de nos décisions ne peuvent être interprétées que par un nombre limité de dirigeants. Mais l'important n'est pas là. L'important réside dans l'examen de conscience que s'impose un dirigeant, chaque nuit, avant de s'endormir — quand il lui arrive de dormir!»

Je crois que c'est là une des clés de la personnalité de Yasser Arafat. Le révolutionnaire se lance à corps perdu jusqu'au bord du précipice pour, au dernier moment, freiner son propre élan, éviter de tomber dans l'aventurisme et permettre au politique qu'il est d'esquisser un recul d'un ou deux pas; d'ouvrir une issue arrière pour se sauver, puis de revenir à la raison révolutionnaire par un autre biais; ou pour ouvrir une voie nouvelle à l'action politique, qui vient alors cueillir les fruits de l'action révolutionnaire.

DU RÉVOLUTIONNAIRE...

Durant la première période de son combat, il croyait à la libération totale de la Palestine, de la Méditerranée au Jourdain, par la force des armes. Il parlait volontiers de la révolution permanente. Son mot d'ordre était: la Palestine ne pourra être récupérée qu'à la pointe du fusil. Avec l'expérience, le contact plus direct avec la réalité et la prise de conscience des véritables rapports de force arabo-arabes, arabo-israéliens et arabo-mondiaux, l'animal politique a commencé à mûrir, à se combiner avec le militant révolutionnaire, à surveiller les pas de ce dernier et à mesurer ce que la révolution pouvait matériellement accomplir. Son objectif passe alors de la libération de la Palestine tout entière à celle de la Cisjordanie et de Gaza — pour y établir un Etat de Palestine avec Jérusalem-Est pour capitale.

Il cesse de couvrir les détournements d'avions et les actions terroristes contre les civils israéliens et

Yasser Arafat (au centre) au siège de l'Unesco à Paris, lors de la cérémonie de remise du prix Houphouët-Boigny. A côté de lui, Federico Mayor. A gauche et à droite, Shimon Pérès et Yitzhak Rabin.





1^{er} juillet 1994:
après un long exil,
Yasser Arafat rentre
à Gaza.

centre l'action armée sur les seuls objectifs militaires israéliens. Il interdit par la suite à l'*Intifada* le recours aux armes et met l'accent sur la violence civile, les grèves et le lancement de pierres contre les forces israéliennes de sécurité. Admis à l'ONU, il manifeste de plus en plus clairement sa volonté de reconnaître Israël dans ses frontières d'avant juin 1967, en échange de la reconnaissance du peuple palestinien et de l'OLP.

Il s'emploie par ailleurs à affiner la stratégie du harcèlement, de l'attaque et de la retraite politiques avec les régimes arabes, en prenant garde de ne jamais rompre avec eux. Il répète: «Pour la Palestine assiégée, la rupture des liens avec un pays arabe est un luxe qu'elle ne peut se permettre, quelles que soient les offenses et les douleurs personnelles.»

Il a dû faire face à une dizaine de tentatives d'assassinat et a tenu à s'assurer lui-même de l'identité de leurs instigateurs. Mais il s'est toujours gardé de lancer le septième caillou sur le diable — qu'il soit arabe, israélien ou palestinien.

Il ne cesse pas de méditer les leçons de son expérience. Il consigne toutes ses pensées, toutes ses conversations dans de petits carnets dont il garde toujours un à portée de la main. Quel que soit son interlocuteur, il n'hésite pas à sortir le carnet et à prendre note de ce qui lui paraît important, pour ne jamais oublier. Il doit posséder, aujourd'hui, plus de quatre mille de ces petits carnets numérotés par ordre chronologique.

Feu Abou Iyad² m'a souvent parlé d'Arafat à la fin des années quarante, à l'époque où ils étaient tous deux membres de l'Union des Etudiants palestiniens.

LOTFI EL-KHOLY,
d'Egypte, écrivain et
auteur d'essais
politiques, est le
secrétaire général de
l'Association des
écrivains afro-
asiatiques depuis
1988.

Yasser Arafat en était le président. «Il était d'une activité débordante. Nous nous réunissions et nous répartissions nos activités de la semaine entre les membres du Comité exécutif. Deux jours plus tard, nous étions convoqués pour constater que Yasser Arafat avait réalisé, à lui seul, toutes nos tâches. Il nous demandait d'en discuter et de les approuver. Nous l'accusions alors d'empiéter sur nos compétences. Il nous répondait: "Pourquoi? Qu'y a-t-il de mal dans ce que j'ai fait? Allez-y. Je suis prêt à être jugé." "Mais pourquoi as-tu agi seul?" "L'occasion s'en est présentée et je ne pouvais pas la laisser passer. En tant que président, j'ai assumé mes responsabilités."»

Un peu de cet activisme est resté chez Abou Ammar quand il est devenu président de l'OLP. «C'est vrai qu'Abou Ammar s'en tient à la ligne politique décidée collectivement, m'a dit encore Abou Iyad. Mais tout comme lorsqu'il était président de l'Union générale des étudiants palestiniens, il prend, chaque fois que cela lui est possible, l'initiative personnelle de traduire dans l'action cette ligne politique collective. Il ne sait pas attendre. Il va plus vite que les autres.»

...À L'HOMME POLITIQUE

Aussi a-t-il souvent été accusé d'exercice personnel du pouvoir. De temps en temps, ce reproche lui a même été adressé devant les instances dirigeantes palestiniennes. Les discussions, libres et parfois orageuses, se déroulaient en présence d'un Yasser Arafat soit silencieux, soit combatif. Mais elles se terminaient toujours par un renouvellement presque unanime de la confiance en lui. L'homme qui a tout donné à la révolution — sa vie, son temps, sa fortune personnelle — est devenu le symbole de la cause palestinienne. C'est ainsi.

Un jour de l'année 1993, alors qu'il était l'objet d'une vaste campagne de critiques, on annonça que son avion s'était écrasé et qu'il avait été tué. Aussitôt, ce fut le deuil partout où vivait un Palestinien, à l'intérieur comme à l'extérieur des territoires. Lorsque, enfin, il fut annoncé que l'avion s'était réellement écrasé, mais qu'Abou Ammar en était sorti sain et sauf, le deuil fut spontanément remplacé par une joie impétueuse, déferlante, unanime.

Abou Ammar n'est pas le seul surnom que lui ont donné ses compagnons et les enfants de son peuple. Ils l'appellent également «le père», «le maître» et le «khtiare» (vieux sage). Après la conclusion de l'accord de principe israélo-palestinien, le professeur Edward Saïd, qui fut un de ses proches, l'a violemment attaqué dans la presse. Lorsqu'il a pris connaissance de l'article de Saïd, Arafat a aussitôt dicté un télégramme: «Mon cher Edward. J'ai lu ton article. Je t'informe que je rentre en Palestine en février 1994. Viens te joindre à nous pour la construire sur le terrain. Ton frère. Yasser Arafat.» ■

1. Abou Ammar: nom de guerre de Yasser Arafat. NDLR
2. Abou Iyad: membre de l'OLP tué en 1991. NDLR

JIMMY CARTER

le président pèlerin

par Flora Lewis

Quand Jimmy Carter quitta la Maison blanche en 1981 à l'issue de son unique mandat à la présidence des Etats-Unis, il n'était guère populaire auprès de ses compatriotes. Or, on entend de plus en plus ceux-ci reconnaître que «Carter est le meilleur ex-président que nous ayons eu». C'est que Jimmy Carter n'a voulu ni se complaire dans une retraite rancunière contre l'ingratitude des électeurs, ni se mettre confortablement à l'ahri sur quelque hauteur. Il a choisi de se vouer avec une énergie inentamée à défendre les causes qui lui tiennent à cœur. Le plus souvent sans tapage médiatique, mais il arrive aussi que ses interventions fassent la une des journaux.

En 1994, par exemple, ses missions successives en Corée du Nord, à Haïti et en Bosnie avaient inspiré un dessin où l'on voyait deux époux en pleine scène de ménage crier à la cantonade: «Faites venir Jimmy Carter!» Bien sûr, certains l'ont accusé d'être un charlatan, qui se mêle de ce qui ne le regarde pas, ou un moraliste sincère mais trop naïf. Mais toutes ces accusations le laissent apparemment froid.

De ces trois missions, une au moins a été couronnée de succès. A Haïti, il a réussi à persuader la junte militaire de quitter le pays pour laisser la place au président élu Jean-Bertrand Aristide, rentré d'exil sous la protection des Américains sans qu'un seul coup de feu ait été tiré. En Corée du Nord, il a également dénoué une situation critique en obtenant de Pyongyang des assurances — jugées acceptables par le gouvernement américain mais insuffisantes par certains opposants — que ses dirigeants renonçaient à se doter de l'arme nucléaire. En Bosnie, enfin, il n'a obtenu qu'un cessez-le-feu de quatre mois, tout aussi précaire et inégalement respecté que ceux qui l'avaient précédé, mais dont l'avenir dira dans quelle mesure il aura contribué à faire progresser les pourparlers de paix. Bilan inégal donc, mais qui a permis

de sauver des vies et de donner une chance à la paix, même si tous les problèmes ne sont pas résolus.

Cela fait déjà quelque temps que Carter a pris le bâton de pèlerin de la paix, en se servant non seulement de sa personnalité et de sa réputation, mais de tout un ensemble de techniques et d'attitudes qu'il a appris à maîtriser dans des conditions pas toujours faciles, comme il l'a confié dans un entretien pour le *New York Times* à son biographe, le journaliste américain Jim Wooten.

En premier lieu, déclare-t-il, je n'ai pas peur de l'échec. Cela été déterminant à Pale, où il a fait comprendre au dirigeant des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic que, n'ayant aucune ambition personnelle à satisfaire, il n'hésiterait pas à repartir les mains vides s'il n'obtenait pas un minimum de garanties. En outre, il savait que Karadzic lui avait déjà menti, comme à bien d'autres. A l'origine de sa mission, il y avait la démarche d'une délégation de Serbes américains venus le trouver chez lui, en Georgie, pour l'inviter de la part de Karadzic à contribuer au processus de paix. «Je savais qu'il voulait se servir de moi, remarque Carter, aussi je leur ai répondu que je ne viendrais que si les Serbes acceptaient un cessez-le-feu.»

UNE MORALE DE L'EFFICACITÉ

La réponse de Karadzic ne tarda pas: il était prêt à aller beaucoup plus loin, à arrêter les combats, à libérer tous les otages, à rouvrir l'aéroport de Sarajevo, à laisser librement circuler les troupes chargées du maintien de la paix, à libérer les prisonniers musulmans âgés de moins de 19 ans, à respecter les droits de l'homme et à accepter un cessez-le-feu, tout cela avant l'arrivée de Carter. Bien entendu, comme on pouvait s'y attendre, quand celui-ci arriva en Bosnie un peu avant Noël, rien de tout cela n'avait été fait. Carter n'avait guère de motifs d'optimisme, mais il se rendit néanmoins à Pale pour transmettre à Karadzic ses propositions.

Ce fut pour lui l'occasion d'appliquer un autre de ses principes: ne jamais juger, ne jamais s'indigner. Laisser aux interlocuteurs, selon ses propres mots, «le temps de comprendre qu'il n'y a rien sur la table sinon notre bonne volonté mutuelle. Certes, il faut qu'il y ait une table. Dans un conflit, il faut que les gens soient disposés à parler pour y mettre fin, ou en tout cas pour faire avancer les choses. Il doit y avoir un interlocuteur en face d'eux, même si ce sont des gens odieux. Et c'est là que j'interviens.»

Carter est un être profondément religieux, un de



En 1990, à Managua (Nicaragua), Jimmy Carter dirige une mission d'observateurs internationaux aux élections présidentielles.



Jimmy Carter, observateur de l'élection présidentielle à Haïti (1990).

ces Américains pour qui «renaître dans le Christ» signifie la volonté de mettre en pratique, dans leur vie d'adulte, les idéaux et les principes de la foi qui les animent. D'où chez lui la rectitude, l'austérité de la conduite, et la certitude d'avoir raison — attitude qui peut paraître réfrigérante à certains esprits. Mais il sait aussi se montrer tolérant et indulgent envers autrui, quelles que soient les fautes commises, car il semble convaincu que le rachat est toujours possible, et qu'il faut donner à chacun la chance de redevenir humain.

Ses paroles de sympathie pour les sanguinaires dirigeants haïtiens ont choqué beaucoup de personnes. Mais il a estimé que le jeu en valait la chandelle et n'a pas regretté d'avoir dû se livrer, pour reprendre ses propres mots, à un «mensonge véniel» en déclarant que le président Clinton acceptait la signature du chef de la junte au bas de l'accord final, pour obtenir son départ sans effusion de sang. Sa morale est une morale de l'efficacité. Il veut que les situations se débloquent et il est imperméable aux attaques personnelles. La seule chose qui l'irrite vraiment, c'est quand on l'accuse de viser le prix Nobel de la paix.

«Si j'agis ainsi, déclare-t-il à Wooten, c'est parce que j'estime que c'est juste. Et croyez-le ou non, le plus souvent, j'aime cela.» Et d'ajouter avec un sourire: «Eh oui, parfois c'est même amusant de faire son devoir!»

Une tradition récente veut qu'un ancien président des Etats-Unis laisse son nom à une bibliothèque ou à une fondation, le plus souvent consacrée à la recherche historique. Le centre et la bibliothèque fondés par Carter à la Emory University d'Atlanta proposent une multiplicité d'actions concrètes. Au programme, de nombreuses conférences, mais aussi des projets qui touchent à toute sorte de questions actuelles: problèmes régionaux, épidémies, progrès agricoles, droits de l'homme et, naturellement, résolution des conflits.

Carter a créé un conseil de chefs de gouvernement librement élus qui a pour mission de contrôler le bon déroulement des élections en Amérique latine pour éviter toute manipulation électorale, et permettre le passage à un régime démocratique. Les résultats obtenus au Nicaragua et au Guyana ont été convaincants. Il a lui-même participé aux négociations de paix au Liberia, entre l'Ethiopie et les indépendantistes de l'Erythrée, et au Soudan. C'est souvent au prix de longues préparations et de nombreux déplacements qu'il parvient à un résultat. Parfois, il n'en sort rien de positif, mais Carter semble aussi à l'abri du découragement que du triomphalisme en cas de succès.

PRÉSIDENT JIMMY

Certains aspects un peu raides de sa personnalité ont pu déplaire aux électeurs américains quand il occupait la Maison blanche. Le fait, par exemple, qu'il ait été élu sur une base populiste, contre la machine électorale de Washington, et qu'il ait forcé sur l'image d'un homme simple et naturel, portant ostensiblement sa valise en voyage officiel ou se laissant photographier à bout de souffle après une séance de «jogging». A trop vouloir ressembler à un Américain moyen, Carter finissait par faire douter qu'il avait l'étoffe d'un président. Son sourire appuyé quand il évoquait le «malaise» de la nation américaine était tout à fait à l'opposé de la méthode de son successeur Ronald Reagan, qui répétait sans arrêt à ses compatriotes que leur pays venait en tête et savait rester, en toute circonstance, souriant et décontracté. Les hommes sont ainsi faits qu'ils préféreront toujours ceux qui les rassurent à ceux qui les inquiètent.

Carter avait également manqué de jugement en insistant pour qu'on continue à l'appeler par le diminutif familier de son prénom, «Jimmy» — il se nomme James Earl Carter — comme si le petit gars de Georgie devenu gouverneur de son Etat n'avait été en rien transformé par son élection à la magistrature suprême.

C'est un homme de taille et de corpulence moyennes, sans signe particulier qui le signale à l'attention. Ce qui fait sa force, c'est moins sa personnalité que sa conviction. Il n'est pas quelqu'un qui se paie de mots: il préfère se fixer des objectifs clairs et précis, comme mettre une fin à une épidémie en Afrique ou obtenir un cessez-le-feu en Bosnie. Il veut changer le monde, mais estime qu'on ne peut y parvenir que par étapes: c'est pourquoi il se fixe des buts

FLORA LEWIS, des Etats-Unis, ancienne collaboratrice du *New York Times*, est une journaliste spécialisée dans les affaires internationales. Elle est l'auteur de *Europe: Road to Unity* (1992, Europe, le Chemin de l'unité).

qui peuvent sembler modestes, mais une fois qu'il a décidé de la marche à suivre, rien ne peut l'arrêter.

En tant que président, l'histoire le jugera sans doute avec plus d'indulgence que ses contemporains. Il aura laissé une marque durable dans les relations internationales par ses nombreuses initiatives en faveur de la paix: traité du canal de Panama, accords de paix de Camp David entre Israël et l'Égypte, traité sur la réduction des armes nucléaires avec l'URSS, établissement de relations diplomatiques avec la Chine. Et surtout, ce qui lui tient sans doute le plus à cœur, l'institutionnalisation des droits de l'homme en tant que thème de préoccupation qui figure désormais de plein droit dans le calendrier des rencontres internationales. C'est Gerald Ford, son prédécesseur à la présidence, qui avait signé les accords d'Helsinki faisant des droits de l'homme une question internationale et non plus la prérogative des États, mais c'est Jimmy Carter qui leur a donné tout leur sens.

CITOYEN CARTER

Au fond, le 39^e président des États-Unis est devenu paradoxalement plus populaire en tant que simple citoyen, voyageant partout dans le monde pour résoudre les conflits, que lorsqu'il présidait aux destinées d'une superpuissance. A l'heure où le désengagement des États-Unis semble s'accroître, où certains s'alarment plus de cette indifférence que de l'interventionnisme qu'ils dénonçaient naguère, l'inlassable activité de Jimmy Carter revêt une importance particulière. Il apprécie cette popularité nouvelle, ce qui est humain, mais au fond il se soucie aussi peu des compliments que des critiques car ce qui compte pour lui, c'est de faire ce qui lui semble juste.

Quand le journaliste qui l'interroge revient sur la question du prix Nobel: «En fait, si on vous le donnait, vous ne le refuseriez pas, et cela vous ferait même plutôt plaisir?», Carter répond: «Bien sûr, mais je voudrais vous faire comprendre que ce n'est pas la question. Loin de là. Heureusement d'ailleurs. Imaginez que toute mon existence tourne autour du prix Nobel, que je ne pense plus qu'à cela, et que je ne l'obtienne jamais? Eh bien, je terminerais ma vie comme un vieux pruneau desséché, tout ridé par la déception et l'amertume.»

Jimmy Carter peut se rassurer, il ne risque pas de finir ainsi. Il continue à se démener pour les choses qu'il croit justes, puis il rentre chez lui, dans sa modeste maison de Plains, la petite ville de Georgie où il est né et où il a grandi. Il se promène dans les champs dont certaines parcelles appartiennent à sa famille depuis un siècle et demi et où il fait pousser prosaïquement des arachides. Rien de particulièrement spectaculaire, on le voit, mais un sentiment d'appartenance terrienne, le sens d'une mission et la volonté de la remplir le mieux possible. ■



Juan Carlos I^{er} en 1988 à Madrid.

Juan Carlos I^{er} d'Espagne est un roi de notre temps. Il ne porte ni l'hermine, ni le sceptre, ni la couronne. Il ne siège pas non plus sur un trône, même si l'on peut dire qu'il «est vraiment monté sur le trône» quand il a fait échouer, en février 1981, une tentative de coup d'État militaire. Il imposa alors définitivement sa stature morale à ses concitoyens et prouva au monde ses convictions démocratiques.

«La Couronne ne peut tolérer la moindre action, le moindre comportement qui prétendent interrompre par la force le processus démocratique que la Constitution, votée par le peuple espagnol, a institué en son temps par référendum.» Ces mots concluaient le discours bref et solennel qu'il prononça à la télévision, la nuit du 23 au 24 février 1981, alors que le gouvernement, le parlement et la presse étaient encore séquestrés dans l'hémicycle des Cortès, sous la menace d'un commando de factieux nostalgiques de la dictature.

L'intervention de Juan Carlos eut pour résultat inespéré d'inoculer un vaccin antiputschiste efficace à la fragile, encore adolescente, démocratie espagnole. Depuis ce jour, il n'est pas un Espagnol pour se demander encore à quoi sert le roi.

Son opposition au putsch, qui marquait une rupture définitive autant qu'inespérée avec le régime antérieur, scellait la légitimité d'un monarque que l'on était dès lors en droit de qualifier de «roi démo-

JUAN CARLOS I^{ER}

par Ramón Luis Acuña

le roi démocrate

crate d'Espagne». Sa volonté démocratique s'était, certes, déjà clairement affirmée lors de la difficile période de transition. Mais voici qu'elle se traduisait soudain dans un acte fondateur: la transformation d'une dictature en démocratie.

Ayant hérité du général Franco les pleins pouvoirs sur l'armée, le conseil des ministres, les Cortès et l'appareil législatif, le roi rendait ainsi au peuple cette souveraineté qui lui brûlait les doigts parce qu'elle ne reposait que sur une victoire militaire, acquise dans la guerre civile de 1936-1939. Il remit l'Espagne, selon une expression consacrée, «entre les mains des Espagnols» et appliqua, avec l'accord de toutes les forces démocratiques, la Constitution votée en 1978 — la plus avancée d'Europe sur bien des points, notamment pour tout ce qui touche aux libertés politiques régionales et à la défense des droits des minorités culturelles.

Juan Carlos épousait par là une attente de la société civile espagnole qui, longtemps avant la mort de Franco, vivait déjà dans l'après-franquisme et désirait se mettre en phase avec les sociétés civiles des autres nations développées d'Europe. Au début, certains hommes politiques commirent l'erreur de voir en lui le successeur du régime précédent, allant même jusqu'à le surnommer «le Bref». Ils se trompaient du tout au tout. Juan Carlos a vite personnifié l'aspiration des Espagnols au changement — l'un des sentiments collectifs les plus profonds qui se soient exprimés en Europe au cours de la seconde moitié du 20^e siècle.

Le Roi précise toujours que «c'est le peuple qui a été le protagoniste de la transition» et ajoute qu'il n'a rien fait d'autre qu'accomplir son devoir et assumer les responsabilités que lui imposaient l'histoire et les exigences du moment.

En fait, il a été le catalyseur d'un changement politique décisif, qui a étonné les sociétés démocratiques et fait naître l'espoir dans celles encore soumises à une dictature. La transition espagnole a servi en effet de modèle, ou de source d'inspiration, pour mener des transformations démocratiques dans de nombreux pays latino-américains, mais aussi, malgré une situation politique très différente, dans les pays d'Europe de l'Est, y compris la Russie.

Juan Carlos s'est d'abord appuyé sur un principe simple, solide: il s'est voulu «le roi de tous les Espagnols», comme le proclamaient déjà des pancartes brandies par les gens venus l'acclamer le jour de son intronisation, le 22 novembre 1975. Pas seulement le roi des vainqueurs de la guerre civile, celui, aussi, des vaincus. Pas seulement le roi des Castillans et des

Aragonais, celui, aussi, des Basques, des Catalans, des Galiciens et des autres habitants du territoire espagnol. Son attitude s'accordait avec l'opinion la plus répandue dans les partis politiques gagnés à l'idée de la réconciliation nationale, à savoir que la guerre civile appartenait à l'histoire. Les Espagnols se rendaient compte que, si le changement était inévitable, une rupture brutale avec le passé risquait de ranimer de graves affrontements. C'est pourquoi ils choisirent, dans leur ensemble, la voie médiane de la raison et leur roi préféra avec eux construire le futur plutôt que remuer le passé.

POPULAIRE ET CONCILIEUR

Aussi a-t-il suivi un deuxième principe: le statut de monarque n'est pas de droit divin et ne vient pas seulement par héritage; il faut le mériter dans l'exercice de la fonction. Une monarchie n'a de sens que si elle se révèle utile pour son pays; dans le cas contraire, elle risque de devenir superflue, voire préjudiciable, comme cela arrive quand elle se discrédite. Grâce à cet esprit, une institution vieille de plus de deux mille ans a servi d'«élan propulseur», selon la formule même du roi, pour la modernisation de l'Espagne.

Le troisième postulat du roi était encore plus difficile à appliquer: passer sans violence, ni traumatismes, d'un gouvernement dictatorial à une monarchie constitutionnelle. Le régime antérieur était anachronique et exsangue; seule la figure de l'autocrate l'avait soutenu jusqu'à la fin. Le navire devait se saborder. Juan Carlos, isolé, pris en tenaille entre l'hostilité des nostalgiques du franquisme et la méfiance initiale des démocrates, utilisa avec habileté et détermination les pleins pouvoirs qu'il avait reçus. «Tous étaient contre moi», avouera-t-il plus tard. Mais il va parvenir à infléchir le cours des événements; la structure autoritaire antérieure sera démantelée méthodiquement, sans effusion de sang. C'est sur ses décombres que s'est

La tentative de putsch du 23 février 1981: 200 gardes civils envahissent le Parlement espagnol.





Le roi Juan Carlos I^{er} (au centre) en promenade.

construit l'édifice de la démocratie. Les faits parlent d'eux-mêmes. Telle est la contribution du «roi démocrate» à l'histoire d'Espagne.

Quels sont actuellement ses pouvoirs? Ceux que lui confère la Constitution. Arbitre et garant des institutions, le roi est le chef des forces armées et le symbole de la plus haute représentation du pays à l'étranger, mais il ne nomme le responsable du gouvernement qu'en accord avec le résultat des élections et il ne peut dissoudre le parlement qu'à la demande du chef de l'exécutif. Son autorité est avant tout morale.

En Espagne, il jouit d'une très grande renommée; plus de 80% des personnes interrogées dans les sondages depuis des années ont de lui une opinion favorable. En outre, il est devenu le roi le plus populaire d'Europe. Son caractère sympathique, son enjouement communicatif, y entrent pour beaucoup. Il sait mettre ses interlocuteurs immédiatement à l'aise par ses manières directes. Il raconte des anecdotes, pratique l'humour, rit aux éclats. Un jour, lors d'une entrevue qu'il m'a accordée, diverses pièces de monnaie glissèrent de ma poche et restèrent dans le fauteuil. Alors que je m'en allais, un de ses collaborateurs me rattrapa dans l'escalier pour me les rendre. «Sa Majesté me charge de vous dire que, pour le moment, elle ne prend rien pour les interviews.»

Mais cette vivacité et cette désinvolture ne doivent pas tromper. Juan Carlos est un homme très informé, qui lit livres, rapports, journaux, et qui attache une grande importance à la réflexion. Très spontané en privé, il a horreur de l'improvisation dans les manifestations publiques et dans l'exercice de sa charge.

Il aime la vie de famille et s'entoure dès qu'il peut de ses enfants. Il prend conseil auprès de son épouse, la reine Sophie, dont il souligne à chaque instant «l'appui inestimable et la compréhension». Passionné de sport, il court tous les jours à pied, s'échappe en moto à la moindre occasion, pratique assidûment la voile en été et le ski en hiver, déployant pour ses cinquante-huit ans une activité physique intense.

Lors de ma dernière visite à Carthagène, en Colombie, le guide qui me montrait la belle ville coloniale, répétait de temps à autre: «et ici, quand le Roi est venu...». Au bout d'un moment, je lui ai demandé exprès: «Mais de quel roi parlez-vous?» «Qui voulez-vous que ce soit, voyons, mais le nôtre!», me répondit le Colombien le plus naturellement du

monde. Tout comme il a réussi à transformer les Espagnols en «juancarlistes», sinon en monarchistes, Juan Carlos est parvenu à se faire spontanément appeler «le Roi» par les Latino-Américains.

De fait, la réconciliation à l'intérieur de l'Espagne a donné lieu à d'autres réconciliations historiques, à l'extérieur. Emblème en Amérique latine de la nouvelle Espagne démocratique, le monarque a, dans une large mesure, contribué au rétablissement des liens avec les nations de culture espagnole d'outre-Atlantique. En 1991, il fut à l'origine de la création des sommets latino-américains; il assiste en personne à ces rencontres annuelles de chefs d'Etat, visant à renforcer la communauté des pays de langue espagnole et portugaise. En 1992, à Madrid, lors du Cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, il a déclaré, conscient des critiques formulées à l'encontre de la colonisation espagnole et portugaise: «Il convient d'assumer l'histoire des peuples avec dignité et responsabilité pour la projeter vers un avenir meilleur.» Il rappelle souvent aussi que l'Espagne promulgua les «Lois des Indes», très progressistes sur le plan social, et qu'elle fonda les premières universités des Amériques à Lima et à Saint-Domingue, au 16^e siècle, à une époque où de nombreuses villes européennes en étaient dépourvues.

UNE MONARCHIE DE POINTE

En 1992 également, cinq cents ans après l'expulsion des juifs d'Espagne, Juan Carlos a rendu hommage, dans la synagogue de Madrid, aux «Hispano-Juifs qui durent quitter l'Espagne parce que l'Etat voyait alors le fondement de son unité dans l'uniformité religieuse». Il exprima alors clairement le souhait que «plus jamais la haine, ou l'intolérance, ne provoquent la désolation ou l'exil».

1992 marquait aussi le cinquième centenaire de la chute du dernier bastion de l'Islam en Espagne, le royaume de Grenade. Juan Carlos exalta à cette occasion l'Andalousie arabe, Al-Andalus, l'espace vital que «plusieurs peuples prirent l'habitude de partager pendant des siècles et dans lequel chacun d'eux préserva son identité respective sans que disparaisse le respect de la différence». Cette histoire partagée avec les Juifs et les Arabes pendant des siècles «a laissé en Espagne, précisa le Roi, un héritage culturel d'une importance capitale et a contribué à définir l'identité nationale espagnole». Ses propos, là encore, sont en accord avec la pensée espagnole actuelle, qui cherche à recouvrer ces racines d'une richesse culturelle dont elle s'enorgueillit.

Au cours de l'un de mes entretiens avec le roi Juan Carlos, j'eus l'occasion de lui demander ce qui lui restait à faire en Espagne puisque, si l'on regardait son parcours, son œuvre paraissait achevée. «Pensez-vous!» me dit-il avec sa vivacité habituelle. «Il reste beaucoup à faire. Rien de moins que la modernisation et la rénovation de l'Espagne. Et j'aimerais que la Couronne serve, là encore, d'aiguillon.» ■

RAMÓN LUIS ACUÑA,

d'Espagne, sous-directeur de l'agence de presse espagnole EFE et conseiller spécial pour la communication à l'Unesco, a publié récemment *Las tribus de Europa* (1994, Les tribus d'Europe).

ESPACE VERT

LES NOUVEAUX FERMERS DES EAUX

par France Bequette

A droite, enlèvement des lentilles d'eau à la surface de bassins de pisciculture (Bangladesh).

Voici quatre mille ans, les Egyptiens élevaient déjà avec succès un poisson d'eau douce, le tilapia ou «carpe du Nil» (*Oreochromis niloticus*). Cette espèce est encore très prisée puisqu'on en élève environ 500 000 tonnes par an dans le monde. En Chine et au Viet Nam, l'élevage des carpes fait, depuis des siècles, partie des traditions.

Remise à l'honneur dans les années 60, l'aquaculture consiste à cultiver, en mer ou en eau douce, des organismes aquatiques: poissons, mollusques, crustacés et végétaux. Le poisson contribuait, en 1990, pour environ 15% aux besoins de la population mondiale en protéines alimentaires. Selon des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 20% des disponibilités mondiales de poisson en l'an 2000 proviendront de l'aquaculture. Le poisson constituera la principale source de protéines dans les pays en développement.

Alors que le tonnage de la pêche de capture stagne depuis 1988 (0,5% entre 1990 et 1991), la production aquacole est en augmentation constante depuis 1984 (elle a doublé entre 1984 et 1992 en suivant une progression annuelle de 9%). La production mondiale de poisson a atteint 98,1 millions de tonnes en 1992, dont 13,9 millions de tonnes dues à l'aquaculture, qui se répartissent ainsi: 9,4 millions de tonnes de poissons et 4,5 millions de tonnes de mollusques et crustacés.



Pour maintenir le niveau actuel de consommation de poisson dans le monde, de 13 kg par habitant et par an en moyenne, jusqu'en 2010, il faudrait, pour nourrir les 7 milliards d'habitants que comptera alors la planète, arriver à produire annuellement 91 millions de tonnes de poisson de consommation, c'est-à-dire doubler le rendement aquacole actuel. Cet objectif est réalisable. Toutefois, contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'est pas simple d'élever des organismes aquatiques, surtout si l'on s'attache à protéger l'environnement.

PETIT POISSON DEVIENDRA GRAND...

Au-delà de ses avantages évidents, le développement de l'aquaculture pose de nombreux problèmes liés à ses différents systèmes d'exploitation, de la pisciculture artisanale à l'installation industrielle de haut rendement. Un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié en 1989, met en avant plusieurs points importants: ne risque-t-on pas de modifier les populations naturelles et de réduire la diversité biologique? Est-il bien raisonnable d'introduire des espèces exotiques? Les élevages ne pourraient-ils pas être responsables de la diffusion de maladies? Quelle influence les déchets tombés dans les lacs, les rivières et les zones côtières peuvent-ils avoir à long terme? Que deviennent les produits chimiques utilisés, les antibiotiques, par exemple? Les zones d'élevage sont-elles bien choisies? Peut-on prévoir, en le modélisant, l'impact des élevages sur l'environnement?

Prenons l'exemple du Viet Nam, où la pisciculture se fait en étang (à 64%), en rizière (à 21%) ou en cage flottante dans les cours d'eau (à 15%). L'exploitation des ressources aquatiques y est un élément majeur de l'économie. Ce n'est pas un hasard: l'Asie est championne toutes catégories de l'aquaculture dont elle fournit 84% de la production mondiale (contre 8,5% en Europe, 3,7% en Amérique du nord, 2,3% en Amérique du sud, 0,9 dans les pays de l'ex-URSS et 0,5 en Afrique).

L'essentiel (73%) de la production piscicole en cage flottante au Viet Nam consiste en une seule espèce de poisson-chat (le *Pangasius bocourti*, *ca ba sa* en vietnamien) et est réalisé dans la région du delta du Mékong. Jusqu'à présent, pour approvisionner les

FRANCE BEQUETTE, journaliste franco-américaine spécialisée dans l'environnement.



Dégagement d'une nasse dans un village flottant du Tonlé Sap, un lac du nord-ouest du Cambodge.

fermes en juvéniles, il fallait aller pendant la saison des pluies (de juillet à novembre) en prélever de 10 à 15 millions non seulement dans la nature, mais à l'étranger, dans le Tonlé Sap («grand lac») cambodgien. On devine les inconvénients d'une telle pratique: dépeupler un milieu naturel, et dépendre des relations politiques entre les deux pays. Or, en mai dernier, les chercheurs du Groupe d'aquaculture continentale méditerranéenne et tropicale (GAMET) de Montpellier (France) sont parvenus à faire se reproduire ces poissons-chats en captivité. Un événement de la plus haute importance pour la pisciculture vietnamienne, d'autant que le prix des alevins y est extrêmement fluctuant.

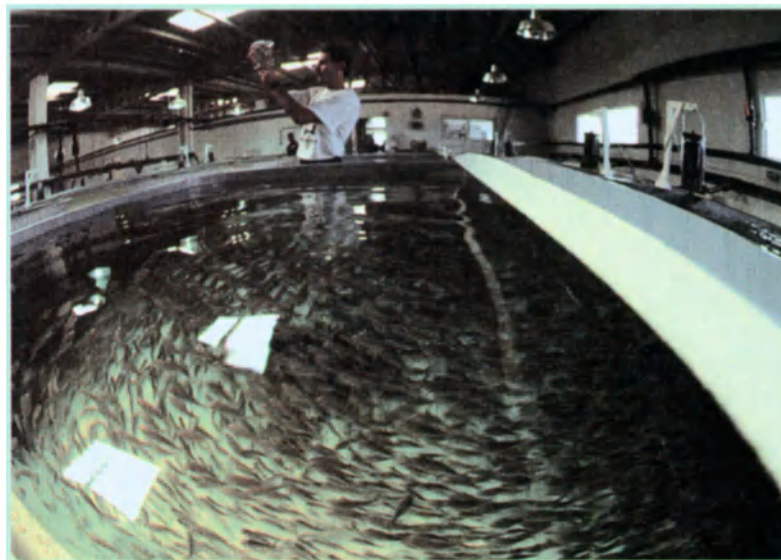
Les poissons sont élevés dans des cages flottantes arrimées sous les maisons. Ils sont nourris d'une pâte où entrent du son de riz et du poisson frais, mais ils reçoivent aussi les déjections humaines et animales. L'aquaculture permet ainsi une valorisation des déchets.

UNE QUESTION DE GOÛT ET DE CULTURE

Comment ne pas être surpris d'apprendre qu'au Viet Nam, comme en Chine d'où cette technique est originaire, les étangs à latrines, ou ceux fertilisés au fumier, se révèlent d'excellents lieux d'élevage? Selon Jérôme Lazard, chef du «Programme aquaculture et pêche» du département d'élevage et de médecine vétérinaire du CIRAD¹, le poisson ne risque pas de transmettre à l'homme de germes pathogènes si

on le laisse quelques jours nager en eau propre pour le nettoyer extérieurement et intérieurement — pratique, déplore-t-il, qui n'est pas encore assez répandue. Si les consommateurs interrogés déclarent ne pas vouloir de ces «poissons sales», les 130 000 tonnes (au moins) ainsi produites trouvent malgré tout preneurs!

«Partout où son implantation est possible, précise Jérôme Lazard, l'étang constitue une structure de production piscicole privilégiée, car il s'intègre parfaitement aux systèmes de production agricole en contribuant à valoriser l'eau et les divers sous-produits et déchets.» L'idéal est de construire des étangs immédiatement en aval des étables, porcheries et poulaillers, ou même d'élever ces structures sur pilotis, ce qui résout le problème des effluents. Les fientes, en effet, font prospérer le plancton dont se nourrit le poisson.



Bassin d'alevins dans un centre d'aquaculture d'Andalousie (Espagne).

POUR EN SAVOIR PLUS:

- ☛ «La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture», FAO, Rome, 1995
- ☛ «Aquatic Biotechnology and Food Safety», OCDE, Paris, 1994
- ☛ *Cérès*, revue de la FAO, n°131, septembre 1991
- ☛ «Aquaculture continentale. Initiatives rurales», ministère français de l'Agriculture et de la Forêt, n°9, 1990
- ☛ «Aquaculture: l'émergence d'une industrie nouvelle», OCDE, Paris, 1989.

Autre voisinage favorable: les conserveries de poisson, car les poissons raffolent du... poisson! Il faut un kilo de poisson, sous forme de farine ou d'huile, pour produire un kilo de poisson de consommation. Cette farine est fabriquée à partir des espèces les moins prisées et sert également à nourrir porcs et volailles et à fabriquer le surimi. Mais quand on sait qu'il faut au moins cinq kilos de poisson pour obtenir un kilo de farine de poisson, ce mode d'alimentation présente un risque: ne va-t-on pas bientôt manquer de matière première et encourager par là même la surpêche?

La technique d'élevage en étang doit être culturellement acceptable. Peggy Polk, dans la revue *Cérès* de la FAO, écrit qu'en Afrique, par exemple, «beaucoup d'agriculteurs ont mal accueilli les suggestions des experts qui leur proposaient d'élever du poisson dans les mares où s'abreuve le bétail et où la famille s'approvisionne en eau. Les poissons, ont-ils affirmé, troubleraient l'eau et la rendraient impropre à la consom-

mation». Et en Inde, où il est normal de fertiliser l'eau des bassins aquacoles, les habitants de l'Etat du Madhya Pradesh refusent cette pratique parce qu'ils en utilisent l'eau pour faire la cuisine et se baigner.

Il faut aussi que l'espèce cultivée soit acceptable par les populations: en Colombie, par exemple, certaines croyances interdisent la consommation du *dorado*.

L'APPÂT DU GAIN

L'appât du gain est sans doute l'hameçon le plus dangereux auquel puisse mordre l'aquiculteur peu soucieux de l'équilibre des écosystèmes. Dans les années 80, sur le golfe de Thaïlande, la crevette *Penaeus monodon* suscita un engouement extraordinaire. Il était facile de faire fortune: un coin de mangrove et un étang de croissance dans l'estuaire d'un fleuve suffisaient. On disait même alors que la crevette rapportait plus que le commerce illicite de la drogue! De 1983 à 1988, sa production en Asie progressa de 40% par an. Mais, en 1989, 80% des fermes situées près de Bangkok, là où se concentrait toute l'activité, firent faillite pour plusieurs raisons: baisse du marché mondial, marges bénéficiaires réduites, eaux polluées dues à une mauvaise gestion des effluents. Les matières organiques qui fertilisent les élevages intensifs ont diminué la teneur en oxygène de l'eau. Les effluents urbains non traités ont provoqué des maladies et favorisé la prolifération d'algues, toxiques pour poissons, mollusques et être humains. Deux ans plus tôt, Taïwan avait subi les mêmes déboires pour des raisons similaires: épidémies dues au surstockage des étangs et à une «gestion inepte des écosystèmes aquicoles», abus de produits chimiques, d'antibiotiques, et utilisation d'eaux polluées. Le bilan est lourd: de vastes étendues de mangroves ont été détruites en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande.

LES NOUVEAUX CHEPTELS

En Europe, et notamment en Norvège, l'aquaculture s'attache maintenant à élever la morue, le flétan, le turbot, le poisson-chat, la langouste et la coquille Saint-

Jacques, en cage, en bassin et même, pour certaines espèces telles la morue et le saumon, en élevage libre en mer (*sea ranching*).

Les éleveurs ont recours à des techniques comparables à celles appliquées aux animaux de ferme depuis des années. Les salmonidés fournissent ici d'excellents cobayes. On parle maintenant de biotechnologie marine, laquelle fit l'objet d'un rapport de l'OCDE² en 1994. Non seulement on opère les poissons et on les vaccine, mais on les féconde ou on les stérilise, on les fait croître, et même changer de sexe. On cherche aussi à rendre le saumon capable de vivre dans des mers glacées en introduisant dans son génome le gène de la protéine antigél. Des chercheurs vont jusqu'à injecter le gène de l'hormone de croissance du rat à des œufs de truite, de carpe et de saumon! Nous voici devant des poissons transgéniques. Que se passera-t-il quand ils s'échapperont de leurs cages pour retrouver leurs frères sauvages? Heureusement, plus les organismes sont génétiquement différents, moins ils sont fertiles entre eux.

Un autre moyen d'obtenir des mâles, qui grossissent deux fois plus vite que les femelles, consiste à les traiter aux stéroïdes — hormones masculinisantes. Jérôme Lazard s'inquiète: «Interdite en Europe, la technique, utilisée couramment en Asie [Taïwan, Philippines] et en Israël, libère dans le milieu une trentaine de sous-produits dont on connaît mal les conséquences écologiques.» Toutefois, la recherche progresse à grands pas et des résultats concrets ont déjà été obtenus. Une hormone naturelle, aussi efficace que l'hormone artificielle et beaucoup mieux dégradée par le poisson, est maintenant disponible. Il est actuellement possible, par un simple traitement thermique, d'obtenir le changement de sexe des alevins sans incidence sur l'environnement. Autant de pistes à explorer pour l'aquiculteur de demain. ■

1. Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

2. *Aquatic Biotechnology and Food Safety* (la Biotechnologie aquatique et la sécurité alimentaire), OCDE, Paris, 1994.



LA SANTÉ DE LA VIGNE PAR LA CONFUSION SEXUELLE

Il aura fallu vingt ans de recherches à l'Institut national français de la recherche agronomique (INRA) pour protéger la vigne, en Europe du sud, contre l'eudémis (*Polychrosis botrana*), ou «ver de la grappe», en jouant sur ses sens. Il s'agit de brouiller la communication olfactive entre mâles et femelles en diffusant sur le vignoble une phéromone de synthèse, identique à celle émise par la femelle en signe d'appel à l'accouplement. Le mâle ne localisant plus la femelle, il n'y a plus ni fécondation, ni œufs, ni chenilles. Une seule application suffit (au lieu de quatre à cinq traitements chimiques), qui se moque de la météo, ne laisse pas de résidus et respecte les organismes utiles. Même si cette façon de semer la confusion revient un peu plus cher que la chimie, l'environnement y gagne. ■

LE FAMEUX FER DU MONT NIMBA

Les activités minières n'ont pas été abordées au Sommet de Rio en 1992, mais il semble que l'on soit de plus en plus sensibilisé à leur impact sur l'environnement. Voilà des années que l'on parle du gisement de minerais de fer à haute teneur (66,5%) des monts Nimba, en Guinée, estimé à 350 millions de tonnes. Ce massif, qui culmine à 1752 m, est couvert d'une forêt pluviale qui abrite une flore et une faune uniques au monde. Réserve naturelle depuis 1944, il a été accepté comme Réserve de la biosphère par l'Unesco en 1980 et inscrit sur la liste du Patrimoine mondial en 1981. Les besoins en



fer de la planète justifient-ils une exploitation très contestée par les écologistes? La Chine, l'ex-URSS et le Brésil, à eux seuls, en fournissent chaque année 550 millions de tonnes; Nimba n'en produirait que 9 millions de tonnes (soit 1% de la production mondiale). Bien que l'Unesco ait récemment accepté de modifier le site protégé pour en exclure la future mine, il est à craindre que l'afflux de population qu'entraînerait son exploitation ne porte atteinte à la nature. ■

TOUS LES ŒUFS DANS LE MÊME PANIER

La branche néo-zélandaise du Fonds mondial pour la nature (WWF) a découvert que, contrairement à une opinion largement répandue chez les scientifiques, l'identité génétique ne menace nullement la survie d'une espèce. Exemple: le miro des Chatham (*Petroica traversi*), un oiseau de la famille des gobe-mouches. Au début des années 80, il en restait cinq. On en compte maintenant 150, qui descendent tous d'un même couple. Ils vivent sur deux petites îles de l'archipel des Chatham, situé à l'Est de la Nouvelle-Zélande. ■

MAFIA ET DYNAMITE NE FONT PAS BON MÉNAGE

En avril 1995, la République-Unie de Tanzanie a créé le parc marin de l'île de Mafia, à 120 km au sud de Dar es-Salaam. Riche en récifs coralliens et en champs d'algues, entourée d'une série d'îlots, Mafia appartient à l'écosystème du delta de Rufiji. La pêche à la dynamite et à la seine, la collecte des coquillages et du corail pour la production de chaux et de matériaux de construction ont nui à l'environnement. Au terme d'une étude entreprise depuis 1991, sous l'impulsion du Fonds mondial pour la nature (WWF), les autorités ont délimité des zones de protection réglementées. Encore faut-il que la population renonce à ses méthodes dévastatrices. ■

LE SPHINX TRIOMPHE DE LA ROUTE

Le gouvernement égyptien a accepté la proposition de l'Unesco de modifier le tracé de l'autoroute à huit voies qui devait traverser le

site protégé du plateau des pyramides, au sud du Caire. Le plateau de Gizeh figure, en effet, sur la liste du Patrimoine mondial. Les pyramides et le sphinx ayant déjà beaucoup souffert de l'érosion due au climat, à la circulation et à la pollution de l'air, les gaz d'échappement et les vibrations auraient représenté une menace supplémentaire. ■

PHOSPHATES: INNOCENTS OU COUPABLES?

Les Agences françaises de l'eau, qui gèrent les ressources en eau potable des régions, ont lancé un appel pour bannir les triphosphates des lessives, responsables, selon elles, d'une part importante de l'eutrophisation de l'eau (manque d'oxygène, coloration verte ou brune, et prolifération d'algues microscopiques). Si les grandes stations d'épuration peuvent déphosphater les effluents urbains, beaucoup d'eaux usées se retrouvent dans la nature sans traitement. Une convention a été signée, en 1991, entre le ministère de l'Environnement et les industriels pour limiter à 20% la teneur en phosphates des lessives. Mais la France est l'un des plus gros consommateurs de lessives en même temps que le premier producteur européen de phosphates. En Suisse, au Canada et en Norvège, les phosphates sont interdits. ■



UNE NOUVELLE RACE D'ÉLEVEURS AMÉRICAINS

Lorsqu'au siècle dernier, les ancêtres de Wendy et de Warner Glenn s'installèrent à l'extrême sud-est de l'Arizona, entre le Nouveau-Mexique et la frontière mexicaine, nul ne parlait d'écologie. En 1960, quand le couple reprend le *ranch*, tout est beaucoup plus compliqué. Les écologistes critiquent les éleveurs et se plaignent de la dégradation des pâturages. D'autre part, environ la moitié du demi-million d'hectares quasi déserts de la région sont la propriété de l'Etat. Ses rares habitants se sentent victimes de tracasseries administratives. On veut, par exemple, leur interdire de mettre le feu aux prairies, alors que depuis des millénaires le feu assure le renouvellement et la qualité des pâturages et empêche notamment les buissons de mesquite (*Prosopis juliflora*) de proliférer.

Les éleveurs ne tardèrent pas à se rendre compte qu'ils ne parviendraient à rien s'ils n'unissaient pas leurs forces. En 1993, 35 éleveurs fondent une association à but non lucratif, le Malpai Borderlands Group: «Notre but, déclarent-ils, est de rétablir et d'entretenir les processus naturels qui contribuent à un paysage sain, non morcelé, où une communauté variée et prospère d'humains, de plantes et d'animaux peut trouver ce dont elle a besoin pour vivre.» Après 80 ans d'interdiction, les feux de prairie ne sont plus systématiquement combattus et le premier brûlis a été autorisé: l'herbe pousse et les fleurs sauvages réapparaissent.

Le Malpai Group mène aussi un programme de protection des espèces menacées. Premier bénéficiaire: le crapaud léopard Chiricahua. Pendant une longue période de sécheresse l'année dernière, un éleveur a déversé 4 000 litres d'eau par semaine dans une mare pour leur permettre de survivre. Le Malpai Group a, par la suite, investi dans des puits et des pompes pour que ces animaux ne manquent jamais d'eau. En outre, ces *cowboys* avisés ne cessent de déplacer leurs troupeaux pour éviter le surpâturage. Ils ont recours à une «banque d'herbe»: pâtures mises par les *ranchers* à la disposition de ceux dont les vaches n'ont plus rien à manger. Ce qui évite la division des terres et donne à l'herbe le temps de repousser.

Le Malpai Group travaille aussi avec un botaniste de Tucson, Ray Turner, qui étudie la flore de la région depuis 40 ans et en évalue les modifications, grâce à des photos prises il y a un siècle. Si la tentation est forte, pour certains éleveurs, de vendre leur ranch parce que la vie est trop difficile, le Malpai Group veille à ce que les nouveaux acheteurs respectent l'environnement en empêchant le développement anarchique de leurs splendides vallées sauvages par des affairistes avides de profit, le morcellement des terres, les lotissements, l'invasion des touristes, les théories de voitures, l'industrialisation et la pollution.

En 1994, le Malpai Borderlands Group a reçu le prix du Président de l'organisation non gouvernementale Nature Conservancy (Protection de la nature) pour la bonne gestion de son écosystème. ■

Malpai Borderlands Group, 6226 Geronimo Trail Road,
P.O. Drawer 3536, Douglas,
AZ 85608 Etats-Unis d'Amérique.
Tél.: (602) 558 2470, Télécopie: (602) 558 2314.



LES ENFANTS À LA RECHERCHE DE LA PAIX

Le Costa Rica, les Iles Cook, la Grèce, la Grenade, le Royaume hachémite de Jordanie, la Thaïlande et le Zimbabwe ont chacun abrité, de mai à octobre, un festival pour enfants organisé conjointement par le Programme pour une culture de la paix et le Système d'écoles associées de l'UNESCO. Dans chaque pays, des enfants âgés de 11 à 13 ans se sont réunis, avec leurs professeurs, pour débattre des meilleurs moyens de promouvoir autour d'eux une culture de la paix. Un ensemble multimédia à usage pédagogique international destiné aux classes du primaire et du secondaire sera par la suite élaboré à partir de leur travail. Les sept Appels rédigés, ainsi que les diverses représentations des moments les plus marquants de ces festivals réalisées par ces enfants, seront exposés pendant toute la durée de la 28^e Conférence générale de l'UNESCO, du 25 octobre au 16 novembre, au siège de l'UNESCO, à Paris, sous le titre générique «Autour de la planète: les Enfants en quête d'un monde en paix».

SOMMET MONDIAL POUR L'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Depuis 1951, la Société internationale pour l'éducation par les arts (International society for education through art — INSEA), organisme affilié à l'UNESCO, défend la place de l'art dans les systèmes éducatifs. Elle organise, du 8 au 14 juillet 1996, au Palais des Congrès de Lille (France), sous le patronage de l'UNESCO, le 29^e Congrès mondial pour l'éducation artistique. Celui-ci réunira, autour du thème «Art, science et environnement au 3^e millénaire: Divorce et Réconciliation», des centaines de professeurs, chercheurs, artistes, philosophes et historiens d'art au cours de quelque 350 conférences, débats, tables rondes et ateliers. Ils seront appelés à dresser un bilan de l'éducation artistique sous toutes ses formes et à en définir les grandes lignes directrices pour l'avenir. Salon du livre d'art, expositions venues de tous les continents, récital donné par Barbara Hendricks, spectacle de Philippe Decoufle, concert de Jean-Claude Casadesus... constitueront le cadre artistique de ce Sommet.

Renseignements:

Bureau organisateur du 29^e Congrès mondial, INSEA, Université de Lille III, Maison de la Recherche, BP 149, 59 653 Villeneuve d'Ascq, France.
Tél.: (33) 20 33 65 08. Télécopie: (33) 20 33 64 60.
E-mail: insea@univ-Lille3.Fr.

CARACAS, CAPITALE 1995 DU THÉÂTRE

Du 24 au 30 juin 1995, l'Institut international du théâtre (IIT) a tenu, sous les auspices de la Décennie mondiale du développement culturel UNESCO, son 26^e Congrès à Caracas (Venezuela) autour du thème: «La chute des utopies et le nouveau millénaire.» Un colloque sur le même thème a réuni d'éminents dramaturges, parmi lesquels le prix Nobel de littérature Wole Soyinka (Nigéria), Emilio Carballido (Mexique), Enrique Buenaventura (Colombie), et Isaac Chocrón (Venezuela). Des centaines d'artistes dramatiques, venus des 93 pays membres de l'IIT, ont pris part à de nombreuses manifestations artistiques, au nombre desquelles la Rencontre internationale des écoles du théâtre, qui constitue la première session en Amérique latine de l'Université du Théâtre des Nations-Albert Botbol.

Renseignements:

Institut international du théâtre, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15 (France).
Tél.: (33-1) 45 68 26 50. Télécopie: (33-1) 45 66 50 40.
Câble: INTHEAT.

ARTISTES ET CRÉATEURS POUR LA PAIX

Pour célébrer la fin de la Seconde Guerre mondiale, le cinquantenaire des Nations Unies et commémorer les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, l'association française «Le Mouvement de la paix» a réalisé à Montluçon (France) une exposition pluridisciplinaire intitulée «1995: Pour une culture de paix». Plus de 250 œuvres d'artistes de près de 20 pays, regroupées en trois volets — «Les bannières de la paix» (peinture et poésie), «Image de paix» (photographie et poésie) et «1945-1995 Hiroshima, une image pour la paix» (affiches) — ont été exposées. Une exposition itinérante de copies exécutées à partir des maquettes originales circulera dans le monde jusqu'à la fin de 1996. Elle s'est déjà arrêtée à Locarno (Suisse) et Hiroshima (Japon).

Renseignements:

«Le Mouvement de la paix»,
139, boulevard Victor Hugo, 93 400 Saint-Ouen, France.
Tél.: (33-1) 40 12 21 21. Télécopie: (33-1) 40 11 57 87.

ART CONTEMPORAIN AU PALAIS DES NATIONS

Le secrétariat du 50^e anniversaire de l'ONU a confié à l'Association française d'action artistique (AFAA) l'organisation, au Palais des Nations, à Genève (Suisse), d'une exposition

internationale d'art contemporain en plein air, intitulée «Dialogues de paix». Cette exposition visait à mettre en valeur l'importance du respect et de la survie des cultures nationales pour la coexistence pacifique entre les peuples. Du 2 juillet au 26 octobre 1995, plus de cinquante artistes, jeunes ou de renommée internationale, venus des cinq continents, ont exposé leurs peintures, sculptures, installations, photographies, vidéos, spécialement conçues pour la circonstance. L'exposition a fait l'objet d'un catalogue édité par l'AFAA, dont la préface porte la signature du Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

Renseignements:

AFAA, Rue du Môle 38 bis, CH-1201 Genève, Suisse.
Tél.: (41-22) 789 15 57 ou 738 50 70.
Télécopie: (41-22) 901 09 09.

LE «PRIX DU CINQUANTAIRE DE L'UNESCO ET DE L'ONU»

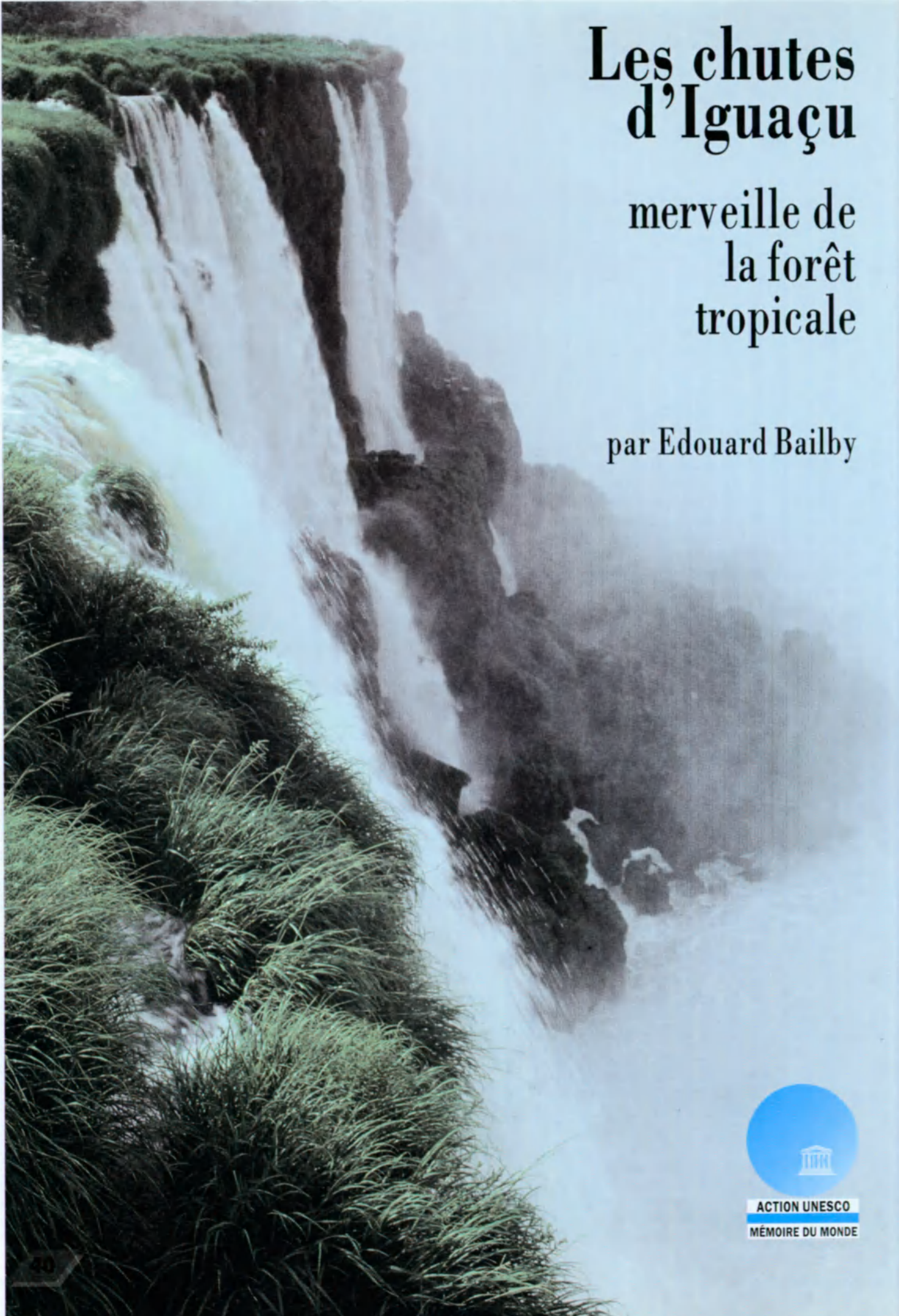
Parmi les vingt films en compétition au Festival international de Locarno (Suisse), le «Prix du Cinquantenaire de l'UNESCO et de l'ONU» a été attribué, le 13 août 1995, à Chen Yu-Hsun (Taiwan) pour *Redai Yu*. Dans son film, ce réalisateur de 33 ans aborde, avec beaucoup d'humour et de fantaisie, les thèmes difficiles de la tolérance et du respect de la dignité humaine. Chen Yu-Hsun a reçu à cette occasion la médaille Fellini de l'UNESCO marquant le centenaire du cinéma.

PAROLES D'ÉTHIQUE: UNE NOUVELLE PUBLICATION DE L'UNESCO

La «Lettre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO», *Parole d'éthique*, lancée en mai 1995, est appelée à devenir, selon la formule du Directeur général de l'UNESCO, «un lieu de débat et d'échanges ouvert à tous les comités d'éthique dans le monde et aux instances assimilées, dont la vocation est notamment de développer un programme de recherche, d'éducation et d'information». Diffusant des textes de réflexion aussi bien que des informations pratiques (réunions internationales, publications, adresses), ce bulletin bilingue (français et anglais) de liaison participera dorénavant aux efforts déployés par le Comité international de bioéthique (CIB) de l'UNESCO pour définir, à l'échelle mondiale, les grands principes qui doivent accompagner l'évolution de la génétique.

Renseignements:

Paroles d'éthique, Unité de bioéthique, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France.
Tél.: (33-1) 45 68 38 03. Télécopie: (33-1) 45 67 39 15.



Les chutes d'Iguaçu

merveille de
la forêt
tropicale

par Edouard Bailby



ACTION UNESCO
MÉMOIRE DU MONDE

Les chutes d'Iguaçu, à cheval entre l'Argentine et le Brésil, sont l'une des merveilles naturelles du monde. Elles sont l'attraction majeure du Parc national d'Iguaçu (en espagnol Iguazú), inscrit sur la liste du Patrimoine mondial.

Les 275 cataractes que forment les eaux du rio Iguazu, à la frontière du Brésil et de l'Argentine, soulèvent au-dessus de la région un nuage de vapeur permanent.

Pourquoi ces chutes uniques au monde? Long de 1320 km, le rio Iguazu prend sa source dans le sud du Brésil. Vingt-huit kilomètres avant de rejoindre le Paraná, deuxième fleuve du pays après l'Amazone, l'Iguazu s'étale sur 1200 m. Puis il tombe soudain, d'une hauteur de 80 m, dans une gorge, ou *canyon*. Comme folles, les eaux d'une blancheur éclatante dessinent une immense succession de cataractes en forme de fer à cheval qui s'étendent sur une longueur de 2,7 km et dont les sinuosités coupent et recoupent la forêt. Spectacle époustoufflant! Ce sont 1700 m³ d'eau par seconde en moyenne, parfois 6500, qui s'écroulent dans le lit du canyon. A plusieurs kilomètres à la ronde, on entend le fracas sauvage.

Bien avant l'arrivée des Espagnols puis des Portugais, au 16^e siècle, la région appartenait aux Guaranis. Iguazu signifie en guarani «les grandes eaux». L'histoire raconte qu'une tribu de ce peuple tout-puissant, les Caiangués, vénérât Tupâ, le Dieu Suprême, et son fils M'Boi, le Dieu Serpent. Apprenant que Tarobá, jeune guerrier d'une tribu voisine, épris de

l'indienne Naipi, s'était enfui avec elle sur une pirogue, M'Boi entra en colère. De toute la puissance de ses muscles, il fendit la terre, érigeant ainsi les gorges du rio Iguazu. Emportée par les cataractes, la pirogue disparut dans les eaux tumultueuses. Tarobá se changea en palmier et Naipi devint une roche pétrifiée au pied des chutes. Pour être certain que les deux amoureux ne pourraient jamais plus s'enlacer, M'Boi s'enterra debout jusqu'au cou dans une grotte du canyon afin de les surveiller.

PROMENADE SUR LES EAUX

Jour et nuit, les eaux du fleuve coulent à une vitesse vertigineuse entre les franges vertes de la forêt tropicale. Dans les arbres des alentours, des toucans, des perroquets, notamment l'ara glauque, une espèce menacée, et des perruches, des oiseaux aux milles cou-

leurs chantent, bougent, volent entre les branches. Des singes aussi vivent là, tout comme les grands papillons bleus qui battent des ailes en silence. Apeurés par la présence de l'homme, les fauves sont plus rares, mais des élans, des daims, des porcs sauvages et d'autres mammifères des tropiques traversent parfois les sentiers que parcourent les visiteurs.

Inscrit depuis le 28 novembre 1986 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Parc national d'Iguazu se compose de deux parties: l'une de 1750 km², en territoire brésilien; l'autre de 550 km², en territoire argentin, sur la rive gauche du fleuve. Pour aller de l'une à l'autre, un pont enjambe depuis quelques années le rio Iguazu en aval des cataractes. Aucun visiteur ne saurait s'abstenir de visiter les deux côtés, fort différents d'aspect. Si la *Garganta do Diabo* (la





Gorge du Diable), au Brésil, est le point le plus impressionnant, on ne peut en avoir une vue panoramique qu'à partir de l'Argentine. Des sentiers dans la forêt et même une passerelle de 117 m de long, qui s'avance sur les eaux, permettent d'admirer le canyon dans toute sa splendeur. L'année dernière, ils ont été 970 000 touristes à payer un droit d'entrée de deux dollars pour pénétrer dans le Parc naturel d'Iguaçu (en espagnol: Iguazú).

En suivant du côté brésilien une route de terre qui descend à travers la forêt vers le rio Iguazu, on arrive à un petit embarcadère. Là, un canot pneumatique attend les visiteurs pour une promenade extraordinaire de 40 minutes. Spécialement conçu à cet effet, il peut transporter une dizaine de passagers assis, munis de leur bouée de sauvetage. Le démarrage est foudroyant. Solidement

amarré à son siège, le pilote est obligé de remonter à 80, parfois même à 100 km à l'heure, les eaux du canyon, pour vaincre la force du courant et se frayer un chemin entre les tourbillons et les rochers. Emporté dans sa course, le canot, la proue redressée presque à la verticale, bondit, retombe, puis repart à l'assaut du fleuve, avant de se faufiler doucement au pied de la chute de Macuco dont les myriades de gouttelettes forment une nuée transparente.

LES DANGERS DU TOURISME

Le tourisme peut-il nuire à l'environnement? Jusqu'à présent tel n'a pas été le cas, Brésiliens et Argentins ayant pris en commun des mesures indispensables pour protéger la nature. Mais il suffirait d'une initiative malheureuse de l'une ou l'autre partie pour remettre en cause le fragile équilibre de la forêt. Déjà, le survol quotidien des cataractes par des hélicoptères promenant des touristes soulève des polémiques.

En fait, Brésiliens et Argentins sont d'abord soucieux de protéger le

Parc contre le braconnage et l'abatage clandestin des palmiers. La nuit, des hommes s'infiltrent clandestinement dans la forêt pour chasser le gibier ou pêcher le saumon dans les eaux du rio Iguazu. D'autres font le commerce des cœurs de palmiers qu'ils cueillent au Brésil et revendent en Argentine à un prix plus élevé. La contrebande a diminué grâce à la présence des gardes-forestiers, mais leur nombre reste insuffisant — une cinquantaine tout au plus — pour surveiller un territoire de 2 300 km². Les incursions des braconniers sont facilitées par le fait que le Parc n'est pas entouré d'une zone-tampon. En effet, lorsqu'il a été créé en 1939, souligne José Carlos Ramos, chef du Parc brésilien, cette notion de protection d'une réserve naturelle n'existait pas encore.

Défenseur farouche de l'environnement, le journaliste brésilien Jackson Lima, soutenu par ses confrères argentins, s'insurge de son côté contre les projets de sociétés privées attirées par l'appât du gain. C'est ainsi qu'une multinationale veut illuminer les cataractes la nuit. Coût des tra-

EDOUARD BAILBY,

de France, ancien grand reporter à l'hebdomadaire *L'Express* et attaché de presse à l'UNESCO, est l'auteur de guides sur *Cuba* (4^e éd. 1993) et la *Hongrie* (1991), tous deux parus aux éditions Arthaud (Paris).

vaux: 1,4 million de dollars. «Pour faire quoi? Griller les oiseaux avec la chaleur des lampes? demande-t-il. Nous avons chaque mois le clair de lune, c'est tellement plus beau!» Une autre société propose de dresser une tour de 70 mètres de haut, avec un restaurant giratoire, pour contempler les ebutes d'eau. Une troisième préférerait construire un petit chemin de fer, genre Disneyland, qui contournerait les cataractes.

Depuis une vingtaine d'années, 85% de la couverture forestière des rives du Paraná ont été détruits pour faire place à des cultures de blé et de soja. Situé de part et d'autre du rio Iguaçu, le Parc national est devenu par la force des choses une véritable île qui a sauvé pour l'essentiel sa flore et sa faune. Mais un nouveau projet de développement inquiète particulièrement José Carlos Ramos. Pour raccourcir de 140 km la distance entre deux petites villes brésiliennes, Capanema et Medianeira, certains veulent ouvrir une route asphaltée qui couperait le Parc en son milieu du sud-est au nord-ouest. «Je continuerai à m'y opposer de toutes mes forces, Iguaçu est intouchable», affirme-t-il. Malheureusement, les ressources humaines et financières lui manquent pour maintenir les lieux en état.

UN PARI AUDACIEUX

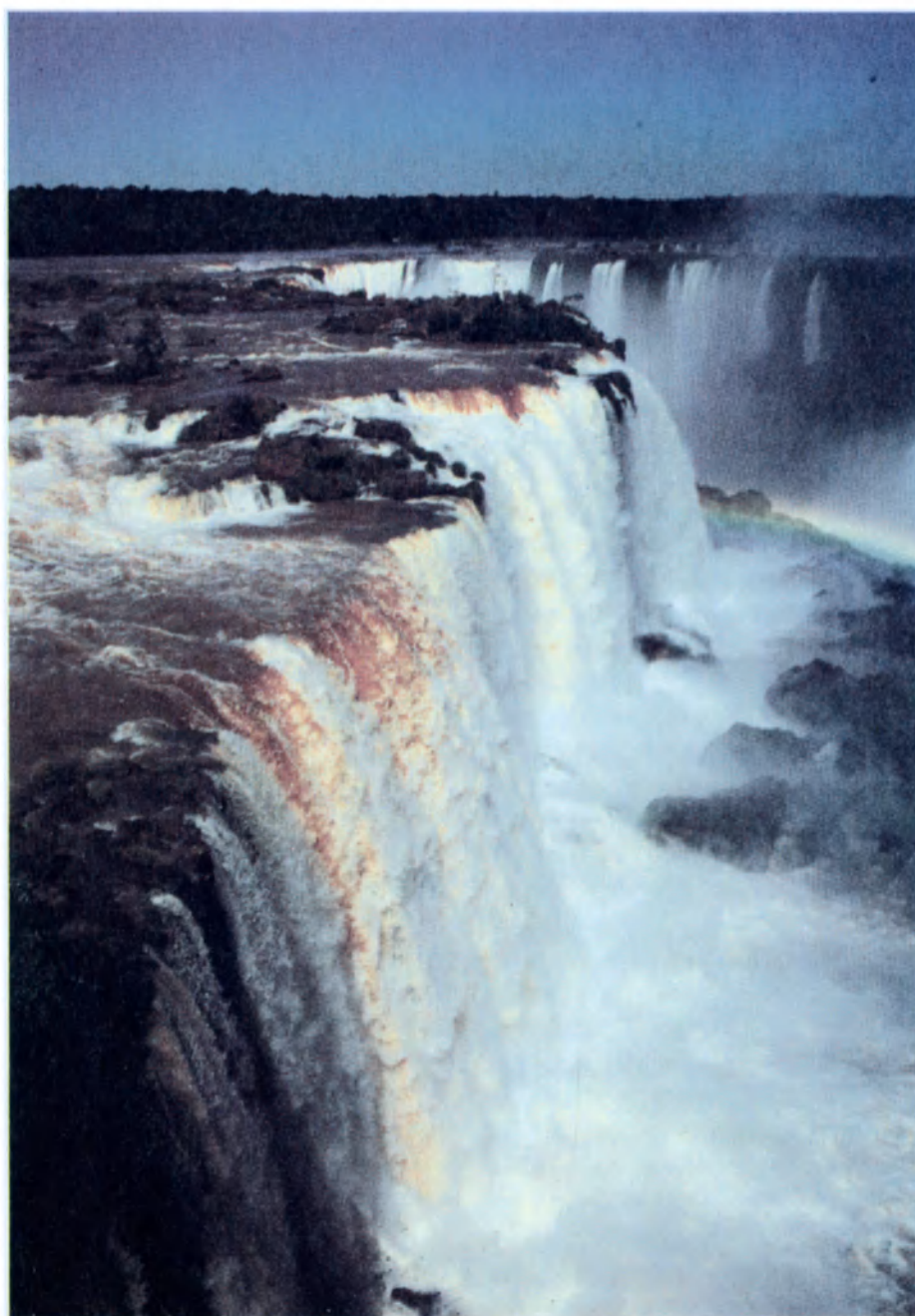
Il est d'autant plus indispensable d'améliorer le système de protection du Parc national d'Iguaçu qu'il se trouve à la croisée des frontières de trois pays: Argentine, Brésil et Paraguay. A une trentaine de kilomètres des cataractes, la ville brésilienne de Foz do Iguaçu est passée de 30 000 habitants au début des années soixante, lorsque les travaux de la centrale hydro-électrique d'Itaipu, la plus puissante du monde, ont été entrepris à 20 km au nord sur le rio Paraná, à plus de 200 000 aujourd'hui. Troisième pôle touristique du Brésil, après Rio de Janeiro et São Paulo, elle compte 160 hôtels de toutes les catégories. Mais les deux tiers ne sont pas occupés par les touristes qui viennent admirer les cataractes. Ce sont plutôt des voyageurs en transit, les *sacoleiros*, qui franchissent le Pont de l'Amitié,

à une demi-douzaine de kilomètres, pour faire des achats dans les milliers de magasins hors-taxe de la ville frontalière de Ciudad del Este au Paraguay. Certains jours, le mercredi et le samedi surtout, le délai d'attente en voiture est de quatre heures pour traverser le rio Paraná. En 1994, ils ont été 4,1 millions!

La tentation est grande à Foz do Iguaçu, au Brésil, tout comme à Puerto Iguazú, en Argentine, de tirer profit de ce commerce plus ou moins clandestin, tout en sauvegardant l'environnement naturel du Parc national. Pari audacieux qui nécessitera une concertation permanente entre les autorités des deux pays. En

juin dernier, 270 voyageurs du monde entier se sont réunis pendant quatre jours à Foz do Iguaçu pour étudier les moyens d'attirer un nombre plus élevé de touristes dans cette région située au cœur du Mercosur, le marché commun de quatre pays sud-américains (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), mis en place en janvier 1995. Outre les cataractes, que proposer aux touristes pour qu'ils restent plus de 48 heures sur les rives du rio Iguaçu?

Le débat risque d'être animé entre les défenseurs de l'environnement et les partisans du développement. «Nous aurons besoin de l'UNESCO», affirme José Carlos Ramos. ■



La route du blues

par Isabelle Leymarie

Forme musicale négro-américaine issue, à la fin du 19^e siècle, des chants de travail des plantations de coton, le blues a fécondé le jazz, puis la musique rock, avant de faire le tour du monde. Un livre récent, *La route du blues*, entraîne le lecteur dans un voyage aux sources. Isabelle Leymarie raconte.

Les *field hollers* sont les cris et les appels modulés, vibrant dans l'air brûlant, que lançaient, avec leurs sautes de voix, les esclaves dans les champs de coton du sud des États-Unis. Le blues, né de là, est l'une des formes de musique les plus originales du Nouveau Monde et l'une des plus vigoureuses. C'est sous le titre révélateur de *The Blues People* (Le peuple du blues) que l'écrivain LeRoi Jones désigna les Noirs de son pays, dans son livre devenu un classique de la littérature afro-américaine.

C'est du blues, et de son avatar urbain le *boogie-woogie*, qu'est né le *rock'n'roll*: Elvis Presley, Vince Taylor, The Rolling Stones ou Eric Clapton n'auraient pu exister sans le blues, et le jazz se retrempe constamment dans le terreau fécond de cette musique, ainsi que dans celui, plus sacré, du gospel, qui entretient d'étroits liens avec le blues. La fameuse *blues scale* (gamme du blues), caractéristique de la musique afro-amé-

ricaine, et qui lui confère sa couleur particulière — celle des notes «écrasées» (*mashed*) — était, pour les esclaves déracinés, une façon de retrouver, sur des instruments différents des leurs, les gammes africaines non tempérées. Le blues fut d'abord chanté dans les zones rurales par des hommes souvent solitaires s'accompagnant à la guitare, puis urbanisé au fur et à mesure que l'adoptèrent les artistes de *vaudeville* (music-hall) et les maisons de disques. Avec les migrations massives des Noirs vers le Nord, il se codifia progressivement et allait être interprété par des orchestres.

Le blues standard comporte aujourd'hui douze mesures, avec une modulation caractéristique sur la cinquième mesure. Mais plus qu'une structure, plus qu'un canevas harmonique particulier, le blues est avant tout une atmosphère, un mode de vie, une émotion. Il faut, affirment les musiciens, avoir vécu le blues pour pouvoir le jouer, avoir souffert, trimé, bourlingué, aimé, payé son écot envers la vie (*paid one's dues*).



De la Nouvelle-Orléans à Chicago

La route du blues retrace les pérégrinations des «bluesmen» le long du Mississippi, depuis La Nouvelle-Orléans, Baton Rouge et les campagnes de la Louisiane jusqu'à Chicago, point d'aboutissement de l'immense vague de migration, et, aujourd'hui encore, capitale du blues. Ce livre vivant, intelligemment conçu, illustré par de somptueuses photographies, nous permet de découvrir les multiples facettes de l'univers du blues et ses différences stylistiques régionales, souvent méconnues du profane. Il nous convie, à l'instar des musiciens, à remonter le cours du fleuve majestueux, à en explorer les recoins insolites et cachés. Après la fantasmagorie des bayous et la plaine monotone menant du lac Pontchartrain à la capitale de la Louisiane, nous arrivons dans l'État du Mississippi, avec l'impressionnant Delta, auquel se mêlent les eaux de la rivière



Dans le quartier français de la Nouvelle-Orléans en Louisiane (Etats-Unis).

Yazoo, et traversons Natchez, Greenville, Greenwood et les divers villages ou bourgades où vécurent certains artistes célèbres. Nous visitons Indianola, Itta Bena, Tutwiler, Clarksdale, Memphis — où planent encore les ombres d'Elvis Presley, de Martin Luther King, de Beale Street, renommée pour ses clubs de blues, et de Stax, la grande marque de disques de la *soul music* — Saint Louis, Detroit et Chicago.

Nous découvrons les paysages ruraux et urbains, l'ambiance contrastée des divers lieux, avec leurs bars, leurs «saloons» et leurs tripots parfois décrépits mais animés d'une vie intense, leurs églises pimpantes, leurs quartiers résidentiels, écrasés sous la chaleur en bordure de routes ou enfouis sous une luxuriante végétation. Ces descriptions imagées sont entrecoupées par des portraits et des interviews de musiciens, de producteurs de disques ou d'autres personnalités associées à l'histoire du blues: du boxeur et pianiste Champion Jack Dupree, de Fats Domino, Professor Longhair, Slim Harpo, Leadbelly — figure

légendaire, rencontré par le musicologue John Hammond au pénitencier d'Angola, en Louisiane, et l'un des premiers à employer, comme certains Mexicains séjournant dans le Sud, la guitare à douze cordes —, Lightnin' Hopkins, «Blind» Lemon Jefferson, Willie Dixon, Charley Patton, Robert Johnson, B.B. King, Sonny Boy Williamson, Elvis Presley, Al Green, Muddy Waters. Nous y découvrons des êtres tour à tour extatiques, désabusés, pensifs, joviaux, bienveillants, jubilants, goguenards, aristocratiques, empreints d'une riche

LIVRE

LA ROUTE DU BLUES

par David Ausseil et Charles-Henry Contamine
photographies de Denis Chapoullié
préface de Ahmet Ertegun

éditions d'art J. P. Barthélémy
Besançon (France) 1995
383 pages
N° ISBN: 2-909 413-17-9

humanité, et, bien sûr, la musique, omniprésente, défiant l'adversité et la discrimination, jaillissant, comme sur les vues de Chicago, dans les terrains vagues ou au milieu de la rue.

Le tour du monde

L'ouvrage comporte également un historique détaillé des premiers enregistrements, comme le «Crazy Blues» de Mamie Smith, paru sous la marque de disques Okeh, réservée aux Noirs, et qui se vendit à 75 000 exemplaires en l'espace d'un mois, les succès de Bessie Smith, «impératrice du blues», et le développement des *minstrel shows*. Certaines pages évoquent l'alcool, les femmes et le jeu, peuplant l'imaginaire humoristique et tourmenté du blues. D'autres sont consacrées aux trains, ces trains mystérieux, affublés de surnoms familiers: «The Southern», «The Dog», qui emportaient émigrants et trimardeurs vers des lointains incertains, et qui jouent un rôle essentiel dans les textes du blues; d'autres, encore, au coton et au Mississippi, thèmes également prépondérants, au vaudon, transplanté en terre sudiste sous le nom de *mojo*, à la migration, à la religion et à ses points de jonction avec le monde profane, aux disques Chess, l'une des premières marques importantes du blues urbain.

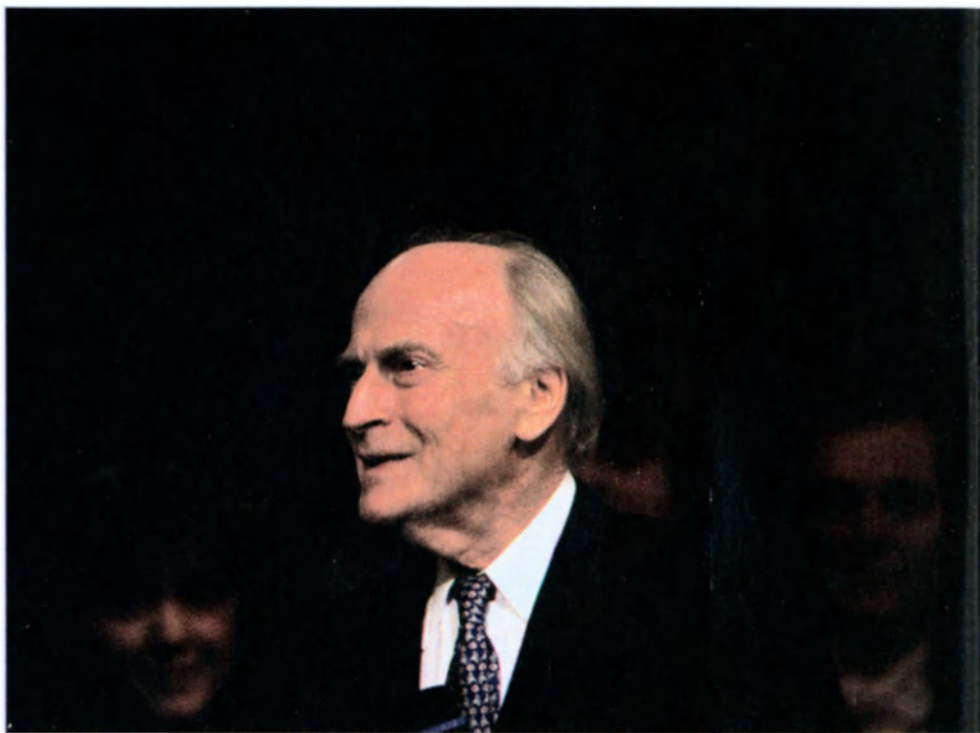
La saisissante saga du blues ne s'est pas arrêtée sur les rives du lac Michigan, et le langage de cette musique est devenu international. Ahmet Ertegun confie dans la préface l'émotion qui l'étreignit en entendant à Bodrum, en Turquie, un guitariste anonyme égrener avec passion les notes lancinantes d'un blues de Muddy Waters. Et les auteurs du livre rapportent que «de retour d'une tournée en Europe avec Howlin' Wolf pendant le *Blues Revival*, le toujours inspiré Hubert Sumlin était resté médusé par le culte que leur vouaient les guitaristes anglais: "Quand nous sommes arrivés là-bas, je n'en suis pas revenu. Ils en savaient plus sur notre compte que nous-mêmes, ou presque!"».

ISABELLE LEYMARIE,
musicologue franco-américaine.

YEHUDI MENUHIN

répond aux questions de
Martine Leca

Enfant prodige, violoniste génial, un des premiers de ce siècle, Yehudi Menuhin a aussi abordé la direction d'orchestre, assuré la direction artistique de plusieurs festivals de musique, et fondé une école de musique au Royaume-Uni. Homme de paix, il a joué pour la Croix-Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale et n'a jamais hésité à s'engager corps et âme en faveur des droits de l'homme. Président du Conseil international de la musique de l'UNESCO de 1969 à 1975, il est aujourd'hui ambassadeur de bonne volonté auprès de l'Organisation. Le projet Muse qu'il a créé vise à l'éducation pour la paix par la musique chez les enfants d'Europe. L'un de ses livres, *L'Art, Espoir pour l'humanité* (Buchet/Chastel, Paris, 1987) est un manifeste de son engagement au service de la paix et de la réconciliation.



■ A l'âge de sept ans, vous donniez votre premier concert. Comment avez-vous assumé ce don qui vous entraînait si loin?

— Je l'ai assumé avec naturel. Plus tard, la pratique quotidienne du yoga — où le corps devient une racine plongeant à la fois dans le ciel et dans la terre —, de même que ma nature fondamentalement solide, m'ont évité toute errance. De plus, j'avais la certitude que ma musique contribuait à rendre le monde meilleur. Ce fut mon premier désir, et le plus constant. Je n'avais pas pour ambition de devenir un virtuose, une machine à faire de la musique, mais de me mettre à l'écoute des autres et de servir d'intermédiaire pour révéler la joie qui est en nous. Jamais la technique n'a entravé mon âme. Au contraire, c'est elle, cette âme slave, riche d'un instinct séculaire, qui m'a fait jouer avec naturel.

■ On vous a surnommé «le Mozart du violon». Être un virtuose a-t-il été une source de contraintes?

— Mon père s'était fixé pour tâche de m'aider, de veiller à ma carrière.

Il n'y a aucune comparaison possible avec le père, despotique et vaniteux, de Mozart, qui présentait son génie de petit garçon aux cours françaises et étrangères. Ma cour ce fut, et c'est encore, le public qui vient élever son esprit, son âme, pour oublier les servitudes temporelles. Non, l'apprentissage du violon ne m'a jamais été une contrainte.

Il faut toujours que, de la tête au cœur, l'itinéraire soit direct. A sept ans, lorsque j'ai tenu mon premier violon, cet itinéraire était déjà tout tracé en moi. Cette rigueur, ces normes qui gouvernèrent mon enfance, je les dois à mon éducation et à ma nature. Je découvris ensuite le flottement, une certaine insouciance de la vie, car mon maître — Enescu¹ — m'a appris à jouer sans système, intuitivement. J'avais le titre de «jeune virtuose», j'allais de concert en concert, et cette envie de flotter, d'être un ballon, de découvrir l'émerveillement de la légèreté me poursuivait.

Mais cette légèreté, que je recherchais, se dissimulait dans la pesan-

« POUR LE BONHEUR DES AUTRES »

teur. Il me fallut vingt ans pour sentir le poids d'un doigt et le rapport de la musique — qui est une échappée de l'âme — avec la musculature. J'ai compris, alors, que la technique devait emprunter un parcours spirituel, qui intégrait le corps. Le corps est noble, il faut le faire vivre par la danse, le chant, la musique, et non pas le crucifier. Certaines civilisations l'ont compris, d'autres non.

L'art développe les sphères intellectuelles, physiques, imaginaires, sensibles et, par conséquent, tous les potentiels de l'être humain. Si nous n'utilisons qu'une partie de nos capacités, c'est parce que l'éducation ne va pas à la source. La musique est source d'équilibre et de tolérance. Elle doit entrer dans les écoles et s'y établir comme centre de l'épanouissement et support d'une nouvelle philosophie, notamment dans les classes primaires, avec le concours d'animateurs, de musiciens, d'experts, de compositeurs. L'éducation musicale, considérée jusqu'à présent comme optionnelle, peut changer le comportement social des gens.

■ Pourquoi dans les classes primaires plutôt qu'ailleurs ?

— La musique favorise la révélation, l'entente avec les autres et avec notre environnement. Elle nous permet de traduire notre relation au rythme terrestre et d'exprimer des émotions telles que la joie ou la douleur. La société dans laquelle nous vivons est rongée par des maux comme la consommation et le matérialisme à outrance. Face à elle, nos enfants sont, en quelque sorte, nos rédempteurs. Ils sont nos maîtres. L'authenticité de leur âme les fait réagir tout de suite à l'encouragement, à l'attention. Les écoles d'aujourd'hui regroupent souvent des enfants d'origines ethniques différentes. Et l'échange des mémoires, des cultures et des sensibilités est d'autant plus favorisé par cette pluralité des origines que l'enfant, par nature, n'a pas la tentation du rejet ethnique.

Il y succombe à l'âge adulte, selon l'obscurité de son cœur ou le crédit qu'il accorde à une information fictive — car la xénophobie fait partie

des fictions, repose sur des mythes. C'est l'adulte qui tue l'enfant. Dorénavant, l'enfant doit être le maître de l'adulte. Il faudra à l'enseignant (musicien, compositeur, professeur désireux de le former à l'écoute de son chant intérieur et de celui des autres) s'identifier avec lui, le respecter, ne pas le tromper avec de fausses réponses, des esquives, des silences. Un conducteur doit savoir que la route est son guide, qu'il doit adapter sa conduite à la route et non à son idée. Il ne s'agit pas de voir une ligne droite là où il y a un virage.

■ Vous dites volontiers avoir gardé une naïveté, une fraîcheur enfantine. Quelle est votre recette ?

— Tout simplement je ne me suis jamais laissé gagner par les idées négatives, le plaisir du mal et le dolorisme qui empoisonnent notre société ; je préfère le bonheur. Aussi n'ai-je aucun mal à me retrouver dans les souffrances, les jeux, et le regard, de centaines de millions d'enfants. Ces enfants assurant la continuité de l'humanité, ils devraient avoir une existence et une représentation propres, autonomes. Ils sont la source vive qui nous aidera à créer une humanité nouvelle. En un certain sens, ce monde adulte infanticide mérite la punition qu'il s'inflige à lui-même, tel le scorpion s'autodétruisant. Dans les périodes dites de paix — et ce dernier mot me semble ne plus correspondre à aucune réalité —, il consacre son énergie à préparer des guerres à venir.

Le partage reste le meilleur garant de la paix. Il faut encourager tout ce qui invite au partage — la musique, les arts —, et exclure tout ce qui est destructeur et nuisible à l'épanouissement de l'harmonie entre les hommes.

■ **Pensez-vous la musique capable de changer les relations humaines, d'infléchir l'homme vers la paix ?**

— Le partage reste le meilleur garant de la paix. Il faut encourager tout ce qui invite au partage — la musique, les arts —, et exclure tout ce qui est destructeur et nuisible à l'épanouissement de l'harmonie entre les hommes.

Durant la Seconde Guerre mondiale je n'ai cessé de jouer pour les soldats: c'était ma manière de résister. Le visage de ces hommes qui avaient vu la mort, qui allaient peut-être mourir demain, s'éclairait. C'était l'extase, cette extase qui est là, à portée de notre main — mais il faut vouloir la saisir, et la transmettre. La musique est l'antidote contre la criminalité. Les musiciens ne seront jamais des criminels, de même que ceux qui pratiquent vraiment les arts martiaux, car ils s'épurèrent de toutes pulsions négatives. Les énergies qui affluent en eux amplifient, enrichissent, leur relation au monde et à autrui.

Notre époque n'enseigne pas la

Il y a en nous beaucoup d'énergies inutilisées, contrariées, voire gâchées, notamment par l'obsession — très occidentale — du matériel. Nos pires actions nous sont dictées par le désir de sécurité et par la peur.

transcendance, le dépassement. La musique et le chant, si. Le chant relie, il accorde le corps et l'esprit. Il unit aux autres, il crée une symbiose. Chacun doit s'adapter au rythme, aux notes. L'effet produit sur les émotions, sur l'intellect est collectif. Le chant et la musique ne relèvent pas de la consommation: ils sont intégrés à la vie.

■ **Cette extase, cette sublimation que vous connaissez en jouant, ne vous éloigne-t-elle pas de notre monde?**

— Toute œuvre d'art, ou toute interprétation d'une œuvre d'art, se déroule forcément hors de la vie et du temps réels. La plupart des spectacles du 20^e siècle cherchent à restituer sur scène, de manière expressionniste, la tragédie du monde, à nous montrer le sang réel qui coule et les occupations réelles des hommes. L'art, si désireux qu'il soit de se rapprocher du modèle véritable, ne peut pas — ne doit pas — coïncider avec lui. L'art est sublimation.

Les émotions doivent être distillées. Mozart savait nous faire écouter et voir des événements terribles que l'on pouvait écouter, filtrés par l'art, dans un salon tout en les ressentant profondément. Si l'art se mêle de reproduire la réalité sur scène, il devient une sorte de reportage sorti des écrans de télévision. Or, l'art a mieux à faire. Il remplit une fonction salvatrice. Le rôle de l'artiste est de guider l'être humain, trop enraciné dans les contingences matérielles, vers l'extase. C'est-à-dire extirper l'être social de son carcan pour le plonger dans cette vie intense qu'exprime l'œuvre d'art et que donne en partage l'interprète. Telle est la nature du lien avec le public: une extase partagée née dans un esprit d'abnégation. La beauté et le calme du détachement qui vous habitent alors, vous voulez en envelopper l'auditoire. C'est le bonheur d'éprouver une extase naturelle à

l'heure où les extases artificielles sont à la mode.

J'ai toujours aimé éprouver cette sensation sublime, la diffuser autour de moi. C'est un état paradoxal, à la fois très réel et hors du temps présent, inactuel. Les Russes vivent cet état au quotidien; ils se dépassent ainsi. Ils ont un don pour le drame. Leur vie quotidienne est depuis toujours si imprégnée de tristesse et d'horreurs qu'ils s'en échappent dans le monde des arts et celui-ci les élève au-dessus de toute cette détresse et les fait vivre. Et c'est avec une intensité invraisemblable que leurs chants, leurs danses et leur musique incorporent, et traduisent en une véritable force de vie, les éléments de leur drame quotidien.

J'ai voyagé avec eux pendant la guerre. Chanter ou réciter des poèmes était leur façon de résister. Ainsi s'exprimait chez eux une culture spontanée, indépendante de l'école, née de la douleur mais aussi d'une espérance indomptable. C'est l'exemple que nous donnent les survivants des camps de concentration: la vie qui continuait d'habiter certains d'entre eux était inexplicable étant donné leur état d'usure physique et mentale. Ces gens ont lutté et ils ont survécu. Mes parents, juifs d'origine russe, incarnaient bien ce mélange de profonde mélancolie et d'espérance tenace.

■ **Ce mystère, que vous semblez côtoyer familièrement, est-il d'origine religieuse?**

— Non. Je sens sa présence avant tout dans cet espace que l'on nomme réalité, mais qui nous échappe en partie. Nous ignorons ce qui nous a précédé avant la vie et ce qui vient après la mort. Alors nous cherchons des méthodes d'extase capables de libérer l'esprit de la chair. Mais le corps n'est pas une contrainte pour l'âme, au contraire, tout passe par la maîtrise de ses rythmes, de son souffle.



Yehudi Menuhin et la jeune violoniste Sarah Chang au Palais des Congrès (Paris) lors du prix des Victoires de la musique (1993).

J'ai réalisé ma relation au monde sans la religion, par connivence cosmique avec le monde qui se tisse autour de moi et au tissage duquel nous participons tous. Les religions créent des liens entre les fidèles, mais je redoute les excès d'adoration qu'elles suscitent. Les humains à la recherche d'une assise existentielle détiennent en eux-mêmes les clefs de leur liberté. Les individus constituent les fibres de ce tissu cosmique, lequel est d'essence divine. Cette attitude me semble plus véridique, plus proche de l'humain que toute forme d'adoration religieuse.

Il y a en nous beaucoup d'énergies inutilisées, contrariées, voire gâchées, notamment par l'obsession — très occidentale — du matériel. Nos pires actions nous sont dictées par le désir de sécurité et par la peur. L'idéal serait de déraciner ces maux, qui sont en nous. Mais à défaut d'y parvenir, on pourrait, tout au moins, adopter une attitude conciliatrice, qui ne signi-

fierait pas l'abandon de la résistance, de la volonté. C'est une question de juste équilibre. Il ne sert à rien de vouloir abattre un mur avec son crâne. La pensée, l'énergie mentale, elles, sont à même de le détruire.

Aussi, à mesure que je vieilliss, j'ai du plaisir à me sentir léger, libéré du fardeau de devoir choisir un camp, de prendre parti. Seul m'intéresse un centre harmonieux, souple et fort, plus fort que la somme des parties. Cette arithmétique très simple devrait convenir aux sociétés dont le milieu cède sous la pression des extrêmes.

■ **Vous êtes un fervent adepte du yoga. Quelle part tient-il dans votre relation au monde?**

— Le yoga est source d'équilibre entre la terre, le ciel et le moi. Il aide à la fusion, non seulement avec les êtres humains, mais aussi avec les animaux, les plantes, le cosmos dans son ensemble. Il me permet de jouer en incarnant le battement de la vie, de comprendre intuitivement le message d'un compositeur. Ainsi la «Chaconne» de Bach, que je considère

C'est l'adulte qui tue
l'enfant. Dorénavant,
l'enfant doit être le
maître de l'adulte.

comme le plus grand morceau conçu pour violon solo, ne souffre pas l'ornementation inutile, ni l'agressivité. C'est une œuvre qui tend les nerfs, comme les cordes d'un instrument bien accordé. L'être humain ressemble à cette «Chaconne». Il doit savoir autoréguler ses différences, équilibrer ses contraires, négocier ses transformations, toutes ces morts et renaissances alternées, qui le changent sans cesse.

■ **Avez-vous une philosophie du politique?**

— La politique capte des foules séduites par l'illusion du discours. Il me semble que tout homme politique devrait avoir une occupation indépendante de la politique. Un homme politique qui serait à la fois cordonnier, cuisinier ou jardinier, qui vivrait comme le peuple et avec lui, qui aurait une expérience directe de son pays à tous les niveaux, jusqu'aux plus humbles, cet homme se situerait bien au-delà du politicien actuel. Et alors il serait vraiment utile à nos semblables. ■

1. George Enescu, compositeur et violoniste roumain (1881-1955). NDLR

La vigilance, nerf de la démocratie

par Richard Hoggart

Renforcer la tolérance a toujours été une tâche ardue, mais nous vivons aujourd'hui une époque particulièrement noire. Depuis les moyens de destruction colossaux détenus par l'Etat jusqu'au terrifiant arsenal bricolé par des groupuscules fanatiques, nous disposons, pour peu que nous lâchions la bride à l'intolérance, d'une capacité sans précédent de nous entredétruire.

Forcenée et déjà fort répandue, l'intolérance ne cesse de s'étendre. Le fanatisme religieux a gagné plusieurs grands pays. Les avocats de la xénophobie ont perdu tout sens de la mesure au point de banaliser une expression aussi atroce que «purification ethnique». Le nazisme et autres doctrines de l'intolérance font recette jusque dans les pays les plus «développés». La situation pourrait difficilement être pire; or, elle s'aggrave d'année en année.

Nous sommes enclins à atténuer les désaccords profonds qui peuvent nous opposer par la formule: «c'est un manque de communication», comme s'il suffisait de communiquer toujours davantage pour entrer au pays idyllique du respect mutuel. Erreur. A un membre du gouvernement qui, limogé, prétextait de la formule en question, un ancien Premier ministre britannique n'a-t-il pas un jour répliqué: «Il n'y a aucun manque de communication. Je vous entends parfaitement. Vous n'êtes pas à la hauteur, voilà tout.» Un tel franc-parler est indispensable si nous voulons avancer.

Beaucoup de gens sont d'un naturel grégaire. Ils aiment sentir qu'ils appartiennent à un ensemble — un club, une association, un quartier ou un pays. L'envers de ce sentiment, c'est la non-appartenance de l'autre à cet ensemble. L'autre est en dehors et doit y rester. Ceux d'entre nous qui vivent dans des pays aisés et peu menacés parviennent plus ou moins bien à repousser ces vilaines attitudes. Encore que si quelqu'un venant de l'autre côté de la barrière nous demandait la main de notre fille, je crains que nous n'ayons une réaction violente...

Que voilà de bien sombres et dérangeantes pensées! Que pouvons-nous espérer? Notre premier espoir réside dans la diffusion des institutions démocratiques. La démocratie est loin d'être une panacée, mais c'est encore le moins mauvais des systèmes élaborés à ce jour. Elle repose précisément sur la notion de tolérance, et non sur un pouvoir autoritaire, laïque ou reli-

gieux, qui prive l'individu de sa liberté. Perte de liberté où se reconnaît l'essence même de l'intolérance de l'Etat.

Mais les démocraties ne fonctionnent vraiment bien que lorsqu'elles agissent mieux, sur des questions décisives, que ne le ferait la majorité des citoyens lors d'un référendum. Ainsi, en 1995, en Grande-Bretagne, 75% de la population sont en faveur d'un rétablissement de la peine de mort. Une part de xénophobie entre sans doute dans les motivations de la plupart d'entre eux. Or le Parlement britannique a voté des lois contre la peine capitale et le racisme.

Que le Parlement doive forcer ainsi les gens à plus de vertu qu'ils n'en montrent naturellement, même dans une grande démocratie, voilà qui est triste mais inévitable. On peut toujours rêver à un avenir où les citoyens n'auront plus besoin d'être «passés au moule à vertu» par leurs élus. En attendant, félicitons-nous de ces moments où le Parlement fait mieux que nous n'aurions fait collectivement.

Venons-en maintenant au point que la plupart des gens bien intentionnés placent au premier chef: le rôle puissant de l'éducation dans le développement de la tolérance. C'est un rôle crucial et difficile, qui ne se limite pas à de chaudes injonctions. Dans un de ses poèmes de jeunesse, le poète anglais W. H. Auden écrivait: «Nous devons nous aimer les uns les autres — ou mourir.» C'était là appeler à une sorte de tolérance mesurée. Il modifia plus tard ce vers — qu'il trouvait à la fois mièvre, affecté et complaisant — comme suit: «Nous devons nous aimer les uns les autres — et mourir.»

L'enseignement (et son meilleur auxiliaire, la radiodiffusion — lorsqu'elle est employée à bon escient et n'est pas assujettie à des fins commerciales ou politiques) doit être stimulant, entreprenant et résolu. Nous pouvons organiser des échanges scolaires, trouver aux élèves des correspondants à l'étranger et tout le reste, mais nous devons surtout ne pas trop en attendre, même si nous menons toutes ces tâches le plus soigneusement et objectivement que nous pouvons.

En priorité, nous devons développer chez nos élèves et nos étudiants un sens critique aigu — vigilance indispensable en démocratie. Cela veut dire, entre bien d'autres choses, leur apprendre à comprendre et à apprécier leur propre culture, mais aussi à la considérer avec recul. Bref, qu'ils aient les moyens et la volonté de la juger. ■

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES


Couverture (de gauche à droite et de haut en bas): Antoine Gyori © Sygma, Paris. Ian Berry © Magnum, Paris. Benami Neumann © Gamma, Paris. S. Nackstrand © Gamma, Paris. Photo news © Gamma, Paris. Carlos Angel © Gamma, Paris. T. Graham © Sygma, Paris. Page 6: Unesco/Ines Forbes. Pages 7, 10-11, 13, 15, 16-17, 18: © Musée international de l'art des enfants, Oslo. Page 9: SOS village d'enfants-Musée international de l'art des enfants, Oslo. Page 20: © Gamma, Paris. Page 21: Ian Berry © Magnum, Paris. Page 22: © Juda Ngwenya /Reuter /Max PPP, Paris. Page 23: Antoine Gyori © Sygma, Paris. Page 24: Benami Neumann © Gamma, Paris. Page 25: Photo news © Gamma, Paris. Page 26: S. Nackstrand © Gamma, Paris. Page 27: S. Nackstrand © AFP, Paris. Page 28: J.F. Campos © Vu, Paris. Page 29: M. Deghati © AFP, Paris. Page 30: Halesian-Liaison © Gamma, Paris. Page 31: Carlos Angel © Gamma, Paris. Page 32: T. Graham © Sygma, Paris. Page 33: © AFP photo/Europapress, Paris. Page 34: Omega © Sygma, Paris. Page 35: Marc Beziat © Cosmos, Paris. Page 36 en haut: © Yves Gellie/Icone, Paris. Page 36 en bas: Pierre Boulat © Cosmos, Paris. Page 37 en haut: Voegele © INRA, Paris. Page 37 en bas: M. Renaudeau © Hoa Qui, Paris. Page 38 en haut: H. Silvester © Rapho, Paris. Page 38 en bas: © Esther/Ask Images, Paris. Pages 40, 41: François Gohier © Explorer, Paris. Page 42: © E. Bailby, Paris. Page 43: O. Franken © Explorer, Paris. Pages 44-45: Gerard Sioen © Rapho, Paris. Pages 46, 49: James Andanson © Sygma, Paris.

**Ce Salon,
ça me donne une
faim de loup !**



**SALON DU
LIVRE DE
JEUNESSE
EN SEINE
SAINT-DENIS**

**29 NOV. - 4 DEC.
MONTREUIL
METRO MAIRIE
DE MONTREUIL**

 Seine Saint-Denis
Conseil Général

Rejoignez l'UNESCO sur Internet

en vous connectant au serveur
gopher.unesco.org

ou

<http://www.unesco.org>

Vous y trouverez le sommaire des 22 derniers numéros du *Courrier de l'UNESCO*, les communiqués de presse, adresses, numéros de télécopie, télex et messagerie électronique des bureaux régionaux, commissions nationales et Clubs de l'UNESCO, un répertoire des bases de données et des services d'information de l'UNESCO, des images en couleur du Jardin japonais et d'autres vues du bâtiment du siège de l'Organisation, ainsi que des reproductions des œuvres d'art qu'il abrite, comme la «Silhouette au repos» du sculpteur britannique Henry Moore.



Pour joindre directement

LE COURRIER DE L'UNESCO

et nous faire part de vos suggestions et de vos commentaires, tapez:

courrier.unesco@unesco.org

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO:

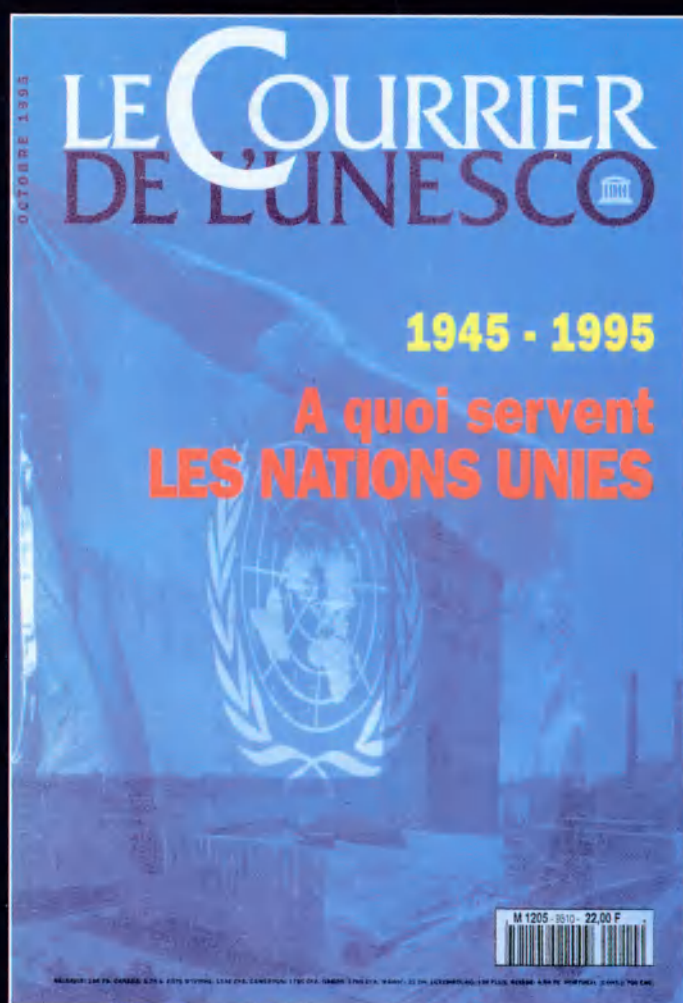
LES TROGLODYTES ET LEURS DEMEURES



ENTRETIEN AVEC JEAN DANIEL

PATRIMOINE: LUXEMBOURG, QUAND MÉLUSINE VEILLE SUR L'EUROPE

ENVIRONNEMENT: AU CHEVET DES PLANTES SAUVAGES



**chaque mois le magazine
indispensable pour mieux
comprendre les
problèmes d'aujourd'hui
et les enjeux de demain**

**en offrant à un ami
un abonnement,
vous lui faites
3 cadeaux:**

1

Il découvre l'unique revue culturelle internationale paraissant en 30 langues et attendue, dans 120 pays, par des centaines de milliers de lecteurs de toutes nationalités

2

Il explore, mois après mois, la formidable diversité des cultures et des savoirs du monde

3

Il s'associe à l'œuvre de l'Unesco qui vise à promouvoir «le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion...»